



uOttawa

**Les perspectives africaines de la relation sino-africaine :
le cas du Ghana et du Nigéria**

Ashley FEATHERSTONE

Mémoire soumis à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences du programme de maîtrise ès arts en
mondialisation et développement international

École de développement international et mondialisation
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

© Ashley Featherstone, Ottawa, Canada, 2015

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier mon superviseur de recherche, Cédric Jourde, pour ses nombreux conseils et pour les heures qu'il a consacrées à diriger cette recherche. J'aimerais également lui dire à quel point je suis reconnaissante de sa grande disponibilité et de son respect des délais serrés que je lui ai adressés.

Mes remerciements s'adressent également à Joshua Ramisch pour avoir accepté de participer à la lecture de ce mémoire et pour ses commentaires qui m'ont permis d'approfondir la question de recherche. Un grand merci à Hélène Buisson, Véronique Buisson et Andréanne Laframboise pour avoir joué le rôle de lectrices non officielles.

Ce mémoire n'aurait pas été possible sans le soutien de ma famille et mes ami(e)s qui m'ont encouragé tout au long de ce processus. Un énorme merci à Roch Bonneville-Mainville pour son écoute et ses mots d'encouragements bien nécessaires qui m'ont permis d'accomplir ce mémoire.

Table des matières

| | |
|---|----|
| Chapitre 1: Introduction..... | 7 |
| 1.1 Question de recherche et constats de recherche..... | 7 |
| 1.2 Méthodologie et éthique..... | 15 |
| 1.3 Sondages effectués sur les perceptions sino-africaines..... | 18 |
| 1.4 Perceptions convergentes dans la littérature et pertinence..... | 22 |
| 1.5 Liens historiques..... | 25 |
| Chapitre 2 : Perspective des dirigeants étatiques..... | 30 |
| 2.1 Perceptions générales des dirigeants étatiques africains de la Chine en Afrique..... | 30 |
| 2.2 Dirigeants étatiques ghanéens..... | 37 |
| 2.2.1 La relation sino-ghanéenne..... | 37 |
| 2.2.2 Perceptions des dirigeants ghanéens de la relation sino-africaine..... | 42 |
| 2.3 Dirigeants étatiques nigériens..... | 47 |
| 2.3.1 La relation sino-nigérienne..... | 47 |
| 2.3.2 Perceptions des dirigeants nigériens de la relation sino-africaine..... | 50 |
| 2.4 Conclusion..... | 56 |
| Chapitre 3 : Perspective des syndicats..... | 58 |
| 3.1 Pratiques commerciales sur le continent africain..... | 58 |
| 3.2 Syndicats ghanéens..... | 62 |
| 3.2.1 Commerce et environnement de travail au Ghana..... | 62 |
| 3.2.2 Perceptions des syndicats ghanéens..... | 64 |
| 3.3 Syndicats nigériens..... | 68 |
| 3.3.1 Commerce et environnement de travail au Nigéria..... | 68 |
| 3.3.2 Perceptions des syndicats nigériens..... | 69 |
| 3.4 Conclusion..... | 73 |
| Chapitre 4 : Perspective des médias..... | 76 |
| 4.1 Paysage médiatique sur le continent africain et perceptions des médias de la relation sino-africaine..... | 77 |
| 4.2 Médias ghanéens..... | 81 |
| 4.2.1 Paysage médiatique au Ghana..... | 81 |
| 4.2.2 Perceptions des médias ghanéens..... | 84 |

| | |
|--|-----|
| 4.3 Médias nigériens | 89 |
| 4.3.1 Paysage médiatique au Nigéria..... | 89 |
| 4.3.2 Perceptions de médias nigériens..... | 92 |
| 4.4 Conclusion..... | 97 |
| Chapitre 5 : Conclusion | 99 |
| Bibliographie..... | 103 |
| ANNEXE I..... | 116 |
| ANNEXE II | 117 |
| ANNEXE III..... | 119 |
| ANNEXE IV | 120 |
| ANNEXE V | 121 |
| ANNEXE VI..... | 122 |
| ANNEXE VII..... | 123 |
| ANNEX VIII..... | 124 |
| ANNEXE IX..... | 125 |
| ANNEXE X | 126 |
| ANNEXE XI..... | 127 |
| ANNEXE XII..... | 128 |
| ANNEXE XIII | 129 |
| ANNEXE XIV | 129 |
| ANNEXE XV | 130 |

Abréviations

| | |
|------------|---|
| ALRN | African Labour Research Network |
| APD | Aide publique au développement |
| BBC | British Broadcasting Corporation |
| BM | Banque mondiale |
| CAD | Comité d'aide au développement |
| CBMWU | Construction and Building Materials Workers' Union |
| CCTV | China Central Television |
| CNPC | China National Petroleum Corporation |
| EPZ | Export Processing Zones |
| FMI | Fonds monétaire international |
| FOCAC | Forum sur la coopération Chine-Afrique |
| GBC | Ghana Broadcasting Corporation |
| GNPC | Ghana National Petroleum Corporation |
| GUTA | Ghana Union of Traders Association |
| IBWF | International Building Workers Federation |
| IDE | Investissement direct étranger |
| JAF | Joint Action Front |
| MAN | Manufacturers Association of Nigeria |
| MOFCOM | Ministry of Commerce of the People's Republic of China |
| MTN | Mobile Telephone Network |
| NCA | National Communications Authority |
| NCL | Commission nationale du travail |
| NDC | National Democratic Congress |
| NLC | Nigeria Labour Congress |
| NPP | New Patriotic Party |
| NUCECFWW | National Union of Civil Engineering Construction, Furniture and Wood Workers |
| NUCFRLNMPE | National Union of Chemical, Footwear, Rubber, Leather and Non-Metallic Products Employees |

| | |
|---------|---|
| NUPENG | Nigerian Union of Petroleum and Natural Gas Workers |
| NUTGTWN | National Union of Textile, Garment and Tailoring Workers of Nigeria |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement |
| OIT | Organisation internationale du travail |
| ONG | Organisations non gouvernementales |
| PAS | Programmes d'ajustements structurels |
| PDP | Parti démocratique populaire |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PPTE | Initiative Pays Pauvres Très Endettées |
| RPC | République populaire de la Chine |
| TIC | Technologies de l'information et de la communication |
| TUC | Ghana Trades Union Congress |
| UNTplc | United Nigeria Textile Plc |

Chapitre 1 : Introduction

1.1 Question de recherche et constats de recherche

« La montée de la puissance de la République populaire de la Chine (RPC) à l'époque contemporaine a été comparée à l'éveil d'un géant endormi. Si cet euphémisme est vrai, la Chine est tout à fait réveillée sur le continent africain » (Aidoo, 2010). La RPC (notée Chine dans cette étude) est une superpuissance économique mondiale, elle fournit de l'aide étrangère, des investissements étrangers et des opportunités de commerce pour de nombreux pays en développement. Elle est devenue une joueuse incontournable sur le continent africain, rivalisant avec les anciennes puissances coloniales et les États-Unis. Malgré la lente reprise économique après la crise financière de 2007-2008, le commerce sino-africain s'est maintenu à un niveau considérable; depuis 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent africain (State Council, 2013). Les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine ont atteint 166 milliards \$ US 2011, soit une augmentation de 83 % de 2009 à 210 milliards \$ US en 2013 (United States Census Bureau, 2014) tandis que les échanges entre l'Afrique et les États-Unis ont passé de 125 milliards de dollars en 2011 à 85 milliards en 2013, et la tendance est à la baisse (United States Census Bureau, 2014) (voir annexe I). Cette baisse est reflétée dans le taux d'importations et d'exportations entre ces partenaires. Par exemple, en 2012 les exportations chinoises vers l'Afrique s'élevaient à 113 milliards \$ US alors que l'Afrique a importé à une valeur de 85 milliards \$ US (Hanauer et Morris, 2014). Pour les États-Unis, ses exportations vers l'Afrique s'élevaient à 33 milliards \$ US alors que ses importations africaines s'élevaient à 66 milliards \$ US (United States Census Bureau, 2014). Dans les deux cas, nous pouvons constater une balance commerciale au profit de l'Afrique, bien qu'il existe de grandes disparités

commerciales entre pays africains. Les exportations chinoises en direction du continent africain sont dominées par des produits finis, notamment dans les secteurs de la machinerie, de l'électronique, du textile et de l'automobile, alors que les ressources naturelles demeurent la source dominante d'importation en Chine (Zhenxing, 2013). Toutefois, le commerce avec l'Afrique subsaharienne est très inégalement réparti, l'essentiel du volume des échanges se limitant à un petit nombre de pays : l'Angola, l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo, la République du Congo et la Guinée équatoriale comptent pour environ 75 % des exportations de l'Afrique subsaharienne vers la Chine alors que plus de 80 % des importations chinoises vers l'Afrique subsaharienne sont destinés à six pays, soit l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Libéria, le Ghana, le Bénin et l'Angola (Drummond et Xue Liu, 2013). L'investissement direct étranger (IDE) vers l'Afrique provenant de la Chine, des États-Unis et de l'Union européenne est concentré dans quelques pays, dont le Nigéria et l'Afrique du Sud, indiquant que les ressources naturelles demeurent un facteur primordial quant à l'allocation des investissements à travers le continent (Copley et coll. 2014). Alors que l'IDE global vers l'Afrique a diminué, l'IDE chinois en Afrique entre 2009 et 2012 a augmenté de 20,5 % par an (1,44 milliard de dollars US à 2,52 milliards de dollars US) (UNPD, 2013). D'après ces statistiques, il est évident que la montée de la Chine en Afrique, son poids économique et géopolitique justifie ainsi que la recherche scientifique s'y intéresse.

La présence de la Chine en Afrique suscite de nombreuses réactions, certaines divergentes. Malgré les études innombrables sur l'émergence de la Chine en Afrique, il y a un nombre limité d'études portant sur les perceptions africaines de la relation sino-africaine. Par conséquent, ce mémoire abordera la présence de la Chine sur le continent africain, au travers des

perceptions qu'ont les Africains de cette relation. Plusieurs études ont mis l'accent sur les échanges et les interactions sino-africaines. Mais il importe aussi d'examiner ce que les Africains pensent de cette relation émergente, dans la mesure où les interactions, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales, découlent elles-mêmes des perceptions qu'ont les acteurs de la réalité (on agit en fonction de notre représentation de la réalité), et elles sont ensuite elles-mêmes modifiées par les interactions. Comment sont-elles modifiées? Quel impact ces interactions ont-elles sur les perceptions qu'en ont les Africains? Et par conséquent, comment ces perceptions influencent-elles sur le comportement des acteurs? Quelles en sont les conséquences politiques? Ces questions sont fondamentales d'un point de vue politique. Mais pour y répondre, il importe d'abord de documenter ces perceptions, de bien les mettre en lumière. De plus, ces perceptions sont souvent négligées dans la littérature, les chercheurs préférant souvent s'attarder aux réactions des gouvernements occidentaux à la présence chinoise sur leurs anciennes sphères pensées comme exclusives. L'étude des perceptions africaines permettra de donner une voix à ceux qui sont concernés.

Afin de bien analyser ces perceptions africaines, nous pouvons nous référer à Alden (2006), qui soutient qu'il existe trois représentations de base de la Chine en Afrique. La Chine est perçue comme étant : i) un partenaire de développement, où les Africains apprécient l'absence de conditions attachées aux investissements chinois, ii) un concurrent, où la Chine est dépeinte comme responsable d'avoir déplacée les entreprises locales africaines avec ses exportations à bon marché, et enfin iii) une puissance hégémonique, où la Chine démontre sa nature impérialiste sur le continent africain. Bien sûr, la grille d'Alden propose une typologie, des idéaux types, qu'il ne faudrait pas confondre avec la réalité, qui est bien plus complexe.

Selon Obiorah (2008), nous devons garder en tête que le commerce et les relations commerciales chinoises avec l'Afrique suscitent diverses perceptions des populations africaines, surtout dérivées de la situation géographique, politique et socio-économique de l'observateur. Mais la grille d'Alden a au moins l'avantage d'être un outil heuristique utile pour l'analyse.

Mais en gardant l'avertissement d'Obiorah (2008), et afin de ne pas procéder à une analyse trop simpliste, compte tenu de la grande diversité du continent et de ses 55 États, nous procéderons à une étude comparée de deux pays africains : le Ghana et le Nigéria. Le choix de ces pays se justifie par les différences politiques et économiques entre eux, l'un stable et démocratique (Ghana), l'autre beaucoup plus instable et aux mœurs politiques plus autoritaires (Nigéria), et bien sûr l'un étant la destination première des investissements chinois (Nigéria), mais aussi par leurs pressions dynamiques et libres permettant son étude ainsi que la disponibilité d'études et de sondages.

La question de recherche est alors : « Quelles sont les représentations de différents secteurs sociopolitiques ghanéens et nigériens des relations sino-africaines depuis le tournant des années 2000? » Ces différents secteurs sociopolitiques seront, dans le cadre de cette étude, ceux des dirigeants étatiques, des groupes syndicaux, et des médias. Ces trois groupes d'acteurs ont été choisis, car ils sont au centre des relations sino-africaines. Ce travail étant de nature principalement inductive et descriptive, nous ne proposons pas des hypothèses de recherche. Après avoir analysé un corpus d'articles de journaux des deux pays, et à la lumière de ce que la littérature scientifique propose comme travaux de recherche sur des questions connexes, nous proposons les trois constats suivants :

i) Les dirigeants étatiques perçoivent la relation sino-africaine de façon positive, notamment par rapport aux deux autres groupes étudiés dans ce travail, à savoir les syndicats et les médias. La présence chinoise peut permettre aux dirigeants étatiques africains de mettre en concurrence les pays donateurs les uns contre les autres, afin d'affaiblir les pressions liées aux politiques de conditionnalités occidentales.

ii) Les groupes syndicaux sont moins positifs que les dirigeants étatiques, craignant une collusion entre dirigeants politiques et investisseurs chinois, qui tendrait vers une dégradation des droits des travailleurs et l'utilisation de main-d'œuvre chinoise au lieu d'embaucher une main-d'œuvre locale. Ils craignent ainsi l'influx d'entreprises chinoises sur le continent, la qualité inférieure des produits chinois importés en Afrique et les raccourcis dans leur démarche.

iii) Les médias dépeignent la relation sino-africaine de façon binaire, soit comme un partenaire, où la population locale peut jouir des retombées de la relation, soit comme un prédateur, profitable uniquement aux intérêts chinois et aux élites africaines connectées aux réseaux affairistes chinois.

La relation sino-africaine est définie comme étant les liens politiques, économiques et sociaux entre la Chine et l'Afrique. La période historique qui sera analysée pour étudier les représentations de ces secteurs sociopolitiques est de 2000 à 2014 et correspond à i) un moment politique critique dans les deux pays : la démocratisation du Nigéria et la première alternance politique au Ghana; et ii) la montée de la présence chinoise sur le continent. En raison du manque de données empiriques plus exhaustives, nous ne pourrions aborder la question de l'évolution de ces perceptions dans le temps, mais des recherches futures pourraient se pencher

sur cette dimension temporelle, nous permettant ainsi de mieux suivre les possibles transformations de ces perceptions.

La sélection du Ghana et du Nigéria se justifie à plusieurs niveaux. Ces pays ont des économies similaires : en 2014, le secteur non pétrolier est le moteur de l'économie au Nigéria où la part des services représente 57 % du produit intérieur brut (PIB), alors que les secteurs agricole et manufacturier représentent 21 % et 9 % du PIB (Groupe de la Banque africaine de Développement, 2015). La structure économique au Ghana est similaire à celle du Nigéria, où 50 % du PIB du Ghana provient du secteur des services, 28 % venant de l'industrie et 20 % proviennent du secteur agricole (Perspectives économiques en Afrique, 2015). Les exportations de ressources naturelles se font dans les deux pays, en 2014 le Ghana a exporté 36 % en or et 28 % en pétrole (Okudzeto et coll., 2015), alors que 74 % des exportations du Nigéria proviennent de ressources pétrolières (Barungi et coll., 2015). Bien que ces deux économies soient similaires au niveau de leur structure, une différence majeure demeure : l'économie nigériane est près de cinq fois plus grande que celle du Ghana, avec un PIB de 510 milliards \$ US en 2014 (Groupe de la Banque africaine de développement, 2014), comparé à 108 milliards \$ US en 2014 pour le Ghana (CIA World Factbook, 2014). Alors que la Chine importe et exporte ses produits, et qu'elle procure de l'aide au développement au Ghana et au Nigéria, une analyse de deux économies de taille différente peut engendrer des résultats congruents ou divergents, selon les perspectives africaines.

Politiquement, le Ghana est l'un des élèves modèles des transitions démocratiques : depuis l'amorce de sa transition au début des années 90, il a déjà connu trois alternances, le parti

au pouvoir et son vis-à-vis de l'opposition se remplaçant en gagnant chacun leur tour des élections transparentes et sans violence. Il parvient aussi à maintenir un solide équilibre entre les différentes composantes ethniques, linguistiques et religieuses du pays. On ne peut en dire autant du Nigéria où le même parti gagne systématiquement toutes les élections (présidentielles, législatives et au niveau des gouverneurs) entre 1999 – 2014, et où l'instrumentalisation des identités ethniques, religieuses et régionales entraîne le pays dans des vagues de violence meurtrières chaque année. Bien que l'élection du président Buhari en 2015 fût considérée comme une transition paisible, signifiant peut-être un début d'une démocratisation plus stable, il est beaucoup trop tôt pour tirer des conclusions. Non seulement la campagne électorale a été marquée par un niveau de violence élevé, comme dans le passé (un niveau sans égal à celui du Ghana), mais la question de la violence liée aux groupes armés au Nord (liée à Boko Haram) et au Sud (Delta du Niger) engendre une militarisation de la vie politique qui ne trouve pas son égal au Ghana (Winsor, 2015).

De plus, les deux États n'ont pas les mêmes aspirations continentales : le Ghana est un État de taille moyenne, reconnu pour l'exemplarité de son système politique (stabilité; alternances au pouvoir), alors que le Nigéria, en raison de sa taille (pays le plus peuplé d'Afrique), de son économie (la 1^{re} d'Afrique) et de son armée, aspire à jouer le rôle de meneur géopolitique de l'Afrique (en concurrence avec l'Afrique du Sud) et figure aussi parmi le top 5 des partenaires commerciaux africains (Alessi et Hanson, 2012).

Le choix d'inclure deux études de cas, dont le Ghana et le Nigéria, est justifié pour permettre une mise en contexte des similitudes et des différences qui structurent les perceptions

africaines de la relation sino-africaine, qui peuvent dériver de leur situation socio-économique, politique et médiatique. Les contrastes économiques surtout en fonction de leurs tailles respectives, politiques et aspirations continentales font du Ghana et du Nigéria de bons candidats pour permettre une telle discussion. Il est important de noter que le choix de pays est aussi justifié par la disponibilité d'études et de sondages. D'autres pays, dont l'Angola, le premier exportateur de pétrole en direction de la Chine; l'Afrique du Sud, une économie dominante avec une société civile dynamique et expressive, et le Kenya, où se trouve l'administration centrale de la *China Central Télévision* (CCTV) en Afrique, auraient aussi pu être des candidats intéressants pour notre recherche. Mais la littérature et les données disponibles nous limitaient aux cas du Nigéria et du Ghana. Des travaux futurs, construits à partir de terrain de recherche exhaustif, et idéalement appuyés par des enquêtes quantitatives (notamment les sondages d'opinion) devront se concentrer sur ces autres pays.

Les trois secteurs sociopolitiques ont été choisis notamment parce qu'ils se trouvent au cœur des relations sino-africaines, que ce soit au niveau décisionnel (les dirigeants étatiques), au centre des relations de travail (syndicats), ou encore au niveau de l'influence exercée sur l'opinion publique (les médias) à propos de cette relation. D'autres acteurs auraient pu faire partie de cette étude, mais il aurait fallu pouvoir entreprendre une étude de terrain (les travailleurs eux-mêmes, des ONG, etc.), ce qui n'était pas possible dans les conditions actuelles. Nous laissons à d'autres chercheurs le soin d'effectuer une telle étude. Concernant la décision d'étudier les perceptions des dirigeants, il va de soi qu'en tant que principaux interlocuteurs face aux investisseurs et décideurs chinois, les représentations qu'ils se font des relations sino-africaines sont incontournables et déterminantes. Cette situation n'est pas surprenante, si l'on

considère qu'un dirigeant risque d'avoir une opinion favorable de sa propre politique étrangère et commerciale à l'endroit de la Chine. Toutefois, dans la mesure où des dirigeants quittent le pouvoir et sont remplacés par d'autres (par le biais d'alternances entre partis opposés, comme au Ghana depuis 2000, ou au Nigéria depuis 2015, ou suite au décès d'un dirigeant ou à l'atteinte de la limite de mandats, comme au Nigéria), on pourrait s'attendre à ce que des dirigeants soient plus critiques de la politique de ses prédécesseurs. Le choix d'étudier les perceptions de groupes syndicaux provient de la littérature sur les études sino-africaines, où de nombreux auteurs ont soulevé les effets de la présence d'entreprises chinoises sur le continent (concurrence pour les entreprises africaines, normes de travail laxiste) (Broadman, 2007; Raine, 2009; Li, 2007; Downey et coll., 2010, etc.). Il s'agit d'un bon point de départ d'étudier comment les groupes syndicaux eux-mêmes perçoivent la relation, vu l'explosion de relations économiques entre la Chine et l'Afrique, surtout lors de cette dernière décennie. Enfin, il nous a paru essentiel d'inclure la perception des médias puisque ceux-ci peuvent façonner les perceptions de la population locale. Par exemple, selon Sautman et Hairong (2008), les images occidentales qui dépeignent la Chine comme un prédateur peuvent, par conséquent, avoir un impact sur les sources médiatiques africaines, ce qui peut ensuite modifier les perceptions des Africains eux-mêmes.

1.2 Méthodologie et éthique

La méthodologie employée pour cette recherche consiste en une analyse descriptive de données qualitatives et quantitatives secondaires. Les données secondaires proviennent de livres publiés, articles de journaux, journaux académiques, documents et rapports gouvernementaux ainsi que des sondages. Alors que d'autres sources médiatiques, telles que les radios et les

médias télévisuels, sont également importantes pour les populations au Ghana et au Nigéria, celles-ci ne seront pas analysées dans cette étude, surtout pour des questions de temps et de limite accordés aux nombres de pages. De plus, il existe quelques sondages sur l'opinion publique africaine au sujet de la relation sino-africaine. Ces sondages sont très utiles; ils seront les outils qui permettront d'appuyer les données qualitatives afin de développer la question davantage. Alors que les sondages permettent de quantifier les représentations africaines, un des objectifs de la recherche est de déterminer ce que pensent les trois secteurs identifiés. Pour être en mesure d'expliquer les représentations qui seront dévoilées, l'usage de sources quantitatives, telles que décrites ci-dessus, servira de méthode complémentaire aux sources qualitatives.

De plus, l'existence de disparités entre données et statistiques de la relation sino-africaine doit être mentionnée; nombreux débats et spéculation tournent sur les niveaux et objectifs de l'aide Chinoise et investissements étrangers, alors que les données entre études divergent et sont difficiles à trouver (Rank et coll., 2011). Il est important de noter que les divers instruments énoncés dans le cadre du programme d'aide chinoise ne sont pas toutes considérés comme aide publique au développement (APD) tel que défini par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement (OCDE). Les composantes telles que le financement non-concessionnel, les accords commerciaux préférentiels et les programmes d'investissement vont bien au-delà de la définition de l'APD, et l'aide chinoise est très bien intégrée avec le commerce et les investissements en Afrique. Il est ainsi important de souligner que, bien que cette étude ait fait preuve de soin lors de la recherche de donnée, un degré de prudence doit être accordé à l'utilisation de statistiques comme source définitive.

Pour ce qui en ait des perceptions médiatiques, nous avons entrepris un recensement des médias entre 2009 – 2014, en raison de la disponibilité d'article archivé. Cette période est celle où la politique chinoise de « Going out », aussi connu comme « Go global », est mise en œuvre (mis en place en 1999 et intensifié en 2008), lorsque la Chine a lancé sa tournée culturelle pour tenter d'améliorer son image internationale (Shambaugh, 2013).

Nous devons préciser que la méthodologie employée est basée sur une enquête non exhaustive des médias africains, dont le Ghana et le Nigéria. Néanmoins, l'usage de données qualitatives et descriptives nous a permis de comprendre les tendances et perceptions générales de la relation et d'apporter d'aperçus importants quant aux perceptions des médias africains de la relation sino-africaine. Une recherche par mots clés en anglais, « China in Ghana », « China in Nigeria » ainsi que « China in Africa » fut effectuée sur les sites web du *The Ghanaian Chronicle* et *GhanaWeb* pour retrouver les perceptions ghanéennes et *Vanguard* pour les articles nigériens. Ces sources ont été choisies puisque les trois figurent parmi les couvertures les plus larges dans leurs pays respectifs, et parmi le top 10 journaux les plus lus en ligne. Les articles retrouvés dans *The Ghanaian Chronicle* (9) sur *GhanaWeb* (12) et *Vanguard* (64) ont ensuite été analysés (analyse de contenu), suivant le modèle de Frontani et McCracken (2012). Le codage par contenu a permis de déterminer si le contenu de l'article peint la Chine sous une lumière positive, en dressant les bienfaits de la relation. Lorsqu'un article offrait une vision contrastée, par exemple mettant en opposition la création d'emplois insufflée par la présence chinoise, avec les conditions de travail dégradantes de cette même présence, nous avons créé une catégorie de contenu mixte. De plus, les articles où l'usage d'un ton de désapprobation fut employé et qui étaient plutôt critiques de la présence chinoise au continent méritaient d'être codés de façon

négative aux fins de notre analyse. Bien que l'analyse par contenu fut effectuée par déduction et que l'échantillon n'est pas nécessairement représentatif, nous laissons à d'autres chercheurs le soin d'effectuer des études statistiquement représentatives, ainsi que d'étudier la perception des médias nationaux étatiques, qui pourront accorder différentes représentations de la relation sino-africaine.

Alors que la recherche proposée sous-entend une revue de littérature analytique, et que les données utilisées proviendront d'études publiques et publiées, les risques associés à l'éthique ont déjà été évalués par les auteurs. Ceci étant dit, l'approbation du bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche de l'Université d'Ottawa n'est pas requise.

1.3 Sondages effectués sur les perceptions sino-africaines

Alors que la relation sino-africaine a évolué depuis ses débuts, la relation entre ces pays fut le sujet de nombreuses publications, articles de journaux, sondages, etc. dont la liste d'auteurs grandit sans cesse. Malgré les nombreuses recherches qui ont été effectuées sur les effets qu'a la relation sino-africaine sur les pays occidentaux (Brookes et Shin, 2006; Campbell, 2008; Huang, 2010) et sur l'Afrique (Lafargue, 2006; Tull, 2006), il y a un nombre limité de recherches qui se concentrent sur les perceptions africaines de la relation sino-africaine (Hanusch, 2012). Les sondages effectués sur le continent africain, ainsi que ceux à l'échelle nationale aideront à mettre en perspective les représentations africaines de la Chine.

L'étude *African Perspectives on China-Africa Links* a comme but d'élaborer une étude empirique sur ce que les Africains pensent de leur relation avec la Chine (Sautman et Hairong,

2009). L'étude va au-delà de la perception occidentale de la relation sino-africaine en présentant les données quantitatives des sondages, dont ceux des entreprises américaines dans les États africains, par un chercheur du Cameroun et par leur propre enquête de 2000 étudiants africains et professeurs dans neuf pays africains (dont le Ghana et le Nigéria). Selon les chercheurs, ces sondages permettent de tenir compte de facteurs qui peuvent expliquer les variations dans les perceptions africaines sur les liens entre la Chine et l'Afrique et permettent de comprendre comment les universitaires et les élites perçoivent la relation avec les Chinois dans un cas rare d'étude transnationale. Les chercheurs ont dévoilé que les principaux déterminants de la variation des points de vue des Africains ne sont pas les facteurs sociaux, mais la façon dont les discours politiques sur la Chine-Afrique sont mis en jeu. Ils ont vu que les discours nationaux se concentrent moins sur les activités chinoises sur le continent que sur les avantages politiques internes de la relation, c'est-à-dire, alors que la population peut percevoir certains aspects de la relation sino-africaine négativement, ce n'est que lorsque le « problème chinois » est mis de l'avant par les politiciens que l'opinion publique se forme, surtout avec l'aide des médias (Sautman et Hairong, 2009).

L'article de Hanusch (2012) *African Perspectives on China-Africa : Modelling Popular Perceptions and their Economic and Political Determinants* examine les effets de l'investissement direct étranger, le commerce sino-africain et les concepts de démocratie et droits de l'homme sur les attitudes africaines de la relation entre la Chine et l'Afrique. Cette étude fait usage uniquement des données de l'enquête *Afrobarometer* de 2008, figurant 20 pays africains (incluant le Ghana et le Nigéria). L'étude cherche à comprendre la variation dans les perceptions

africaines de la Chine pour ensuite comparer ces attitudes avec leurs perceptions vis-à-vis les pays occidentaux.

L'étude de Rebol (2010), intitulée *Public perceptions and reactions : Gauging African views of China in Africa*, se penche sur la façon dont les opinions sur la Chine se forment dans la société africaine (dont la perception des syndicats, des élites politiques et de la société civile). L'étude présente des études de cas pour appuyer la recherche effectuée par d'autres études. En analysant trois sondages d'opinion importants dans le domaine (*BBC world service poll*, *Pew Global Attitudes Project* et *Gallup study*), le chercheur a pu baser sa recherche sur des données qualitatives de ces sondages, mais aussi sur des études quantitatives (soit les recherches de Sautman et Hairong ainsi que celle de Hanusch) pour ensuite faire usage d'études de cas qui ont permis une meilleure compréhension des perceptions africaines de la relation.

The Pew Global Attitudes Project (2007), intitulé *Rising Environmental Concern in 47-Nation Survey; Global Unease with Major World Powers* est un sondage d'opinion publique mondiale qui englobe un grand éventail de sujets incluant la vie individuelle aux perceptions sur l'état actuel du monde et des enjeux importants. Le sondage en 2007 démontre que l'image de la Chine a glissé parmi les citoyens du monde, alors que l'opinion sur la Russie est mixte, mais que la confiance dans son président, Vladimir Putin, a connu un déclin important, comme ce fut le cas pour George W. Bush. Ce sondage servira pour déterminer si les inquiétudes ou attirances exprimées envers la Chine sont uniques à certains pays, ou si elles suivent les attitudes exprimées envers plusieurs partenaires de l'Afrique.

Le sondage par Ethics Institute of South Africa: *Africans' Perceptions of Chinese Business in Africa : A Survey* (Geerts et coll., 2014), étudie les perceptions africaines sur les pratiques commerciales des nationalistes chinois sur le continent africain. 15 pays africains, dont le Ghana et le Nigéria, ont été choisis pour participer au sondage en raison de la présence d'entreprises chinoises dans leur pays et pour assurer une représentation géographique. Les catégories suivantes ont été identifiées pour mesurer la perception des Africains des entreprises chinoises sur le continent : (i) réputation des entreprises chinoises en Afrique, (ii) qualité des produits et services chinois, (iii) responsabilité sociale des entreprises chinoises en Afrique, (iv) responsabilité économique des entreprises chinoises en Afrique, (v) responsabilité environnementale des entreprises chinoises en Afrique et, (vi) pratiques d'emplois des entreprises chinoises en Afrique. Plus de 1000 Africains ont été sondés sur leurs perceptions des entreprises chinoises sur le continent et dévoilent que les perceptions africaines sont plutôt négatives quant aux six catégories (Geerts et coll., 2014). Les chercheurs ont noté que 56 % des Kenyans ont une vision positive de la présence chinoise, alors qu'au Nigéria, 33,1 % en ont une vision positive, et seulement 22,4 % en Afrique du Sud (Geerts et coll., 2014). De plus, ce sondage a indiqué que 40 % des répondants sont fortement en désaccord et 30 % sont en désaccord avec la déclaration que les entreprises chinoises pensent à la communauté lors de la prise des décisions (Geerts et coll., 2014).

Selon plusieurs enquêtes, les sondages démontrent que les perceptions des citoyens ordinaires sont en partie influencées par les intentions imputées aux investisseurs chinois ainsi que par le sentiment que la Chine contribue au développement du pays africain en question (Hanauer et Morris, 2014). Selon l'enquête publiée en 2010 du réseau Afrobaromètre, la

perception des Africains est loin d'être négative; 36,4 % des personnes interrogées considèrent que la Chine aide beaucoup leur pays, 30,6 % pensent qu'elle les soutient modérément (Hanush, 2012). Des résultats similaires ont été trouvés dans une étude de 2007 *Pew Global Attitudes Project*, où les répondants de 9 des 10 pays perçoivent la Chine de façon favorable par une marge de 2 à 1 (The Pew Global Attitudes Project, 2007). Selon Brautigam, ce soutien populaire peut être attribué en partie parce que l'expérience chinoise, en tant que pays en développement, est plus similaire à celle des pays africains qu'à celle des pays industrialisés, offrant de l'espoir aux pays africains d'accomplir une transformation économique similaire (Hanauer et Morris, 2014). Toutefois, il faut reconnaître que les investissements chinois ont peu d'impacts sur l'opinion populaire africaine de la Chine, peut-être parce que ceux-ci ne sont pas suffisamment prononcés pour toucher les citoyens ordinaires surtout lorsque l'on considère la création d'emplois locaux (Hanauer et Morris, 2014). Alors que ceci est vrai pour les IDE, l'inverse est aussi vrai lorsque nous considérons le rôle que jouent les exportations (perceptions plus positives en raison de la croyance que l'achat des produits africains stimule l'économie locale) et les importations chinoises (perceptions plus négatives attribuées à l'inondation de produits chinois et manque d'emplois locaux). Ceci pour dire que la visibilité et la pertinence des questions économiques façonnent les perceptions africaines de la Chine (Hanush, 2012).

1.4 Perceptions convergentes dans la littérature et pertinence

Plusieurs études ont analysé les effets qu'a la présence chinoise sur la population africaine, particulièrement les nombreuses retombées sociales de la relation, incluant les atteintes aux droits de l'homme et à l'environnement (Brautigam, 2009; Askouri, 2007; Roth, 2006). Certains débats s'articulent autour du rôle néocolonial attribué à la Chine; défiant des conditions

imposées par Bretton Woods (Manji et Marks, 2007), d'autres croient que la poursuite d'acquisition de nouvelles ressources est la raison pour laquelle la Chine est prête à investir sur le continent (Jaffe et Lewis, 2002; Pan, 2006), alors que d'autres insistent sur le fait que ses échanges avec les pays d'Afrique constituent plutôt une forme de coopération Sud-Sud, dont les deux joueurs peuvent tirer profit (Raposo et Potter, 2010; Davies, 2007; Brautigam, 2009). La Chine ne semble pas avoir de stratégie unique pour chaque pays, mais les modalités et projets semblent être fondés sur les demandes et propositions auprès des bénéficiaires où les principes de non-ingérence et de souveraineté sont à la base de tout programme d'aide en Afrique (Alden, 2007). La Chine offre une alternative quant aux investissements occidentaux (Zhang, 2006), dans la mesure où elle ne se concentre que sur les faits d'investissements, et moins sur les données politiques et sociales du pays avec lequel elle entre en partenariat. Les donateurs occidentaux, en revanche, ont progressivement attaqué la souveraineté des États africains en imposant des programmes de réformes, incluant les Programmes d'ajustements structurels (PAS) dans les années 1980, ainsi que des demandes de réforme démocratique dans les années 1990 (Tull, 2006). Puisque sa stratégie de développement diffère du modèle occidental, où la Chine ne se concentre point sur les affaires internes des pays, les études portant sur cette nouvelle forme de coopération ont suscité beaucoup d'intérêt parmi les chercheurs universitaires ainsi que pour la population en général.

Alors que les études se concentrent plutôt sur les gains et difficultés de la relation, il est important d'étudier ce que les Africains pensent de cette relation émergente pour mieux comprendre pourquoi les pays africains recherchent et entreprennent une relation avec la Chine, et pour permettre à ceux qui sont concernés de vocaliser leurs perceptions, au lieu de tenir pour

acquises les perceptions occidentales. Ce sujet est intéressant et pertinent puisqu'il permettra une description des relations bilatérales entre États et la perception qu'en ont les différentes composantes sociopolitiques d'un pays. Prenons par exemple les nombreux régimes africains qui affirment se défaire des liens de dépendance avec leurs anciens colonisateurs en développant de bonnes relations avec un ou des pays du Sud, se rapprochant aussi avec la Chine pour provoquer les pays de l'Ouest à réagir avec plus d'attention (Jawako, 2014). Les BRICS, dont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, peuvent être vus comme un concurrent bienvenu sur le continent africain. Les pays peuvent se servir de cette relation comme un levier contre les bailleurs de fonds traditionnels, leur permettant de consolider leur légitimité aux yeux de la population (Hanush, 2012). À l'inverse, un régime peut aussi voir sa légitimité s'affaiblir si ces relations sont jugées néfastes par des segments de la population. Par exemple, selon Sautman et Hairong (2009), lorsque les entreprises chinoises sont plus profondément ancrées dans l'économie du pays, et que la population ressent les impacts négatifs ou même la concurrence de la Chine, les élites peuvent représenter et dépeindre la relation comme étant négative, et puiser dans cet argumentaire pour gagner des votes. Par exemple, en Zambie en 2006, le chef de l'opposition Michael Sata a tiré avantage de la rhétorique anti-chinoise lorsqu'il a su que la compagnie chinoise *China Non-Ferrous Metal Mining Group* a exploité la main-d'œuvre africaine après l'achat de la mine Chambishi. Bien qu'il n'ait pas gagné les élections, Sata a réussi à affaiblir la légitimité du président Mwanawasa en remportant une grande majorité dans les régions où les investissements chinois étaient les plus importants (Rebol, 2010).

Cela dit, plusieurs études sur les perceptions de la Chine en Afrique sont focalisées surtout sur les opinions occidentales, dont les médias et les universitaires. Alors que certains

médias occidentaux peignent une image négative de la relation sino-africaine, les sondages d'opinion dévoilent que les Africains perçoivent leur relation avec la Chine d'une manière moins négative (Sautman et Hairong, 2009). Le besoin de comprendre la relation sino-africaine, et les raisons pour lesquelles elles sont représentées de façon positive, négative ou même mixte, pourrait d'ailleurs interpeller les gouvernements nationaux et les ONG.

1.5 Liens historiques

Certes, la relation sino-africaine n'est pas nouvelle; alors que ces contacts étaient indirects, par exemple la découverte de céramique chinoise de plus de 3000 ans retrouvée sur le sol africain, le premier contact légitime fut au cours de la dynastie Ming (1368-1644) (Taylor, 2006). Toutefois, ces relations ont été interrompues pendant la dynastie Qing en raison de politiques chinoises de portes fermées, « closed-door policies » (Xiaomin et Chunfeng, 2007). Ce n'est qu'en 1955, lors de la Conférence Sud-Sud d'Asie-Afrique à Bandung, que la Chine se concentre sur sa politique étrangère africaine (Brautigam, 2009). Sous le régime de Mao Zedong, la Chine a présenté cinq principes de coexistences mutuelles qui jouent un rôle fondamental dans la politique étrangère chinoise d'aujourd'hui : (i) le respect pour l'intégration territoriale, (ii) le rejet de toute forme d'agression, (iii) la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, (iv) l'égalité et avantage réciproques et, (v) la coexistence pacifique (Desta, 2009). La conférence à Bandung a favorisé la coopération Sud-Sud et a suscité la création du mouvement des non-alignés; joint aux Nations Unies en 1961. De plus, ce mouvement a permis l'essor du G77, où plus de 100 nations ayant été colonisées ou ayant des caractéristiques économiques et politiques du Sud se sont regroupées pour former cette organisation internationale (Beuret et Serge, 2008).

Les années 1950 à 1970 étaient celles où la politique chinoise renforçait l'idéologie et la politique. Le rôle chinois était de soutenir le peuple africain dans sa lutte pour l'indépendance et de contrer l'impérialisme et la colonisation en présentant un front uni contre les deux superpuissances : l'Union soviétique et les États-Unis (Anshan, 2008). La période de la Guerre froide est démarquée par une grande méfiance de la part de l'Occident de tout lien entre l'Afrique et le monde socialiste. Le soutien chinois pour ces pays africains fut démontré par le soutien moral, mais surtout économique, en particulier sous forme d'APD. Le gouvernement chinois offre une aide à court terme, en introduisant des projets d'infrastructures et d'industries, les domaines où la Chine avait un avantage comparatif, dans lesquels les Africains seraient en mesure de voir des gains économiques immédiats (Ojakorotu et Whetho, 2008). Toutefois, l'APD repose sur la condition que les pays bénéficiaires reconnaissent sa politique d'une seule Chine, « One China », obligeant donc les États membres à cesser tout lien avec Taïwan (Brautigam, 2009). L'alignement de la Chine avec les pays du Tiers Monde, notamment l'Afrique, est démontré par l'envoi d'équipements et la formation de soldats pour aider les pays africains à combattre leur propre lutte pour l'indépendance, surtout en Algérie, en Angola, au Congo, en Mozambique et en Namibie (Brautigam, 2009). Il est révélateur qu'au cours des dernières années, après sa longue lutte pour l'indépendance et guerre civile, la Chine soit devenue le premier fournisseur d'aide publique au développement à l'Angola, et l'Angola est parmi les plus grands exportateurs vers la Chine, aux côtés du Congo. La reconstruction post-conflit et le développement des infrastructures sont devenus des priorités nationales pour l'Angola depuis 2002, alors que la quête de ressources industrielles et de l'énergie est devenue une préoccupation première pour la Chine (Chapman, 2008).

La stratégie idéologique d'employer l'aide au développement pour avancer les motivations anti-impérialistes chinoises, tout en reprochant le sous-développement au colonialisme, a bien joué sur les relations qu'entretiennent les dirigeants sino-africains (Tull, 2006); l'indépendance de la Tanzanie en est un exemple classique. Le premier président, Julius Nyerere, a détourné l'aide offerte par les États-Unis et l'Union soviétique pour accepter un prêt sans intérêt de Pékin afin de permettre la construction d'un chemin de fer liant la Tanzanie et la Zambie en 1967 (Large, 2008). Dans les yeux de nombreux Africains, le projet de chemin de fer Tan-Zam a démontré la prouesse industrielle et technologique croissante de la Chine et a confirmé la Chine comme un ami et allié contre le néocolonialisme et le régime d'apartheid en Afrique du Sud (Manji et Marks, 2007). À son tour, la Chine communiste (la RPC) a demandé et obtenu le soutien des États africains pour remplacer la République nationaliste de la Chine, qui a tenu le siège chinois aux Nations Unies, y compris l'assemblée générale et le conseil de sécurité. Selon Brautigam, comme suite à l'indépendance d'un grand nombre de pays africains, les buts de Pékin n'étaient plus simplement liés au soutien d'idéologie socialiste ou de mouvements révolutionnaires, mais de s'ancrer dans le développement de l'Afrique en se présentant une alternative aux partenariats occidentaux (Brautigam, 2009).

La deuxième période de la relation sino-africaine, soit les années 1970 et 1980, était axée sur la coopération économique. Les États développés ont restructuré leur programme d'aide, allant de la production et l'infrastructure à un appui pour le développement rural, la pauvreté et les besoins essentiels. Toutefois, la Chine a poursuivi des interventions centrales planifiées pour accroître la production, la santé et l'infrastructure et a financé des usines d'États africains tout en formant les travailleurs africains par des techniciens chinois (Hanson, 2008). Avec la fin de la

Révolution culturelle en 1976 et l'ouverture de ses marchés, le développement national du pays chinois est devenu une priorité, diminuant ainsi son aide et son commerce avec l'Afrique. Une nouvelle ère, où la Chine ne se voit plus comme porte-parole pour les pays en voie de développement, est démarquée par la visite du premier ministre Zhao Ziyang en 1982. Ziyang a promu quatre principes de coopération chinoise en Afrique : (i) l'égalité et le bénéfice mutuel, (ii) l'accent sur des résultats réalistes, (iii) la diversité dans la forme et, (iv) la promotion d'un développement économique commun (Konings, 2007). La Chine s'est alors tournée vers les pays développés pour faire la promotion de son propre développement économique. Il y eut un détournement des relations sino-africaines dans les années 1980 puisque les pays africains se sont alliés avec la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) pour achever leurs plans d'ajustement structurel, qui a favorisé la privatisation et la dérèglementation tout en réduisant les obstacles au commerce.

La période suivant la Guerre froide, démarquée par l'incident à Tiananmen en 1989, a connu une forme accélérée d'aide au développement et d'autres investissements de la part de la Chine envers les pays africains (Uchehara, 2009). Les pays développés se sont distancés de la Chine tout en s'interrogeant sur le fonctionnement du gouvernement chinois. La Chine a d'abord été forcée à se rediriger vers ses anciens partenaires, voyant les États africains comme priorité (Uchehara, 2009). Depuis les années 1990, l'aide aux pays africains en provenance de la Chine a augmenté de façon exponentielle. De plus, la Chine a pu se joindre de nouveau à l'Afrique pour satisfaire ses besoins en matières premières et pour commercialiser ses produits manufacturés (Dijk, 2009). La Chine passe d'une aide bilatérale avec l'Afrique, à une collaboration entre entreprises dans les divers pays africains (Berthélemy, 2009). Ce n'est que lors du premier

Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) en 2000 que les pays développés ont été forcés à se concentrer sur la nouvelle donne; la Chine était en voie de devenir l'acteur commercial principal de l'Afrique, en raison de son APD et de son engagement économique grandissant. Les FOCAC qui ont suivis, en 2003 à Addis-Ababa, en 2006 à Pékin, en 2009 à Sharm El-Sheikh et en 2012 à Pékin, ont souligné l'engagement économique grandissant entre les deux côtés, mais aussi l'approfondissement de leur partenariat stratégique. L'historique précis entre les deux pays d'étude, soit le Ghana et le Nigéria, et leur relation respective avec la Chine sera présenté dans les sections à venir.

La structure de ce mémoire comprend cinq chapitres incluant celui-ci. Le second chapitre explorera comment les dirigeants étatiques au Ghana et au Nigéria perçoivent leur relation avec la Chine, alors que le troisième et le quatrième chapitre s'attarderont à l'analyse des perspectives syndicales et médiatiques quant à la relation, toujours au Ghana et au Nigéria. Finalement, le cinquième chapitre, la conclusion, offrira un retour sur les chapitres précédents ainsi qu'une réflexion sur les données retrouvées.

Chapitre 2 : Perspective des dirigeants étatiques

Cette section comprend un survol des relations politiques et économiques entre la Chine, le Ghana et le Nigéria pour permettre une analyse des perceptions des dirigeants étatiques. L'un des objectifs de notre recherche sera justement de bien faire ressortir l'ensemble des représentations que se font les dirigeants ghanéens et nigériens des relations sino-africaines, afin de mettre en évidence les similitudes et les différences entre eux. Il est à noter que cette étude regarde les perceptions des dirigeants, mais aussi les actions qui en découlent, y compris les politiques développés pour avancer la relation sino-africaine.

2.1 Perceptions générales des dirigeants étatiques africains de la Chine en Afrique

Malgré les critiques liées à l'arrivée de la Chine sur le continent, plusieurs dirigeants étatiques insistent sur les effets positifs de la relation. En général, les leaders politiques africains ont tendance à accorder plus de confiance dans le type de coopération proposée par la Chine, puisqu'elle offre des occasions commerciales favorables ainsi que l'aide au développement sans conditionnalité politique ou humanitaire, comme le font les bailleurs de fonds occidentaux (Jauch, 2011) :

« Les Chinois ne lient pas leur activité économique et leur aide à des conditions politiques. Vous n'entendrez jamais les Chinois dire qu'ils ne mèneront pas à bien un projet parce que notre gouvernement n'a pas fait tout son possible pour lutter contre la corruption. S'ils disent qu'ils vont construire une route, ils la construiront (Albert Mutua, porte-parole du gouvernement du Kenya) » (Obiora, 2011).

Dans cette perspective, l'ancien président Wade du Sénégal n'a pas hésité à voir les dirigeants chinois comme partenaires commerciaux efficaces et pragmatiques comparés aux fonctionnaires occidentaux, alors que le président de la Banque africaine de développement,

Donald Kaberuka, croit que la Chine devrait être le modèle de développement à suivre sur le continent africain (Girouard, 2008). Il n'est pas surprenant que l'engagement financier de la Chine en Afrique s'étende à la plupart des pays du continent, et couvre tous les secteurs de l'économie, y compris les ressources naturelles et les services (Groupe de la Banque africaine de développement, 2011). Les élites gouvernementales et commerciales africaines voient en la Chine de nouvelles possibilités surtout au niveau du commerce et des occasions d'investissements grâce à l'ouverture et à la croissance des marchés chinois pour des produits africains. La stabilité du régime et un partenariat stratégiquement important sont ainsi renforcés (Konings, 2007). Les avantages économiques qui ont surgi du commerce contemporain avec la Chine sont une des raisons pour lesquelles les dirigeants africains cherchent à renforcer leurs liens. Les dirigeants africains reconnaissent que la Chine voit l'Afrique comme une opportunité commerciale au lieu d'accorder trop d'importance aux enjeux liés à son développement économique et social (Saferworld, 2011). À titre d'exemple, le président rwandais Paul Kagame fait valoir que l'ampleur des investissements et du commerce chinois a le potentiel de créer des emplois et d'accroître les revenus en Afrique, ce qui amènera un développement durable sur le continent (Safeworld, 2011).

Le fait que l'Afrique et la Chine aient été sous le joug des puissances occidentales (mais aussi japonaises), certes à des degrés divers, semble expliquer, du moins en partie, ce regard positif des dirigeants africains à l'endroit de leurs partenaires chinois (Girouard, 2008; Obiorah, 2011). Ce rappel du passé peut représenter pour les dirigeants étatiques une preuve que les relations sino-africaines s'inscrivent dans la continuité. Les présidents Mbeki et Obasanjo, de l'Afrique du Sud et du Nigéria, ont reconnu que l'influence croissante de la Chine dans l'économie

mondiale oblige l'Afrique à aligner ses champs d'intérêt avec elle (Naidu, 2008). Néanmoins, ces présidents ont aussi été connus pour critiquer les entreprises chinoises pour les violations des normes de travail et de sécurité en Afrique (Obiorah, 2008). Malgré cela, il y a une tendance générale de la part des hauts dirigeants à accorder plus de confiance dans le modèle proposé par les Chinois. Ce modèle est non seulement efficace pour l'établissement de puissances économiques en Afrique, mais la Chine a acquis une légitimité supplémentaire en se démarquant de plusieurs façons des pays de l'Union européenne. Par exemple, la Chine n'a pas pris part dans la traite d'esclaves, a soutenu l'Afrique au cours de ses processus de décolonisation et n'est pas associée avec les politiques d'ajustement structurel (Girouard, 2008). Bien que Deng Xiaoping, l'un des dirigeants communistes chinois les plus influents de 1970 jusqu'au début des années 1990, croit qu'il n'y a pas de « modèle chinois » à émuler et que les pays doivent adopter des politiques de croissance adaptées à ces propres circonstances, de nombreux dirigeants africains voient la pertinence de l'expérience chinoise, même si les prêts chinois viennent avec leurs propres conditions (Alden, 2007 et Zhang, 2006).

Plus généralement, l'arrivée des investisseurs chinois en Afrique a permis aux dirigeants africains de renforcer leur capacité d'action vis-à-vis de leurs partenaires étrangers. Ils peuvent désormais poursuivre des relations avec une multitude d'États et ainsi d'engranger des profits politiques et économiques grâce à cette mise en concurrence (Ayodele et Sotola, 2014). Cette méthode fut notamment mise de l'avant quand l'Angola s'est tourné vers la Chine lorsque ses négociations avec le FMI se sont affaiblies en 2003 (Manji et Marks, 2007). L'extension rapide d'une marge de crédit de 4,2 milliards \$ US de la part de la Chine en 2004, ainsi qu'un prêt de 42 milliards \$ US de la Banque d'import-export de Chine convenu lors de la visite du premier

ministre Wen Jiabao en 2006 (Manji et Marks, 2007) démarque le détournement et l'éventail d'options disponibles aux pays africains.

Notons toutefois que, bien que la Chine se targue du principe de non-ingérence, la Chine est intervenue dans la politique intérieure de plusieurs pays, notamment par son appui aux régimes de Khartoum et Harare (Karumbidza, 2007). Certains régimes isolés par les pays occidentaux et identifiés comme des parias ont survécu en raison de leur partenariat avec la Chine. Selon Girouard, certains dirigeants africains et occidentaux considèrent que la Chine renforce souvent l'élitisme, l'autoritarisme et la corruption en alimentant ces régimes pour survivre, comme l'a fait l'Ambassadeur Li Baodong de la Chine lorsqu'il a menacé de retirer tout le capital chinois de la Zambie si Michael Sata remportait les élections de 2006 (Girouard, 2008). Bien que Sata ait gagné en majorité dans certains quartiers, le cas de la Zambie est plutôt l'exception que la règle. Selon Rebol (2010), la réaction de l'élite africaine envers la Chine dépend de sa relation avec les élus locaux. Là où les dirigeants ont un pouvoir exclusif sur les ressources du pays, ils ont tendance à rechercher activement le soutien chinois. Comme les investissements chinois proviennent surtout du secteur de l'énergie et des ressources naturelles, les élites préfèrent entrer en commerce avec des entreprises chinoises, cherchant à tirer des profits faciles dans le secteur (Rebol, 2010).

En outre, le modèle chinois s'adapte très bien à l'autoritarisme, voyant les droits de l'homme et la démocratie comme des mécanismes qui ralentissent la croissance économique (Marks, 2008). Ce fut le cas au Soudan, où les investissements chinois et les importations chinoises ont permis à Al-Bachir de consolider son régime au sud du Soudan où se retrouve un

grand nombre de combustibles fossiles, finançant alors le génocide au Darfour (French et Wenxin, 2007) où plus de 200 000 personnes ont perdu la vie depuis 2003 (ONU, 2007). Au Zimbabwe, les fonds chinois ont permis au régime Mugabe de demeurer au pouvoir en dépit des sanctions internationales imposées, et les importations chinoises de ressources forestières venant du Libéria ont aidé le régime de Charles Taylor à financer ses mercenaires en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone (Chan-Fishel, 2007). D'après Karumbidza (2007), la Chine doit s'assurer que ses partenaires économiques et politiques en Afrique restent au pouvoir; la Chine craint que de nouveaux joueurs puissent remettre en question les arrangements lucratifs entre la Chine et le pays en question.

Un autre aspect à considérer est la possibilité que la corruption des dirigeants étatiques soit plus facile avec les investissements chinois. La grande quantité d'argent impliqué dans des projets d'infrastructure et de construction est une invitation à la corruption officielle. Prenons le cas de l'Angola, l'aide chinoise pour le développement d'infrastructures en Angola est accordée sous la forme de ligne de crédit, où le gouvernement angolais a reçu 10,5 milliards \$ US de la Banque d'import-export de Chine entre 2004 – 2010 sous forme de prêts en échange de pétrole (Chêne, 2010). Une préoccupation majeure avec la présence chinoise au pays est qu'un tableau complet de la participation de la Chine en Angola n'est pas accessible au public, de sorte que les élites du pays ont accès à de vastes sommes d'argent qui pourraient disparaître des comptes privés des dirigeants sans que personne soit au courant. D'ailleurs, en 2007, l'Angola est classé comme le 10^e pays le plus corrompu bien que 12 % de son PIB disparaît chaque année (Cramer-Flood, 2009). Selon un rapport en 2003, 12 des tops 20 individus les plus riches du pays étaient des représentants du gouvernement alors que 5 étaient d'anciens responsables gouvernementaux

(Cramer-Flood, 2009). Toutefois, Hanauer et Morris (2014) décrivent que la structure des prêts et des subventions chinoises peut difficilement entrer dans les mains des dirigeants étatiques. L'argent comptant va généralement aux entreprises chinoises pour effectuer le travail, accordant les dirigeants africains peu de contrôle et peu d'occasions à détourner les fonds. Toutefois, les possibilités de corruption se manifestent généralement au cours des négociations, comme démontré par le cas de la République démocratique du Congo. La signature d'un accord minier et de construction d'infrastructure de 6 milliards \$ US entre la Chine et le Congo fut négociée en secret et sans concurrence. Une enquête parlementaire congolaise à trouver qu'une société d'État minière a envoyé 24 millions \$ US dans un compte bancaire à l'étranger, suggérant que la corruption était un facteur dans l'accord (Hanauer et Morris, 2014). Néanmoins, de nombreuses possibilités existent pour les fonctionnaires africains qui sont enclins à utiliser les ressources chinoises à fin personnelle ou politique.

Malgré le lien entre les investissements chinois et la corruption parmi les élites africains, les enquêtes par sondage aléatoires de Sautman et Hairong démontrent une corrélation négative entre la popularité de la Chine parmi les élites africaines et l'impopularité de la Chine aux yeux des citoyens africains; la plupart des citoyens africains approuvent les liens avec la Chine et reconnaissent les effets positifs de la Chine en Afrique (Sautman et Hairong, 2009). Cette même étude démontre que ce sont les discours politiques nationaux de la relation sino-africaine parmi les dirigeants ou l'opposition qui déterminent l'interprétation des liens. Ces discours se concentrent moins sur les activités chinoises au continent, mais par les avantages politiques qui peuvent en résulter (Sautman et Hairong, 2009). Par exemple, l'enquête de Sautman et Hairong (2009) démontre que les perceptions de la Chine pourraient être développées au niveau national,

par exemple à l'aide des médias et campagnes politiques, et que les opinions dépendent de la façon que la relation chinoise affecte leur pays, et moins sur ses effets à l'échelle locale (Rebol, 2010). Le Nigéria, le Ghana, l'Égypte et l'Afrique du Sud sont classés dans le milieu, où les perceptions sont mixtes. Selon Rebol (2010), les dirigeants étatiques seront avantagés par les discours anti-chinois lorsque la population ressent les impacts négatifs ou la compétition causés par la présence d'entreprises chinoises qui s'enracinent profondément dans l'économie. Favorisant la croissance à tout prix, le modèle chinois peut conduire à de plus grandes inégalités, qui, à leurs tours, peuvent engendrer des manifestations sociales ayant comme répercussion d'affaiblir le leadership politique (Marks, 2007).

Les visites de hauts dirigeants sont un élément central dans la diplomatie internationale chinoise; plus de 100 réunions entre dirigeants chinois et africains ont eu lieu entre 2004 et 2007 (Tull, 2006). Les Chinois ont courtisé les dirigeants de haut niveau en tenant des sommets périodiques et en organisant de nombreuses visites sur le continent par les politiciens haut placés, instaurant une nouvelle tradition : la première visite à l'étranger du ministre chinois des Affaires étrangères est dans un pays africain (Taylor, 2009). Les FOCAC, dont les sommets périodiques, qui, dans certains cas, ont placé plus de 40 dirigeants étatiques dans une salle, sont devenus la pierre angulaire pour accroître la coopération entre la Chine et les pays africains (Girouard, 2008). Selon Parenti, la Chine a amélioré les relations diplomatiques avec l'Afrique sur deux fronts principaux : sur le plan institutionnel à travers les forums officiels, ainsi qu'au niveau bilatéral par l'expansion de sa présence consulaire et l'établissement d'ambassades (Parenti, 2009). Un exemple de cette séduction se retrouve dans les annonces de Hu Jintao, président de la Chine entre 2003 et 2013, en Afrique. Les annonces tournent autour d'une aide au

développement additionnel et de l'allègement de la dette; elles étaient par conséquent considérées favorablement par les dirigeants étatiques (Parenti, 2009). Selon Hanauer et Morris (2014), ces annonces, et autres annonces portant sur la construction d'infrastructures et des investissements, permettent aux élites politiques et économiques africaines d'utiliser le support chinois pour légitimer leurs rôles.

Alors que les aspects positifs de la relation sont soulignés par les dirigeants africains, il y a cependant des points de tension dans la relation, y compris la balance commerciale qui pend en faveur de la Chine; plus de la moitié des pays de l'Afrique subsaharienne maintiennent un déficit commercial avec la Chine puisque la concurrence chinoise fait en sorte que ses importations conduisent à des pressions commerciales sur les secteurs manufacturiers (Drummond et Xue Liu, 2013). Les industries locales, en particulier la fabrication et les textiles, ont été grandement touchées par l'inondation de produits chinois à bas prix (Konings, 2007). Malgré ces tensions, dans certains cas, la Chine s'avère comme une source de soutien, venant à la défense de l'Afrique lorsqu'elle affronte des pressions occidentales pour la réforme économique et politique. Cela fut le cas quand la Chine s'est servie de son siège au Conseil de sécurité de l'ONU pour protéger certains des régimes flagrants de l'Afrique contre des sanctions internationales, en particulier le Soudan et le Zimbabwe (Brautigam, 2009).

2.2 Dirigeants étatiques ghanéens

2.2.1 La relation sino-ghanéenne

Les relations sino-africaines des régimes africains démocratiques à économie diversifiée, dont le Ghana fait partie, sont plus complexes que celles des régimes hybrides (qui combinent

des traits démocratiques et des traits autoritaires), au sein desquels le poids de l'opinion publique compte beaucoup moins (Spring et Jiao, 2008). Malgré cela, l'État réalise que les IDE sont nécessaires et entre autres, aident à améliorer la compétitivité des industries locales (Tsikata et coll., 2010)

Le renforcement des liens économiques entre la Chine et le Ghana, l'un des pays les plus démocratiques d'Afrique, aide à améliorer l'image chinoise lorsqu'elle est accusée d'uniquement entretenir des liens commerciaux avec des régimes autoritaires et voyous (Aidoo, 2010). En tant que l'un des premiers pays africains à avoir instauré une relation avec la Chine en 1960 (Davies, M et coll. 2008), le Ghana a bénéficié de nombreux programmes d'aide au développement chinois et a été identifié comme une priorité de développement en Afrique. L'approfondissement de la relation sino-ghanéenne est démarqué par le rapprochement des hauts dirigeants entre les deux pays, enracinés dans les relations personnelles entre les élites politiques, dont le président Kwame Nkrumah et le premier ministre Zhou Enlai dans les années 1960 (Aidoo, 2010). Après avoir fait campagne pour le rétablissement de la Chine à l'ONU et avoir soutenu la Chine dans le conflit frontalier avec l'Inde en 1962, Nkrumah, président du Ghana de 1952 à 1966, fut récompensé avec des subventions et une assistance technique chinoise pour ses projets de développement. Sous le président John Kufuor du Ghana, le gagnant de la première alternance démocratique, la relation s'est approfondie lorsque la Chine a accordé une subvention de 2,4 millions \$ US pour rénover le Théâtre National que la Chine a construit au début des années 1990 pour récompenser le Ghana pour son soutien lors des incidents à Tiananmen (Idun-Arkurst, 2008).

La relation entre ces deux pays a progressé de façon graduelle au fil des années, passant d'un appui avant tout idéologique, à un soutien beaucoup plus économique. La Chine a soutenu le développement du Ghana, notamment en offrant une assistance technique, des subventions, et des prêts. Toutefois, l'APD en provenance de la Chine était minime; le plus grand prêt accordé par la Chine au Ghana entre les années 1960 et 1990 était un crédit de 18 millions \$ US (Idun-Arkhurst, 2008). Malgré cela, depuis 2001, la Chine est devenue un partenaire de développement important pour le pays, se concentrant surtout sur la création de routes, le développement d'infrastructures liées au secteur d'énergie et aux télécommunications, ainsi que la coopération technique (voir annexe II). De tous les projets de développement chinois au 21^e siècle, le financement du barrage de Bui est un exemple qui reflète la coopération sino-ghanéenne dans le secteur de l'infrastructure, non seulement en raison du montant alloué, soit 292 millions \$ US en prêts de la Banque import-export de la Chine et 270 millions \$ US provenant du gouvernement chinois (African Center for Economic Transformation, 2009; Thompson, 2012), mais en raison de la nature controversée du projet incluant les préoccupations relatives à l'environnement et aux droits de l'homme (Frontani et McCracken, 2012). Une autre controverse qui affecte la relation sino-ghanéenne touche le secteur minier, spécifiquement l'influx de près de 50 000 travailleurs chinois illégaux, selon une source (Jamasmie, 2014) qui se lance dans des activités minières qui sont destructives pour l'environnement. Alors que la loi ghanéenne interdit l'exploitation minière à petite échelle par des non-citoyens, les lois n'interdirent pas aux petits opérateurs de rechercher des partenaires étrangers pour des contrats miniers, y compris la fourniture d'équipements pour l'exploitation minière (Idun-Arkhurst, 2008). Le président Mahama a même créé un groupe de travail de haut niveau consistant de forces militaires, policières et d'immigration pour purger les travailleurs illégaux, déclarant la nécessité de mieux réglementer le secteur minier.

Malgré les points de tensions dans leur relation économique, la Chine est le premier investisseur au Ghana (Thompson, 2012). Il eut une explosion d'IDE chinois au Ghana, qui a reçu 10,9 millions \$ US en 2008 et 49,3 millions \$ US en 2009 (Thompson, 2012). De plus, en 2010, la Chine est placée au deuxième rang relativement aux importations destinées au Ghana, derrière l'Union européenne, où près de 17 % des importations au Ghana provenaient de la Chine. Au cours de la même année, la Chine s'est placée au 9^e rang pour l'importation de produits ghanéens, dont 2,5 % de son commerce total (Thompson, 2012). En général, les exportations ghanéennes vers la Chine se composent de matières premières, incluant l'or, les produits pétroliers, les fèves de cacao, le manganèse, le poisson congelé, l'aluminium, le coton ainsi que le bois, alors que les exportations chinoises vers le Ghana incluent des produits textiles ainsi que de l'équipement mécanique et électronique (Thompson, 2012). Depuis 2000, le commerce entre la Chine et le Ghana a explosé, passant de 117,86 millions \$ US en 2000 à 542,80 millions \$ US en 2006, une augmentation de 360 % (Baah et Jauch, 2009). Alors que le commerce entre la Chine et le Ghana a atteint 2 milliards \$ US en 2010, cela ne représente que 2 % du commerce total entre la Chine et l'Afrique (Thompson, 2012). La croissance rapide des investissements chinois dans le pays peut être attribuée à l'environnement stable dont jouit le Ghana par rapport à d'autres pays dans la région, une paix attirante pour les investisseurs internationaux (African Centre for Economic Transformation, 2009).

En revanche, les pays qui ne dépendent pas des exportations de matières premières, particulièrement le pétrole, ont développé un déficit commercial, y compris le Ghana (Hanauer et Morris, 2014). Malgré la récente découverte de pétrole au pays, la Chine n'a exporté que 2,500

barils par jour en 2011, représentant 0.05 % des importations pétrolières chinoises (Thompson, 2012). Malgré les efforts chinois pour encourager les investissements chinois et l'achat de produits ghanéens, depuis 2012, le déficit commercial du Ghana avec la Chine a atteint 4 milliards \$ US sur 4,7 milliards \$ US de commerces bilatéraux totaux (Hanauer et Morris, 2014). L'influx d'importations chinoises a des implications sur le développement économique au Ghana; alors que les Ghanéens peuvent profiter des biens de consommation chinois à meilleur marché, il est possible que ces mêmes biens évincent les fabricants nationaux (Baah et Jauch, 2009) (voir annexe III et annexe IV).

Bien que le partenariat entre le Ghana et la Chine se renforce, il ne faut pas oublier la montée des BRICS comme alternative au commerce chinois. Un prêt de 3 milliards \$ US de la Chine fut alloué au Ghana en 2011 ne fut toujours pas entièrement déboursé, soulignant un point de tension entre ses acteurs. Le président Mahama recherche d'autres modes de financement pour ses projets d'infrastructures, incluant des investissements du Brésil (Arnold et Hinshaw, 2014). Considérons par exemple le cas de l'Afrique du Sud. Le pays figure parmi les tops 5 partenaires d'exportations au Ghana en 2013, avec 635,56 millions \$ US comparé à 688,37 millions \$ US destinés à la Chine, illustrant l'alternative et le rapprochement de d'autres BRICS au Ghana. Pourtant, le regard que portent de nombreux Ghanéens à l'endroit du Nigéria est souvent négatif, perçu comme la superpuissance sous régionale économique, militaire et culturelle en Afrique qui aspire à l'inclusion des BRICS. Cette rivalité entre pays peut aussi engendrer une redirection du Ghana vers la Chine comme alternative. Étant donné que la relation entre le Ghana et les BRICS est hors de la portée de cette étude, il serait néanmoins intéressant d'étudier la relation qu'entretiennent les pays africains et les BRICS en comparaison avec la

Chine, surtout considérant que les exportations du Ghana vers les BRICS ont augmenté de six fois leur valeur initiale entre 2000 et 2010 et que les importations des BRICS ont augmenté de 11 fois pendant cette même période (Groupe de la Banque africaine de développement, 2012).

2.2.2 Perceptions des dirigeants ghanéens de la relation sino-africaine

Selon l'analyse de Thompson (2012), dans ses déclarations officielles, le Ghana s'abstient généralement de parler de la Chine et de ses politiques. Autre que son soutien politique d'une seule Chine, le Ghana est demeuré neutre, probablement dans un effort pour apaiser les donateurs chinois et occidentaux. Cette neutralité ne lui a pas empêché à ressentir les gains des investissements chinois. Brautigam (2009) affirme que les dirigeants des pays bien gouvernés, dont le Ghana, sont plus susceptibles à assurer que les projets chinois sont complétés et que les profits sont répartis à sa population. C'est pour cette raison que Brautigam (2009) croit que sa démocratie, sa société civile forte ainsi que son indépendance législative et judiciaire ont permis au Ghana de profiter de l'investissement et de l'aide chinoise (projets d'infrastructure, d'énergie et de télécommunications) (Brautigam, 2009).

L'obtention d'investissements chinois est au cœur de chaque délégation présidentielle ghanéenne qui a visité la Chine. Les gouvernements ghanéens ont poursuivi des politiques favorables à l'investissement pour combler l'écart entre l'épargne et les investissements dans son économie. Prenons le cas du *Ghana Investment Promotion Centre* (GIPC) sous la Stratégie de ciblage des investisseurs, qui encourage et facilite les investissements au Ghana qui sont compatible avec les objectifs économiques du pays. Le Centre a désigné la Chine comme l'un

des dix pays qui a le potentiel d'accroître les investissements au pays (African Center for Economic Transformation, 2009).

Un autre élément important à considérer lors de l'analyse des perceptions des dirigeants ghanéens de la relation sino-africaine est les visites officielles. La fréquence des visites diplomatiques entre le Ghana et la Chine a augmenté comme suite au premier FOCAC (voir annexe V). Les visites entre dirigeants, incluant celle du président John Kufuor (2001 – 2009) du Ghana en 2002 et celle du président Hu de la Chine au Ghana en 2003 (Idun-Arkurst, 2008), ont fait en sorte que les relations personnelles entre élites ont prospéré. En 2006, le premier ministre Wen Jiabao a été accueilli par Kufuor pour discuter des améliorations à l'infrastructure et au secteur des communications. Cette discussion a donné naissance à six accords de coopération économique et technique incluant 66 millions \$ US pour l'expansion et la modernisation du réseau de télécommunications, la construction d'une école primaire ainsi qu'un centre médical dédié au paludisme (Davies, et coll., 2008). Les deux dirigeants ont publié un communiqué indiquant le raffermissement de leur relation et de leur coopération bilatérale quant au commerce, à l'infrastructure, aux télécommunications, à l'éducation, aux secteurs de la santé et de la culture (Idun-Arkurst, 2008). De plus, en marge du FOCAC 2006, les gouvernements ghanéen et chinois ont tenu des discussions bilatérales afin d'octroyer six accords incluant : (i) 30 millions \$ US pour la mise en œuvre d'un système de communication dédié aux agences de sécurité du Ghana, (ii) l'annulation de dettes chinoises à une valeur de 24 millions \$US, (iii) la construction du barrage électrique Bui, (iv) une subvention économique et technique, (v) la promotion du tourisme ghanéen, et finalement (vi) une étude de faisabilité sur la construction

d'un nouvel immeuble de bureaux pour le ministère des Affaires étrangères au Ghana (Davies et coll., 2008).

D'ailleurs, le thème récurrent de relation amicale entre dirigeants est évident lorsque nous considérons les perceptions des dirigeants ghanéens de la relation sino-ghanéenne. Le président John Evans Atta Mills (2009 – 2012) a décrit la Chine comme étant son « meilleur ami » et est reconnaissant de l'aide au développement, les projets et les prêts déboursés qui ont permis des avancées aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) au pays (Thompson, 2012; Jize 2010). En 2010, lors d'une visite officielle en Chine, Atta Mills a négocié de nombreux accords sous forme d'investissements, de subventions, de l'aide et des dons. Par exemple, la signature de l'accord sur la coopération économique et technique sino-ghanéenne inclut le déboursement d'un prêt sans intérêt de 5,86 millions \$ US ainsi qu'une subvention de 8,79 millions \$ US dans les 10 prochaines années (Nyarku, 2013). En outre, la Chine a accordé un crédit pour un prêt préférentiel de 260 millions \$ US pour l'expansion du projet *Water Works Kpong* ainsi qu'un autre prêt de 150 millions \$ US pour le projet ghanéen de gouvernance en ligne (Jize, 2010). Atta Mills a déclaré que la relation sino-ghanéenne opère sous un partenariat mutuellement bénéfique et que les pays se rapprochent l'un de l'autre pour favoriser une collaboration plus profonde : « China is only doing what it does best to help us. Such movement is very much appreciated, and I am looking forward to China's continuing efforts in the future » (Jize, 2010).

Malgré le nombre de prêts accordé entre dirigeants sino-ghanéens, un accord en particulier a suscité bon nombre de controverse; un prêt de 3 milliards \$ US mis en place sous

forme de financement de projet à long terme pour le développement du secteur énergétique au Ghana. Le parti d'opposition, *New Patriotic Party* (NPP) a critiqué la nouvelle dette contractée par le gouvernement Atta Mills pour financer les gazoducs et autres projets d'infrastructure, suggérant alors que la question sino-ghanéenne sera de grande importance dans l'élection de 2012. Deux questions de discorde entre les principaux partis ghanéens, soit le *National Democratic Congress* (NDC) et l'opposition NPP, se sont présentées lors de l'élection : (i) l'utilisation adéquate du versement de 3 milliards \$ US sans une intervention chinoise accrue, et (ii) l'exploitation minière illégale (Bodomo, 2012). Le NPP s'oppose aux frais de gestion liés au prêt de 3 milliards \$ US, mais aussi la clause où 60 % des contrats doivent être accordés aux entreprises chinoises. Le parti a exprimé son inquiétude que les lois ghanéennes en place pour limiter la participation étrangère au commerce du pays ne sont pas appliquées, permettant alors aux entreprises chinoises d'évincer les concurrents ghanéens. Akufo-Addo, candidat présidentiel du NPP au Ghana, affirme que les intérêts des citoyens ghanéens doivent prendre priorité lors des échanges avec la Chine : « We want to have good relations with China, but we have to have relations where the Ghanaian national interest is fully protected » (Wallis et Barber, 2012).

D'ailleurs, l'ascension du Ghana comme un exportateur de pétrole a le potentiel de présager vers une nouvelle ère de développement pour le pays. Démontrant que le gouvernement veut mettre en place des régulations pour assurer que ses citoyens ressentent les profits du nouveau secteur, le *Ghana Revenue Management Act, 2011*, fournit le cadre pour laquelle les revenus pétroliers sont gérés de manière responsable, durable, et où les Ghanéens peuvent tirer profit. Une des critiques souvent conférées à la Chine est qu'elle n'écoute pas les demandes du peuple africain, mais prend en compte que la volonté des élites africaines (Taylor, 2007). Alors

que certains projets et investissements chinois peuvent affirmer cette critique, lors du processus d'appel d'offres pour opérer dans le secteur pétrolier au Ghana, le président Atta Mills fut conscient de la propriété de champs de pétrole en raison du potentiel qu'ont les entreprises à aider ou entraver le développement du pays. Cette hésitation s'étend non seulement aux entreprises chinoises, mais aussi aux Coréennes, Françaises, Britanniques et Norvégiennes (Thompson, 2012). Alors que les détails précis du processus des appels d'offres pour l'acquisition de ses champs pétroliers sont obscurs, il paraît que les entreprises chinoises n'étaient pas les bienvenues, même en partenariat avec le *Ghana National Petroleum Corporation* (GNPC), l'entreprise qui appartient à l'État (Thompson, 2012). Alors qu'il sera bénéfique pour la relation sino-ghanéenne d'accepter une offre de la part d'entreprises chinoises pour améliorer sa relation, il est possible que l'offre fût refusée en raison des perceptions qu'ont les citoyens de la réputation chinoise.

La Chine est aussi perçue comme une source d'inspiration parmi les dirigeants politiques ghanéens. En 2014, lors d'une visite officielle avec le ministre des Affaires étrangères Wi de la Chine, le président John Dramani Mahama (2012 à présent) a fait remarquer que la Chine a pu sortir des milliers de ses citoyens de la pauvreté, et espère que le Ghana pourrait faire la même chose. Toutefois, Mahama fut très critique du prêt de 3 milliards \$ US négocié par Atta Mills accordé pour l'infrastructure pétrolière. Alors que le président a salué la coopération sino-ghanéenne au cours des années, il a demandé pour un reversement des conditions de l'accord en raison de déséquilibre commercial.

Il semble que le gouvernement ghanéen se contente de bénéficier des investissements chinois tout en prenant compte les effets que pourraient avoir ses investissements sur la population locale.

2.3 Dirigeants étatiques nigériens

2.3.1 La relation sino-nigérienne

Selon Alden (2007), pour les démocraties faibles, mais riches en ressources, à l'instar du Nigéria, la Chine est considérée comme un partenaire stratégique où les élites de ces pays recherchent des rentes et sont prêtes à faire usage des ressources étatiques pour leurs propres gains. Pour les dirigeants de ces pays, la Chine est un partenaire influent et offre une nouvelle source de financement bien que les élites restent majoritairement indifférentes aux conséquences négatives que peut avoir l'arrivée d'investissement chinois (Alden, 2007). Le Nigéria, avec son pétrole, son marché de grande taille et son poids politique au sein de l'Union africaine est maintenant un partenaire important pour la Chine (Alden, 2007). Le gouvernement nigérien, surtout après la restauration démocratique en 1999, s'est donné comme mission d'attirer des IDE. Les statistiques démontrent que les secteurs pétroliers et de gaz reçoivent 75 % de l'IDE au Nigéria (Izuchukwu et Ofori, 2014). Entre 2003 et 2007, 50 % des IDE chinois se sont concentrés dans les secteurs miniers de pays riches en ressources naturelles; le Nigéria a absorbé 20,2 % de ces IDE, 19,8 % destinés à l'Afrique du Sud et 12,3 % au Soudan (Groupe de la Banque africaine de développement, 2011). De plus, le Nigéria compte parmi le top 5 récipients d'IDE provenant de la Chine entre 2001 et 2012, se situant comme 2^e récipiendaire après l'Afrique du Sud (voir annexe VI). L'IDE provenant de la Chine au Nigéria a totalisé 3 milliards \$ US en 2003 et est estimé à 10 milliards \$ US en 2014 (Izuchukwu et Ofori, 2014). De

nombreux accords de pétrole ont été signés entre 2004 et 2009, le plus considérable étant l'accord où en échange d'un investissement en infrastructure au pays de 4 milliards \$ US, le Nigéria a accordé à la Chine le droit de premier refus sur quatre sites pétroliers en 2008 (Alao, 2011).

Il n'est pas surprenant que le commerce de pétrole soit l'exportation première vers la Chine, alors que les importations chinoises dans le pays sont des biens capitaux et d'investissements (voir annexe VII et annexe VIII). Des statistiques fournies par le Nigeria-China Business Council en juin 2015 démontrent que le commerce bilatéral entre le Nigéria et la Chine s'élève à près de 23,5 milliards \$ US comparé au 7,3 milliards \$ US en 2009, dont 87 % des exportations nigériennes vers la Chine consistent en pétrole et en gaz (Ayoola, 2013; Okafor, 2015; Udeala. 2010). Néanmoins, la Chine n'est pas le seul pays bénéficiant des exportations de pétrole africaines; 89 % des exportations vers les États-Unis constituent des hydrocarbures et des minerais, représentant 99 % des exportations du Nigéria, de l'Algérie et de l'Angola (Groupe de la Banque africaine de développement, 2011) (voir annexe IX et annexe X). Toutefois, suivant la diminution des importations pétrolières africaine par les États-Unis, le besoin de diversifier l'économie nigérienne est devenu plus urgent (Agubamah, 2014). Vu que le pétrole nigérien n'est pas crucial pour l'approvisionnement énergétique chinois, comme c'est le cas avec l'Angola, le Nigéria devrait chercher à réduire son déséquilibre commercial avec la Chine en augmentant ses exportations non pétrolières (Agubamah, 2014) (voir annexe XI).

La relation sino-nigérienne prend de l'ampleur à partir des années 1970, et notamment, avec la signature d'un communiqué sur l'établissement des relations diplomatiques en 1971

(Agubamah, 2014; Ayoola, 2013). Mais c'est principalement avec l'élection du président Olusegun Obasanjo en 1999 que cette relation se développe. Il faut dire que les BRICS sont devenus des acteurs clés dans la politique étrangère du pays, non seulement en raison de leur montée économique, mais aussi pour leur volonté à entreprendre une relation économique et diplomatique au Nigéria. La relation sino-nigériane s'est intensifiée lors du deuxième mandat d'Obasanjo, de 2003 à 2007, où Hu Jintao et Wen Jiabao ont visité le Nigéria, et Obasanjo a visité Pékin (Mthembu-Salter, 2009). La coopération diplomatique sur le commerce et l'investissement fut les priorités à l'ordre du jour qui ont mené aux accords de coopération signés entre la Chine et le Nigéria, y compris les investissements sont associés aux secteurs de pétrole et gaz, de télécommunication et au secteur manufacturier (Baah et Jauch, 2009).

Bien que le Nigéria soit parmi les principaux partenaires commerciaux de la Chine, et le deuxième importateur africain de la Chine en 2009 (Alao, 2011), comme le Ghana, le Nigéria souffre aussi d'une balance commerciale négative avec la Chine où les exportations chinoises représentent 93 % du commerce bilatéral en 2008 (Mthembu-Salter, 2009) (voir annexe XII). Les exportations chinoises au Nigéria sont estimées à 3 milliards \$ US, alors que les exportations nigérianes sont estimées à 1 milliard \$ US (Agubamah, 2014). Pour Agubamah (2014), ce déséquilibre commercial sous-entend que la relation sino-nigériane s'avère à être purement une transaction marchande entre les élites d'affaires et les politiciens. La réaction positive de la part des dirigeants nigériens à l'aide chinoise peut s'expliquer par le fait qu'elle est dépourvue d'idéologie économique et devient une question politique (Fillingham, 2012). Alors que les bailleurs de fonds occidentaux mettent l'accent sur les conditions démocratiques et la responsabilité politique dans les pays auxquels ils interviennent, cette stratégie peut être erronée,

vu que plusieurs Africains voient ses conditions préalables dans le contexte des politiques d'ajustement structurel des années 1980 et 1990 qui ont engendré l'effondrement économique dans plusieurs pays africains.

2.3.2 Perceptions des dirigeants nigériens de la relation sino-africaine

Cette section démontre que, de manière générale, entre 2000 – 2014¹, les dirigeants nigériens ont une perception positive des relations sino-nigériennes. Ceci peut s'expliquer tout simplement par la proximité des dirigeants étatiques avec l'État chinois. Le développement d'une relation stable avec Pékin semble être la base de la politique chinoise du Nigeria, où les conséquences potentielles de ce rapprochement ne sont pas évaluées par les dirigeants nigériens (Taylor, 2014). En 2006, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Nigeria, Bolaji Akinyemi, accueille favorablement une coopération stratégique entre la Chine et le Nigeria, et note que les liens plus étroits entre les pays asiatiques et africains sont attendus depuis longtemps :

« China is an emerging world power with a booming economy. She needs oil. Nigeria needs as much investment as possible, and to diversify the sources of its investment. In the Middle East, the United States regards China's incursion with alarm, but Nigeria is more virgin territory for suitors and Washington should not be too worried. It insulates Nigeria from influence by one power » (Obiorah, 2008).

De plus, le président Obasanjo rend hommage à la Chine, dévoilant qu'il croit que la Chine sera la première puissance mondiale au 21^e siècle : « This is the 21st century and China will lead the world. And when you are leading the world, we want to be close behind you. When you are going to the moon, we don't want to be left behind » (Alden, 2007).

¹Muhammadu Buhari a pris le pouvoir en 2015, son terme est donc hors de la portée de notre recherche.

Pour plusieurs élites africaines, y compris les dirigeants au Nigéria, la création de la richesse et la survie des dirigeants ne dépendent pas du développement à l'échelle nationale, mais plutôt de l'accès aux rentes pour répartition à leurs réseaux. Par conséquent, le soutien économique et politique de la Chine pourrait offrir aux dirigeants une plus grande capacité à détourner les fonds publics et à manipuler les institutions pour préserver leur pouvoir, comme ce fut le cas sous Obasanjo (Kaplinsky et coll., 2007).

La relation sino-nigériane a culminé sous Obasanjo, mais a connu un déclin rapide dans les années subséquentes sous Yar'Adua (2007-2010). Cherchant une alternative aux conditions imposées par les pays occidentaux et conscients du besoin d'améliorer les infrastructures, Obasanjo a cherché à obtenir des investissements chinois dans de grands projets d'infrastructures en échange de contrats pétroliers à des conditions favorables, ceci étant considéré comme des projets d'agriculture contre l'obtention de pétrole (Egbula et Zheng, 2011). Les visites officielles entre le Nigéria et la Chine ont permis l'établissement d'entreprises chinoises au Nigéria en échange pour l'infrastructure. Par exemple, lors d'une visite en 2006, un accord fut signé entre les deux présidents fixant l'octroi de quatre licences de forage à la Chine en échange d'un engagement que la Chine investira 4 milliards \$ US en infrastructures pétrolières (Manji et Marks, 2007; Obiorah, 2011). Un droit de préemption sur quatre blocs de prospection pétrolière a été accordé à l'entreprise publique *China National Petroleum Corporation* (CNPC) et la Chine est devenue l'actionnaire majoritaire de la raffinerie de pétrole de Kaduna, acceptant de construire une centrale électrique. En retour, le Nigéria accepte un crédit à l'exportation de 500 millions \$ US auprès de la Banque d'import-export de Chine et des fonds pour payer des médicaments contre le paludisme et la grippe aviaire (Obiorah, 2011). Ces types d'accords sont

facilités en grande partie par les États chinois et nigériens, surtout par le biais de diplomates et fonctionnaires étatiques. Ce n'est que lorsque les accords se concluent entre dirigeants étatiques que les dirigeants d'entreprises chinoises jouent un rôle de soutien pour la mise en œuvre des accords (Baah et Jauch, 2009). Il faut aussi ajouter que la plupart des fonds d'investissement viennent de la sphère publique. Alors que le Nigéria bénéficie des investissements privés, la majeure partie des fonds provient du gouvernement chinois qui facilite le crédit pour ses investissements à travers différentes institutions financières (p. ex. le ministère du Commerce (MOFCOMM), la Banque de Chine, la Banque d'import-export de Chine et la Banque de développement de Chine (Baah et Jauch, 2009)).

Toujours sous le régime Obasanjo, en 2006, une faction du parti au pouvoir, le Parti démocratique populaire (PDP), a voulu amender la Constitution pour permettre à Obasanjo de demeurer au pouvoir pour un autre mandat, et avoir la possibilité d'y demeurer pour trois autres mandats. La faction affirme que l'absence de stabilité et de leadership visionnaire est les principales causes du sous-développement en Afrique et invoque le paradigme chinois pour justifier l'adoption de politiques économiques nationales associées à une répression politique intensifiée au Nigéria (Manji et Marks, 2007). Ces mêmes partisans affirment que les droits de l'homme et la démocratie sont hors de propos face aux besoins de développement de l'Afrique, citant la Chine comme un modèle de développement sans démocratie (Manji et Marks, 2007; Obiorah, 2011). Par exemple, en 2006 le Nigéria cherchait à acheter des bateaux de patrouille maritime de la Chine pour protéger ses installations dans le Delta du Niger contre des attaques rebelles, alors que ses alliés occidentaux craignaient d'envoyer des armes dans une région instable. Le gouverneur de l'État du Delta du Niger, James Ibori, en réaction aux rumeurs que la

compagnie Shell pensait se retirer de la région, constate : « If the Brits don't want the oil, we'll sell it to the Chinese » (Taylor, 2014). Cette réaction démontre non seulement le manque de préoccupation pour les droits de l'homme, mais la confiance que la Chine fermera les yeux sur la situation, ce qui est commode pour les dirigeants étatiques lorsque les États occidentaux ne sont pas prêts à faire la même chose.

Malgré ceci, il y a toutefois des perspectives nuancées entre les dirigeants politiques, surtout concernant l'aspect démocratique de la relation sino-nigériane. Lors de la visite du président Hu au Nigéria, une allocution de bienvenue « *China : A Partner and Example of Development and Democracy* », du dirigeant de la législature nigériane Ken Nnamani, 2005-2007, félicite la performance chinoise, présentant la Chine comme un partenaire stratégique et une alternative au modèle occidental. Nnamani croit que les avancées démocratiques chinoises servent aussi comme modèle pour le Nigéria :

« China has become...a good model for Nigeria in its quest for an authentic and stable development ideology...China (is) a lesson to Nigeria on the enormous good that a focused and patriotic leadership can do to realize the dreams of prosperity and security for the citizens...in embracing China...it should not only be in field of economic prosperity since...(China's) steady and gradual democratization confirms the lesson that no nation can sustain economic development in the long run without democracy » (Obiorah, 2008).

L'imprévisibilité politique au Nigéria, où plusieurs contrats signés sont revus régulièrement et suspendus lorsque le pouvoir change de mains, démontre que la relation dépend des transactions marchandes entre les élites d'affaires et les politiciens (Agubamah, 2014). Bien que sa première visite à l'international fut en Chine, le ministre des Affaires étrangères, Ojo Maduekwe sous Yar'Adua, confirme que la relation sino-nigériane n'a pas changé depuis la dernière administration. La relation sino-nigériane demeure constante même si l'administration

nigériane est ouverte aux nouvelles opportunités et relations avec d'autres pays (Mthembu-Salter, 2009). Cependant, il semble que les accords où l'infrastructure est échangée pour le pétrole ont échoué sous Yar'Adua, où la plupart des accords octroyés par Obasanjo furent soit suspendus ou annulés une fois le pouvoir changé en raison de préoccupations nigérianes concernant le manque de transparence. Les accords semblaient favoriser fortement l'ancien président et ses alliés politiques (Egbula et Zheng, 2011; Taylor, 2014). Par exemple, les plans d'infrastructure accordés par Obasanjo n'étaient pas encore visibles sur le terrain, mais leur viabilité était remise en question surtout en raison du manque d'échéances préétablies dans les contrats entre les deux pays. De plus, les coûts estimés pour les projets étaient souvent gonflés et les détails financiers étaient opaques, permettant ainsi au président de faire usage de ces fonds pour ses besoins personnels (Taylor, 2014). Ces accords d'infrastructure pour le pétrole furent remplacés par des accords où l'argent comptant est échangé pour le pétrole (Mthembu-Salter, 2009). Cependant, avec ces nouveaux accords qui échangent le pétrole contre de l'argent comptant, l'accumulation de la dette et son remboursement diffèrent des accords d'infrastructures en échange du pétrole. Ces nouveaux accords permettent l'accroissement de la corruption, surtout puisque l'argent comptant a tendance à disparaître une fois rendu dans les mains des dirigeants nigériens (Taylor, 2006). Il est facile de comprendre pourquoi de nombreux auteurs allèguent que les négociations sino-nigérianes sont inondées de versements de pots-de-vin chinois et d'autres formes de corruption.

Ce n'est qu'après la victoire de Goodluck Jonathan, qui restera au pouvoir de 2010 à 2015, que la relation sino-nigériane a rebondi, établissant un programme d'industrialisation où Jonathan a sollicité explicitement l'aide chinoise pour sa mise en œuvre (Egbula et Zheng, 2011).

Bien que les visites officielles entre le Nigéria et la Chine étaient moindres sous Jonathan par rapport à l'ère Obasanjo, il fut très actif sur le plan de la diplomatie bilatérale avec la Chine (Alao, 2011). Au-delà des visites officielles, une amitié plus profonde peut être perçue par l'envoi de lettres de condoléances entre Jonathan et Jintao, par exemple, à la suite du décès de Yar'Adua et suite à la dévastation causée par le glissement de terrain à Gansu en Chine. La Chine a envoyé un représentant spécial de la Chine, Sheng Guangzu, pour assister à l'inauguration de Jonathan, au cours de laquelle les deux représentants ont réaffirmé leur amitié et se sont engagés à accroître la participation des entreprises chinoises à la construction ferroviaire et d'autres infrastructures au Nigéria (Egbula et Zheng, 2011). De plus, à la conclusion d'une visite de 5 jours en Chine en 2013, les présidents Jonathan et Xi Jinping ont signé un accord pour finaliser 1,5 milliard de \$ US de prêts à faible taux d'intérêt pour des projets d'infrastructures au pays (Agubamah, 2014).

Malgré les exemples soulevés dans les pages précédentes, la relation sino-nigériane a aussi été critiquée, bien que les critiques de la part des dirigeants soient moins observées. Il suffit de prendre pour exemple le gouverneur de la Banque centrale du Nigéria, Lamido Sanusi, qui a exprimé son mécontentement face à la relation sino-nigériane, soulignant que le continent africain s'assujettit à une autre forme d'impérialisme : « So China takes our primary goods and sells us manufactured ones. This was also the essence of colonialism. . . . Africa is now willingly opening itself up to a new form of imperialism » (Hanauer et Morris, 2014). Il est évident qu'il existe des perceptions divergentes de la part de l'élite nigériane. En revanche, nous pouvons constater que pour les présidents du pays qui ont pris le pouvoir entre 2000-2014, la Chine fut un partenaire stratégique leur permettant de négocier des accords pour leurs bénéfices personnels,

comme nous l'avons vu surtout sous Obasanjo, tout en jouant aussi la carte chinoise lors des négociations avec leurs partenaires occidentaux.

2.4 Conclusion

Pour conclure, la perception des dirigeants étatiques ghanéens et nigériens de la relation sino-africaine est en général positive pour les deux pays. Toutefois, il existe quelques différences entre leurs perceptions de la Chine. Il semble que les dirigeants ghanéens sont plus préoccupés par les effets de la relation sino-ghanéenne sur sa population locale. La mise en place d'accords et d'investissements n'est pas généralement accordée sans bienfaits pour la population ghanéenne. Ce n'est pas à dire que les investissements chinois ne sont pas appréciés ou recherchés, mais un degré de sensibilité est accordé aux préoccupations de Ghanéens. Au Nigéria, il semble que la relation sino-ghanéenne est plutôt ancrée entre élites, où les investissements chinois permettent aux élites nigérianes de s'enrichir. D'ailleurs, quelques points communs sont ressortis lors de cette recherche, y compris la recherche délibérée pour le commerce et les investissements chinois. Les dirigeants étatiques ghanéens et nigériens ont tous les deux perçu la Chine comme un partenaire et un ami, offrant une source d'investissement et de commerce alternatif des pays occidentaux. Toutefois, des points de tensions existent dans leur relation, démontrant surtout par les effets négatifs qu'à la présence chinoise dans leur pays respectif. Au Ghana, le parti d'opposition était plutôt critique de la présence chinoise au pays qui engendre un plus haut degré de compétition avec les entreprises ghanéennes. Alors qu'au Nigéria, les critiques de la part des élites nigérianes étaient plutôt centrées sur l'empreinte chinoise comme forme de néocolonialisme et le soupçon que les régimes précédents

s'enrichissaient des échanges avec les Chinois. Il est cependant important de souligné que les critiques de la part des élites nigérianes étaient moindres comparés aux élites du Ghana.

Chapitre 3 : Perspective des syndicats

Le second groupe sociopolitique étudié est celui des syndicats. Dans la mesure où la présence chinoise est fortement marquée au niveau des infrastructures, des travaux publics, et des industries extractives, elle touche donc directement le monde du travail, et ses représentants, les syndicats. Il est intéressant de voir ce que les syndicats pensent de cette présence vu que, d'une part, les investissements chinois peuvent être vus comme étant des moteurs de la création d'emplois, d'autre part, les entreprises chinoises sur le continent africain n'adhèrent généralement pas aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et aux lois nationales en matière de relations travail et de sécurité et de santé au travail (Kaplinsky et coll., 2007). Cette section envisage de décrire comment les syndicats ghanéens et nigériens perçoivent la présence chinoise dans leur pays.

3.1 Pratiques commerciales sur le continent africain

Lorsque nous considérons les projets de commerce et d'investissement de la Chine en Afrique, la recherche de Hanauer et Morris (2014) souligne que la plupart des Africains appuient les contributions chinoises à l'infrastructure, à l'expansion des activités économiques et la création d'emplois pour les travailleurs locaux dans leurs pays respectifs. En contraste, les syndicats et les autres groupes parmi la société civile critiquent les entreprises chinoises pour les conditions de travail laxistes, les pratiques environnementales non durables et la suppression d'emplois (Hanauer et Morris, 2014). Les syndicats voient les activités des entreprises chinoises comme une menace aux protections sociales obtenues grâce aux années de négociation collective (Jauch, 2011).

La présence de la Chine en Afrique a généré un débat public autour de questions controversées, incluant l'arrivée d'un nombre important de commerçants chinois ainsi que leurs importations de biens de consommation à meilleur marché. Les conclusions de l'étude effectuée par le Réseau africain de recherche sur le travail (*African Labour Research Network (ALRN)*) en 2008-2009 de dix pays couverts, y compris le Ghana et le Nigéria, démontrent que les investissements chinois ont affecté négativement les commerçants locaux, mais aussi les fabricants locaux qui ne peuvent concurrencer les entreprises chinoises, d'ailleurs obligées d'éliminer des emplois ou fermer leurs entreprises (Taylor, 2006; Alden, 2007; Ngomba, 2007, Hanauer et Morris, 2014). Selon l'enquête de Geerts et coll. (2014), 24 % des répondants ne croient pas que les Africains bénéficient personnellement du commerce chinois, alors que 31 % sont fortement en désaccord avec cette déclaration. Une étude portant sur la période 1995 – 2005 au sein de 48 pays africains établit un lien de causalité entre les exportations de textiles chinois et le recul des exportations africaines (Giovannetti et Sanfilippo, 2009). Là où les secteurs de la Chine et de l'Afrique sont en concurrence, l'augmentation des exportations chinoises induit une baisse de la production africaine. Bien qu'il existe certaines preuves que les activités économiques chinoises peuvent contribuer au développement local (Brautigam, 2009), la présence chinoise suscite de nombreux ressentiments locaux en raison de milliers d'emplois qui ont été perdus (Tull, 2006; Jauch, 2011). Les syndicats en Afrique du Sud revendiquent les importations de textiles et vêtements venant de la Chine à fermer plus de 800 entreprises locales et ont laissé près de 60 000 travailleurs sans emploi (Alden, 2007).

Un second point de contention est l'emploi de la population locale dans les entreprises chinoises en Afrique. Selon de nombreux auteurs, il y a une tendance de la part des entreprises

chinoises en Afrique d'importer leurs mains d'œuvre, créant peu d'occasions pour l'emploi local (Bergensen, 2008; Campbell, 2008; Jauch, 2011). Selon la population africaine sondée, 55 % d'entre eux sont d'avis que les entreprises chinoises embauchent que des nationaux chinois (Geerts et coll., 2014). Malgré cette statistique, 58 % des répondants croient que les entreprises chinoises créent des opportunités d'emplois pour les Africains (Geerts et coll., 2014). Tout en reconnaissant que les travailleurs africains sur les terrains de construction sont plus nombreux d'un ratio de 2 :1, considérons le cas de la construction du stade sportif au Ghana, où les travailleurs chinois représentent les deux tiers de la main d'œuvre (Jauch, 2011). Alors que l'étude du Centre d'études chinoises souligne que les compagnies chinoises embauchent la main-d'œuvre locale africaine, soit près de 80 % des travailleurs, ces mêmes entreprises font peu pour renforcer les capacités locales, du fait que la plupart des Africains sont embauchés comme travailleurs occasionnels (Centre for Chinese Studies, 2007). L'étude de Rebol (2010) comporte une section sur les perceptions des syndicats de la relation sino-africaine et démontre que, pour nombreuses raisons, les entreprises multinationales chinoises embauchent des travailleurs chinois au lieu de la main-d'œuvre locale. Les raisons qui peuvent expliquer l'influx de travailleurs chinois sont : les projets qui doivent être complétés à temps, avec un budget limité, moins de complications, sans barrière linguistique, mais aussi en raison de la perception que les travailleurs africains ont une éthique de travail laxiste comparée aux travailleurs chinois et que les Africains sont plus aptes à la corruption. D'autant plus, la tendance des firmes chinoises à embaucher des travailleurs chinois pour des projets d'infrastructure et manufacturiers est contraire aux besoins des économies où le chômage est un problème important.

Alors qu'il y a des projets chinois au Ghana et au Nigéria où une grande proportion de la main d'œuvre est chinoise, ce fait n'a pas émergé comme étant la plus grande préoccupation concernant l'emploi. En effet, la préoccupation centrale est le traitement de la main d'œuvre africaine (Lampert et Mohan, 2014). Concernant l'adhérence aux bonnes pratiques d'emploi, 46 % des Africains sondés sont en désaccord, alors que 19 % entre eux sont en accord (Geerts et coll., 2014). Par ailleurs, il y a aussi de nombreuses plaintes au sujet des bas salaires et de mauvaises conditions auxquelles sont assujettis les travailleurs africains dans les entreprises chinoises. Selon le Centre d'études chinoises (*Centre for Chinese Studies*), l'exploitation des travailleurs chinois en Afrique par les entreprises chinoises met une pression à la baisse sur les salaires locaux. Par exemple, certaines entreprises chinoises offrent une allocation quotidienne de 1 \$ US par travailleurs chinois alors que les entreprises locales en Angola devraient payer 3 à 4 \$ US par jour pour les travailleurs angolais (Centre for Chinese Studies, 2007; Hanauer et Morris, 2014). Même si les relations de travail dans les entreprises chinoises diffèrent selon les pays et secteurs en Afrique, il y a des tendances communes telles que les relations de travail tendues, l'hostilité de la part des employeurs chinois envers les syndicats, les violations des droits des travailleurs, les mauvaises conditions de travail et les pratiques de travail injustes. Seulement 12 % des Africains sondés croient que les entreprises chinoises se concernent avec la sécurité et la santé de leurs travailleurs. Plus spécifiquement, seulement 5 % des Sud-africains et Nigériens croient que les entreprises chinoises se préoccupent de la sécurité et la santé de leurs travailleurs, alors que 26 % des Kenyans le croient (Geerts et coll., 2014). Les employeurs chinois ont tendance à être parmi ceux qui accordent les salaires les plus bas en Afrique, en comparaison avec d'autres employeurs dans les mêmes secteurs (Jauch, 2011), à l'image de cette mine de cuivre chinoise en Zambie, qui a initialement payé ses travailleurs 30 % de moins que

les autres mines de cuivre au pays (les travailleurs n'ont reçu un salaire égal qu'après de nombreuses manifestations).

3.2 Syndicats ghanéens

3.2.1 Commerce et environnement de travail au Ghana

De toute évidence, la balance commerciale entre le Ghana et la Chine penche en faveur de la Chine, amenant de nombreuses préoccupations au sujet des effets négatifs des investissements chinois au pays (Baah et Jauch, 2009). En dépit des avantages liés à la présence chinoise dans le marché ghanéen, tel que le transfert de technologie de compagnies chinoises vers les entreprises locales, si cela se fait, les commerçants du pays accusent les marchands chinois d'inonder le marché local avec leurs produits (à bon marché) et d'entrer dans le commerce de la vente de détail, interdit pour les investisseurs étrangers (Aidoo, 2010). De plus, cette inondation a conduit à des fermetures d'entreprises ghanéennes et le non-respect des lois qui gouvernent l'investissement au Ghana a permis aux entreprises chinoises d'adopter des pratiques de travail néfastes pour les travailleurs (African Center for Economic Transformation, 2009; Baah et Jauch, 2009). Il faut reconnaître que les conditions de travail déplorables ne se limitent pas à un secteur spécifique, mais sont répandues à l'ensemble des secteurs industriels (Frontani et McCracken, 2012).

Une enquête commissionnée en 2012 sur la perception ghanéenne de la présence chinoise a étudié 184 parties prenantes des entreprises chinoises au Ghana et a comparé la perception chinoise avec la présence occidentale (Wang et Elliot, 2014). Alors qu'ils ont trouvé que les Ghanéens croient que les Chinois sont plus engagés dans le développement local que les

Occidentaux, il y a tout de même des perceptions nuancées quant aux pratiques chinoises dans le pays. Comme ailleurs au continent, l'étude dévoile que les priorités du gouvernement chinois et celles des entreprises chinoises sont souvent en conflit; le gouvernement chinois encourage l'emploi de travailleurs locaux, alors que de nombreuses entreprises chinoises ferment les yeux (Wang et Elliot, 2014). S'ajoutant à la perception négative des parties prenantes interviewées, le manque de développement de la capacité locale, où l'objectif ultime est de compléter le projet pour plaire aux politiciens qui ont octroyé le contrat, est une préoccupation grandissante. L'étude confirme que la perception de la présence chinoise diffère selon les segments de la population en corrélation avec les effets ressentis de la relation, soit de façon positive ou négative.

Une étude consacrée au secteur de la construction au Ghana, un secteur qui a reçu des investissements significatifs du gouvernement chinois, porte une attention particulière aux deux projets employant le plus grand nombre de travailleurs, dont le projet d'énergie hydroélectrique du barrage de Bui (580 travailleurs en 2009, générant plus de 3000 travailleurs à son apogée), ainsi que le stade Essipon à Sekondi-Takoradi (280 travailleurs en 2009) (Baah et Jauch, 2009). Tout en reconnaissant que ces projets ont fourni des opportunités d'emplois pour les Ghanéens, ils n'ont pas contribué au développement d'expertise ghanéenne ni offert des possibilités d'emplois à haut niveau (Thompson, 2012). La recherche effectuée par Habia (2009) démontre que les travailleurs ghanéens employés pour ses deux projets ont travaillé de longues heures (soit 12 heures par jour, 7 jours par semaine), des heures supplémentaires non rémunérées, et n'ont pas accès à l'équipement de protection nécessaire alors que des enseignes affichées autour du site les jugent nécessaires. Selon l'analyse qui compare les conditions de travail dans ces deux sites de construction avec celles d'autres compagnies de construction locales et internationales, les

conditions de travail dans les deux entreprises chinoises sont plus pauvres, notamment en raison des longues heures de travail supplémentaires et des congédiements non justifiés des travailleurs (Baah et Jauch, 2011).

3.2.2 Perceptions des syndicats ghanéens

Deux études consacrées à examiner le point de vue des syndicats serviront à déterminer leurs perceptions de la relation sino-africaine. La première est celle de Baah et Jauch (2009), construite à partir des données du ALRN, et appuyée sur des études de cas à l'échelle nationale, y compris le Ghana et le Nigéria (Baah et Jauch, 2009). La seconde est celle de Lampert et Mohan (2014), qui nous informe surtout sur le *Ghana Union of Traders Association* (GUTA), une des sources vocales les plus importantes au Ghana. L'étude est basée sur un terrain ethnographique entrepris en 2010-2011 avec des migrants chinois au Ghana et au Nigéria, ainsi qu'avec des Ghanéens et Nigériens touchés par leur présence.

Ghana Union of Traders Association (GUTA)

Le traitement de la main d'œuvre africaine constitue la question centrale lorsque nous examinons l'environnement de travail au Ghana. Tout d'abord, il faut dire que la GUTA profère ces mêmes accusations contre les commerçants chinois opérant dans les marchés d'Accra. Alors que l'étude menée par Lampert et Mohan (2014) a recours à des entrevues anonymes, un membre de l'association soutient que les entreprises chinoises recherchent une main-d'œuvre à bon marché, où les employés ne connaissent pas leurs droits de travail. Les travailleurs sont alors embauchés temporairement, sous-payés et congédiés pour le recrutement d'un autre travailleur local.

Dès le début des années 2000, les petites entreprises chinoises se sont installées dans le centre d'Accra, rebaptisé comme « China Town » en 2004. À partir de 2005, la GUTA a commencé à exprimer son insatisfaction à l'égard de la présence chinoise dans le secteur du détail et pousse le gouvernement à appliquer la loi de 1994 sur le Centre ghanéen de promotion de l'investissement, qui stipule que le secteur du détail ne concerne pas les entreprises chinoises, que toute forme d'entreprises commerciales doit investir un minimum de 300,000 \$ US et employer au moins dix travailleurs locaux (Baah et Jauch, 2009). À la suite d'une manifestation en 2007, le gouvernement ghanéen a accepté d'appliquer plus efficacement la législation en 2009 ce qui a généré la fuite des entreprises chinoises du centre d'Accra. Toutefois, depuis 2011, les routes à proximité du centre sont bordées majoritairement de commerçants chinois (Lampert et Mohan, 2014).

GUTA avance que les commerçants chinois obtiennent des avantages injustes par un éventail de pratiques incluant la vente de biens « imités » à bas prix, la sous-déclaration d'importations et de ventes pour réduire les douanes et taxes, et l'utilisation de leur accès au crédit pour gonfler les loyers, forçant les commerçants ghanéens à déménager ou fermer leurs entreprises (Lampert et Mohan, 2014). De plus, GUTA souligne qu'il y a une tendance à la corruption de la part des autorités, telle qu'illustrée par les cas de commerçants chinois qui ont payé les autorités pour qu'elles n'appliquent pas les règlements (Lampert et Mohan, 2014). Néanmoins, les frustrations éprouvées par GUTA ne ciblent pas uniquement les entreprises chinoises, mais aussi les commerçants étrangers en général (venant de l'Inde, du Nigéria et de la Turquie). D'après leurs conclusions, Lampert et Mohan ont trouvé qu'alors qu'une attention

particulière est portée aux commerçants chinois, les commerçants nigériens sont souvent considérés comme étant la plus grande source de préoccupation au sein de la GUTA (Lampert et Mohan, 2014). Plus particulièrement, les entreprises nigérianes semblent être les plus touchées par la loi sur les commerçants étrangers, suscitant des plaintes de la part de ces commerçants, de dirigeants et de fonctionnaires nigériens (Ameyaw, 2007). En addition, il est largement reconnu que l'influx de produits à qualité inférieure venant de la Chine provient des importations de commerçants ghanéens, qui recherchent activement ce type de produits pour tirer plus de profit une fois vendu au Ghana (Lampert et Mohan, 2014).

Ghana Trades Union Congress (TUC)

Puisque la majorité des entreprises de construction chinoises opérant au Ghana appartiennent à l'État chinois, ces entreprises ont la capacité d'éliminer leurs concurrents locaux dans les appels d'offres, notamment pour les projets de construction routiers majeurs, menant ainsi à l'affaiblissement des entreprises locales. Ce défi, ainsi que la préoccupation liée à la qualité médiocre des travaux de construction entrepris par les entreprises chinoises, est soulevé par le *Construction and Building Materials Workers' Union* (CBMWU), une subdivision de la TUC (Baah et Jauch, 2009).

En effet, selon le secrétaire général du syndicat de la CBMWU, les gestionnaires chinois n'hésitent pas à congédier ceux qui se tenteraient d'introduire les syndicats sur les chantiers qu'ils possèdent (Baah et Jauch, 2009). De plus, le syndicat soutient que les gestionnaires chinois sont réticents à adhérer aux pratiques de travail existantes dans le pays et adoptent les normes minimales prévues par la loi, compromettant les gains atteints par le syndicat quant à la

protection sociale de ses membres. Par ailleurs, le syndicat croit que les compagnies de construction chinoises envoient des représentants qui ne peuvent parler l'anglais, sachant que celle-ci est la langue officielle au pays, afin d'empêcher toute possibilité de négociation entre les entreprises et le syndicat (Baah et Jauch, 2009). Le fait que le syndicat estime que les entreprises chinoises tentent de miner leurs capacités à négocier démontre le niveau de méfiance qu'ils ont envers les entreprises et commerçants chinois. De plus, le syndicat considère que les entreprises chinoises ne prennent pas les besoins de santé et de sécurité des travailleurs au sérieux.

La création d'emplois locaux est aussi un point de contention pour les syndicats. Le syndicat de la construction souligne que les investissements chinois ne créent pas le niveau ou la qualité désirés d'emplois pour les travailleurs locaux; les investisseurs chinois considèrent généralement les Ghanéens comme non qualifiés et emploient des travailleurs et experts chinois pour accomplir les tâches requises. Considérons le cas du barrage de Bui, où le syndicat dévoile qu'une fois la première phase du projet terminée, les travailleurs chinois remplaceront les travailleurs ghanéens (Baah et Jauch, 2009).

Selon le secrétaire général du syndicat du secteur de la construction au Ghana, les entreprises chinoises « représentent un défi exceptionnel pour le travail d'organisation des syndicats », surtout dans les secteurs miniers et de la construction (Baah et Jauch, 2009). Malgré la difficulté d'organiser les travailleurs dans certaines entreprises chinoises, les syndicats africains ont réussi à le faire dans quelques cas et ont adopté des mesures pour éviter les violations des droits des travailleurs. Par exemple, dans le cas d'un syndicat ghanéen de la construction, le syndicat a rapporté les violations à l'ambassadeur de la Chine et a aussi rédigé

un rapport adressé à la Commission nationale du travail (NCL), l'organisme responsable de la prévention et résolution des conflits au sein des industries (Baah et Jauch, 2009). En outre, vu que les défis liés aux investisseurs chinois sont similaires à ceux remarqués au Nigéria, le syndicat collabore avec ses homologues nigériens pour développer des stratégies afin de faire face à ces défis particuliers (Baah et Jauch, 2009). Il faut toutefois souligner que les syndicats estiment que les gains réalisés dans la négociation collective sont menacés par la présence chinoise au pays, notamment en raison de l'impunité avec laquelle les entreprises chinoises violent la législation. Une partie du problème, selon le syndicat, est que les fonctionnaires et les autorités de promotion maintiennent le Ghana comme un endroit de main-d'œuvre à bon marché (Baah et Jauch, 2009).

3.3 Syndicats nigériens

3.3.1 Commerce et environnement de travail au Nigéria

L'émergence des entreprises chinoises au Nigéria, ainsi que la progression des relations bilatérales sino-nigériennes, est la source de plusieurs préoccupations, dont une étant le déséquilibre économique avantageant la Chine. Par exemple, le gouvernement nigérien, comme beaucoup d'autres pays africains (et d'autres régions du monde), a fait la promotion de normes de travail minimalistes (interdisant notamment la présence des syndicats) au sein de *Export Processing Zones* (EPZ), afin d'y attirer un plus grand volume d'IDE (Baah et Jauch, 2009). D'autres critiques font part de l'inondation de produits chinois, mais aussi de la qualité inférieure de ces produits importés au Nigéria (Udeala, 2010); 55,9 % des répondants d'une enquête ne croient pas que les produits et services sont de bonne qualité (Geerts et coll., 2014). Tout d'abord, la Chine semble plus intéressée par les ressources naturelles nigériennes et moins

concernée par le développement économique et social au pays (Udeala, 2010; Egbula et Zheng, 2011). Selon Agubamah (2014), le Nigéria s'ouvre volontiers à une nouvelle forme d'impérialisme; la Chine importe les matières premières nigérianes et exporte ses produits manufacturés, équipant alors les Chinois avec des compétences technologiques dont les Nigériens ne peuvent en tirer profit (Agubamah, 2014). Bien que le gouvernement nigérian a annoncé l'interdiction de textiles étrangers pour encourager la production locale, les entreprises chinoises se sont regroupées dans le quartier chinois « China Town » où les produits interdits sont échangés librement (Udeala, 2010). Selon le gouvernement chinois, les entreprises chinoises emploient 30,000 travailleurs locaux (Egbula et Zheng, 2011), mais cela est faible en comparaison avec la perte de 350 000 emplois (selon les syndicats), surtout dans le secteur du textile, attribuée à l'influx d'importations et de la concurrence chinoises (Agubamah, 2014; Mthembu-Salter, 2009; Uchehara, 2009).

3.3.2 Perceptions des syndicats nigériens

Comme ce fut le cas pour les syndicats au Ghana, les syndicats nigériens craignent que les travailleurs nigériens au sein des entreprises chinoises soient mal rémunérés et sont offerts des emplois non qualifiés. Ils accusent les Chinois d'exploiter les concessions tarifaires pour étouffer leurs rivaux nigériens et d'importer des biens de consommation à qualité inférieure (Egbula et Zheng, 2011). Alors que la Chine reconnaît le problème de biens de consommation à qualité inférieure destinés au marché nigérian, ceux-ci remarquent que ce sont les pressions des commerçants nigériens sur les fournisseurs chinois qui les forcent à manufacturer des produits de moindre qualité afin de réduire leurs coûts (Egbula et Zheng, 2011). De même, la *Manufacturers Association of Nigeria* (MAN) constate que les produits chinois de moindre qualité sont aussi

importés par les commerçants locaux nigériens. Les commerçants nigériens se rendent en Chine pour acheter les produits chinois à bas prix (souvent associés à des produits de moindre qualité) pour laquelle les potentiels de revente au Nigéria sont à meilleur profit que les produits locaux au Nigéria (Lampert et Mohan, 2014).

Nigeria Labour Congress (NLC)

Alors que les investissements chinois ont pu aider à employer plusieurs Nigériens, surtout dans le secteur manufacturier de la construction, les conditions et pratiques de travail demeurent inacceptables. C'est pour cette raison qu'il nous a paru important de comprendre la perception des affiliées syndicales du plus grand syndicat au Nigéria, la NLC, qui représente 44 syndicats dans le pays (Nigeria Labour Congress, 2008).

L'entreprise chinoise *United Nigeria Textile Plc* (UNTPlc) est un exemple de succès et est un modèle industriel pour les syndicats nigériens. Gouverné sous le syndicat *National Union of Textile, Garment and Tailoring Workers of Nigeria* (NUTGTWN) et affilié au NLC, UNTPlc est une entreprise se spécialisant dans la production de textiles en cire. D'après de nombreuses entrevues menées par les auteurs de l'étude, tous les travailleurs étaient membres du syndicat et l'entreprise respecte les droits organisationnels et de négociation des travailleurs (Baah et Jauch, 2009). De bonnes conditions de travail ont été observées. Celles-ci incluent la disponibilité d'équipement de protection, une compensation juste déboursée comme suite à un accident de travail et les salaires au-dessus du salaire minimum, soit 216 \$ US par mois (la moyenne industrielle est de 129 \$ US et la moyenne nationale est de 65 \$ US (Baah et Jauch, 2009)). Alors

le syndicat perçoit la relation positivement, de nombreux syndicats ne voient pas la relation sino-nigériane avec autant d'optimisme.

Le syndicat nigérian *National Union of Chemical, Footwear, Rubber, Leather and Non-Metallic Products Employees* (NUCFRLNMPE) raconte que le *Lee Group of Companies* a ignoré les lois de travail régissant l'emploi au Nigéria et a agi avec impunité en raison de sa bonne relation avec les gouvernements étatiques et le gouvernement fédéral (Baah et Jauch, 2009). En fait, le NUCFRLNMPE a envoyé de nombreuses lettres aux membres de la gestion pour appeler l'entreprise à se conformer aux pratiques de travail acceptables, après quoi la compagnie a menacé de se retirer du pays (Baah et Jauch, 2009). L'entreprise s'est servi des tactiques pour dissuader ses travailleurs de rejoindre le syndicat : elle a fermé ses portes, n'a pas payé des indemnités de licenciement adéquates et a embauché des intermédiaires pour recruter des travailleurs nigériens qui ne souhaitent pas rejoindre un syndicat (Baah et Jauch, 2009 ; Lampert et Mohan, 2014). L'étude dévoile aussi que les plus petites entreprises affirment qu'elles ne peuvent pas accepter la syndicalisation de ses travailleurs. Permettre l'installation d'un syndicat saperait leur compétitivité au sein du marché nigérian puisque les plus grandes entreprises, dont *Lee Group*, peuvent entrer dans le marché avec des prix moins élevés (Baah et Jauch, 2009).

Selon le *National Union of Civil Engineering Construction, Furniture and Wood Workers* (NUCECFWW), une subdivision du NLC, et l'*International Building Workers Federation* (IBWF), le droit des travailleurs à la représentation ne fut pas respecté. Le secrétaire général du syndicat NUCECFWW, M. Liadi Biabatunde, a confirmé que la pratique de fermer boutique

empêche les travailleurs de s'organiser et de former un syndicat (Baah et Jauch, 2009). Des études de cas de deux compagnies chinoises (CCECC (Nig) Ltd et Nairda Construction Ltd) dévoilent aussi que le syndicat s'inquiète du nombre croissant d'accidents industriels. Un feu a ravagé une usine de production de caoutchouc et plastique à Abeotuka, où 20 travailleurs ont été enfermés dans une pièce et laissés à leur mort. Ce cas illustre une des raisons pour laquelle les syndicats croient que les droits de l'homme sont négligés et que certaines entreprises chinoises opèrent un « slave camp production regime » (Baah et Jauch, 2009).

Bien que la perception syndicale de la relation soit plutôt négative, les syndicats sous la NLC ont aussi soulevé quelques aspects positifs de la relation. Par exemple, les syndicats nigériens réalisent que le nombre d'emplois créés grâce aux entreprises chinoises, plus de 20 000 emplois parmi deux des plus grandes multinationales de Hong Kong, est important dans un pays comme le Nigéria, où le taux de chômage est élevé (Lampert et Mohan, 2014). En fait, un haut placé au sein du syndicat NUCFRNMPE souligne que les travailleurs ont tendance à accepter les salaires minimes et à tolérer les conditions de travail faible, faute d'alternatives plus lucratives : « half bread is better than none » (Lampert et Mohan, 2014). Bien que les syndicats comprennent les bienfaits de la relation, ils se concentrent plutôt sur la qualité des emplois, le transfert de compétences et de technologie et les relations de travail, tous nécessaires pour assurer que les travailleurs nigériens tirent profit des activités chinoises au pays (Lampert et Mohan, 2014). L'ancien président du *Nigerian Union of Petroleum and Natural Gas Workers* (NUPENG), l'un des principaux syndicats du secteur pétrolier, explique :

« Dans l'intérêt des travailleurs nigériens, nous voulons que des pays viennent investir au Nigéria. Y compris la Chine. Les Chinois investissent dans le pétrole, le gaz, mais aussi la construction. Et tout se passe très bien. Si vous investissez dans le secteur pétrolier par exemple, vous devez reconnaître les syndicats. Vous devez

admettre que les conditions de travail soient négociées. Et la plupart du temps, les Chinois acceptent ces termes. Ils sont ici pour investir. Et nous voulons des investissements. Nous voulons l'industrialisation » (Radio France Internationale, le 9 juillet 2013).

Certains syndicats au pays ont fait appel au gouvernement à jouer un rôle plus important pour limiter les retombées négatives engendrées par la présence des entreprises chinoises. Les syndicats africains, dont la NLC, ont encouragé les gouvernements du continent à réexaminer leurs relations avec la Chine, accusant la Chine de pratiques injustes qui ciblent les ressources du continent (Daily Trust, 18 novembre 2013). Comme ce fut le cas parmi plusieurs syndicats ghanéens, le secrétaire du *Joint Action Front* (JAF) du Nigéria, Abiodun Aremu, reproche au gouvernement national d'avoir abandonné sa responsabilité réglementaire concernant les opérations des entreprises étrangères dans le pays. Selon Aremu, le gouvernement n'accorde pas assez d'importance aux questions relatives aux conditions de travail des Nigériens (Falayi, 2014). Une preuve selon lui est le manque d'inspecteurs représentant le Ministère du Travail sur les lieux de travail pour exposer les cas d'abus.

3.4 Conclusion

Il est évident que des tensions existent au sein des syndicats ghanéens et nigériens autour de la présence chinoise, incluant leurs activités commerciales et le traitement des travailleurs locaux. Cependant, il y a sans doute ceux qui contrent les réactions négatives à la présence chinoise; ceux qui bénéficient directement des activités chinoises, croyant que ces activités engendrent des résultats sociaux et économiques positifs (Obiorah, 2008; Lampert et Mohan, 2014). Certains voient la présence élargie de commerçants chinois comme ayant contribué à la

baisse des prix des produits chinois, permettant aux populations appauvries de se procurer des biens qu'ils n'auraient pas eu l'opportunité d'acheter autrement; augmentant alors leurs pouvoirs d'achat (Girouard, 2008; Lambert et Mohan, 2014; Groupe de la Banque africaine de développement, 2011)

Bien qu'il est erroné de déduire que toutes les entreprises chinoises sont perçues comme étant une présence négative dans ces deux pays, en général, les syndicats reprochent à celles-ci d'avoir négligé de mettre en place — et de respecter les pratiques déjà en place — de bonnes conditions de travail parmi les travailleurs ghanéens et nigériens. Alors que notre recherche démontre qu'en général, la perception syndicale de la relation sino-africaine est plutôt négative, il est important de comprendre que certains travailleurs et syndicats qui ont été touchés négativement par la présence chinoise dévoilent que celle-ci n'est pas la seule cause de leurs problèmes (Lampert et Mohan, 2014). Les investissements chinois sont perçus comme étant inévitables, et peu différents des effets engendrés par les investissements par d'autres acteurs locaux et internationaux. De même, Bourdarias (2010) souligne que de nombreux Africains et syndicats reprochent l'État lui-même, voyant la gouvernance locale et la réglementation comme les préoccupations les plus pressantes. Notamment, en dépit des appels aux responsables gouvernementaux par différents acteurs de la société civile, y compris les syndicats, à réglementer certaines activités des investisseurs chinois, les relations diplomatiques et économiques tentent de prendre préséance (Baah et Jauch, 2009). Au Ghana, des distributeurs locaux se sont plaints qu'ils préfèrent acheter des commerçants chinois et ont contesté une campagne de GUTA contre la présence chinoise dans le marché ghanéen (Lampert et Mohan, 2014). Les syndicats ghanéens et nigériens ont indiqué que le rôle des syndicats africains est

central dans ce type de situation, mais la responsabilité ultime demeure sous l'égide des gouvernements africains à créer un environnement juridique où les travailleurs locaux peuvent bénéficier des investissements chinois (Moyo, 2009).

Pour conclure, toutes les préoccupations présentées dans ce chapitre — le travail temporaire des travailleurs africains, les bas salaires, les postes non qualifiés, le manque de transfert des connaissances, la santé et sécurité au travail, la concurrence chinoise, les tactiques utilisées pour éviter le syndicalisme, le manque de création adéquate d'emplois locaux – se sont retrouvées parmi les perceptions des syndicats ghanéens et nigériens. Il fut intéressant de constater que, parmi les syndicats ghanéens, les entreprises nigérianes sont aussi une source du problème pour les syndicats. Ceci démontre que les entreprises chinoises sont parmi un éventail d'entreprises locales et étrangères qui façonnent la perception syndicale, mais démontre aussi que la collaboration entre syndicats africains, mais aussi avec l'État, est nécessaire pour affronter ces préoccupations. Malgré les différences entre leur situation politique, économique et sociale, nous devons souligner que les inquiétudes et perceptions furent constantes au sein des deux pays représentés.

Chapitre 4 : Perspective des médias

Le troisième et dernier groupe d'acteurs sociopolitiques qui sera analysé afin de mieux comprendre les perceptions de la relation sino-africaine est celui des médias. Selon Golding et Murdock (2000), le rôle des médias peut avoir deux dimensions : d'un côté, les médias divulguent de l'information objective et factuelle sur la relation sino-africaine; de l'autre côté, ils organisent les images et les discours, ils adoptent une perspective qui est nécessairement partielle et partielle, et qui influence la manière par laquelle les individus perçoivent le monde (Golding et Murdock, 2000).

L'étude de Mawdsley (2008) considère que les images projetées et l'utilisation d'un certain langage sont des outils importants pour créer et maintenir des points de vue particuliers entre les décideurs politiques et le public. Ces outils importants sont non seulement utiles lors de l'évaluation de discours qui guident les perceptions de pays occidentaux envers la relation sino-africaine, mais s'étendent aussi sur la façon dont la Chine et l'Afrique se perçoivent (Mawdsley, 2008). Ainsi, le présent chapitre tentera de faire ressortir les thèmes principaux de la perception médiatique de la relation sino-africaine, d'un point de vue africain, depuis les cinq dernières années en recensant les articles de journaux influents : le *Ghanaian Chronicle* et *Ghana Web* du Ghana et le *Vanguard News* du Nigéria.

4.1 Paysage médiatique sur le continent africain et perceptions des médias de la relation sino-africaine

La propulsion par laquelle la relation sino-africaine s'est développée à l'époque contemporaine a suscité de nombreuses réactions, mises en évidence par les sources médiatiques. Vu la nouveauté du sujet, les médias ont tenté de combler un manque d'informations soit en rapportant des nouvelles sur des projets africains financés par la Chine, soit en soulignant les impacts négatifs de la relation sino-africaine, et ce, en faisant souvent preuve de sensationnalisme (Baah et Jauch, 2009). Bien que l'histoire de la Chine en Afrique soit source de plusieurs articles, il existe peu de recherches dédiées aux perspectives médiatiques africaines de la relation sino-africaine (De Beer et Schreiner, 2009). Wasserman (2012) a tenté de combler ce vide et a observé que la présence de la Chine en Afrique est généralement considérée comme une question controversée, dépeinte par les médias de façon binaire, c'est-à-dire comme un prédateur ou un partenaire, un ami ou un ennemi et enfin un camarade ou un colonisateur. D'ailleurs, Manji et Marks (2007) soulèvent que les questions posées soient souvent en termes de « tout ou rien » :

« Is China just the latest in a line of exploiters of Africa's rich natural resources who put their own economic interests above humanitarian, environmental or human rights concerns, or is China's engagement an extension of "South-South solidarity"? Does China's engagement enable African countries to free themselves from the tyranny of debt and conditionality that, through two decades of structural adjustment programmes, have reversed most of the gains of independence, or is Africa just swapping one tyranny for another? »

Or, le fait que les médias africains et occidentaux ont tendance à dépeindre la Chine comme ayant à la fois une faim insatiable pour les ressources naturelles africaines et aussi une absence d'égard pour l'environnement et la santé s'insère dans les représentations de base de la

Chine en Afrique, où la Chine est perçue comme un partenaire, un concurrent ou un hégémon (Alden, 2006). De même certains auteurs soulignent les violations chinoises des droits des travailleurs africains et du soutien de la Chine pour les régimes antidémocratiques et répressifs africains (Baah et Jauch, 2009; Manji et Marks, 2007).

Les préoccupations médiatiques sur le rôle de la Chine ont également une influence sur le développement des médias africains eux-mêmes. Durant le FOCAC en 2006, la Chine et plusieurs pays africains ont élaboré le Plan d'action de Pékin (2007-2009). Ce Plan d'action souligne cinq étapes principales d'intervention chinoise dans le paysage médiatique africain. Le plan vise à accroître le contact entre les médias nationaux africains et chinois pour améliorer la connaissance mutuelle et l'amitié par reportage faisant preuve d'« approche équilibrée », qui expose les deux côtés de l'histoire, et par la mise au point de contact entre journalistes chinois et africains notamment lors de formations organisées sous l'égide du FOCAC (Banda, 2009). La Chine a par la suite alloué 7 milliards \$ US à sa campagne médiatique, et ce, l'initiative fut basée sur la conviction chinoise que les reportages de médias occidentaux sont partiels et critiques de manière exagérée la relation sino-africaine (Day, 2013).

La présence des médias chinois en Afrique s'élargit avec la diffusion de la CCTV sur plusieurs réseaux nationaux et les postes de Radio China sur les ondes FM de plusieurs grandes villes africaines. La CCTV a ouvert ses portes à Nairobi en 2011 et cherche à influencer les perceptions de la Chine et de l'engagement chinois sur le continent africain, tout en avançant de nouvelles façons de percevoir l'Afrique (Gagliardone, 2013). Les investissements chinois dans le développement des médias en Afrique visent plutôt à éliminer les perspectives qu'ils jugent trop

subjectives et critiques. Cette interférence médiatique est la raison pour laquelle les investissements chinois dans la sphère médiatique africaine ne sont pas vus comme de simples soutiens à l'infrastructure médiatique (Banda, 2009). Ces investissements ont permis à la Chine de promouvoir ses propres intérêts en Afrique, en adoptant une formule plus optimiste et similaire à celle des médias nationaux chinois. Cette formule se focalise principalement sur le succès des entreprises sino-africaines et les histoires culturelles positives, tout en ignorant la question des droits de l'homme et en évitant toute critique (Gagliardone et coll., 2012). On peut voir l'influence d'une telle formule dans les pratiques des journalistes. Par exemple, les journalistes africains qui ont travaillé sous la tutelle d'une division médiatique chinoise en Afrique déclarent avoir reçu la consigne d'omettre le mot « régime » de leurs reportages, d'ignorer les pays qui entretiennent des liens avec le Taïwan (p. ex. le Swaziland), de se concentrer sur les négociations diplomatiques soudanaises pour éviter les reportages sur les investissements accordés au régime soudanais et enfin, d'éviter de discuter des droits de l'homme avec des dirigeants étatiques autocratiques africains (York, 2013). Au Zimbabwe, la CCTV a même fourni de nouveaux équipements pour permettre la diffusion de la campagne Mugabe qui n'aurait pas pu être diffusée autrement. Cela n'empêche pas certains journalistes de dénoncer cet état de fait : « [media investment and ownership] brings a kind of top-down style of Chinese journalism and can inhibit the progress we have made in this continent developing an open bottom-up style of investigative journalism » (Umejei, 2013).

Il nous semble également important de souligner l'influence des sources médiatiques occidentales sur la Chine en Afrique sur les perceptions de ses lecteurs africains ainsi qu'occidentaux. Il existe une représentation traditionnelle partagée autant dans les médias

africains que les médias Occidentaux, où la Chine est représentée comme étant un scélérat et les Africains comme étant les victimes de leurs crimes. L'hypothèse sous-jacente de ces discours médiatiques souligne que les Chinois sont corrompus et autoritaires, et par conséquent, n'ont aucune appréhension à se moquer des normes occidentales de bonne gouvernance (Obiorah, 2007). Mais en réalité, l'inquiétude des répercussions que pourraient avoir ces relations sur les droits de l'homme et la démocratie en Afrique est sujets de nombreux articles, démontrés par ce bref extrait :

« La présence accrue de la Chine en Afrique a généré nombre de commentaires, de reportages et gros titres dans les médias occidentaux, avec pour idée principale que cette coopération commerciale, politique et sécuritaire ouvre la porte à des régimes répressifs en Afrique, qui évitent ainsi les plus infimes contraintes de conduite imposées par les exigences des investisseurs occidentaux » (Obiorah, 2008).

De plus, les articles de journaux occidentaux tentent de publier les articles qui attireront un plus grand public. La croissance économique et les opportunités pour l'Afrique ne sont pas des sujets de choix pour les articles occidentaux, alors que le côté tragique de la relation est recherché. D'ailleurs, plusieurs auteurs se sont avancés à ce sujet. Selon Sautman et Hairong (2008), la Chine est perçue à la fois comme étant mystérieuse et comme une superpuissance communiste qui ne suit pas les règles de développement avancée par les pays occidentaux. Ces représentations de la Chine comme prédateur peuvent ainsi influencer les médias africains ainsi que les perceptions des Africains eux-mêmes de leurs relations avec la Chine. Quant à Franks et Ribet (2009), ils ont suggéré que les articles occidentaux négatifs renforcent les critiques du parti d'opposition, notamment sur les opinions de la Chine. Enfin, Yin (2006) avance qu'il y a une perception commune parmi les articles occidentaux qui voit l'intérêt principal de la relation sino-africaine comme étant économique, et ce, avec peu de préoccupation pour les enjeux de

développement. Or, il existe des éditoriaux positifs de la relation sino-africaine où ils affirment la contribution de la Chine au développement des pays africains par la construction des ports, des écoles, des hôpitaux et des installations électriques (Baah et Jauch, 2009; Faujas, 2007). De plus, une opinion positive du rôle de la Chine en Afrique est basée sur l'espoir que la Chine puisse servir comme alternative au cadre politico-économique du consensus de Washington, ce qui en revanche a mis des pressions sur les pays d'Afrique à adopter des PAS (Karumbidza, 2007). Ce regard positif de la relation tend à encadrer les relations sino-africaines sous la solidarité Sud-Sud dans l'ère de la mondialisation (Zezeza, 2008).

4.2 Médias ghanéens

4.2.1 Paysage médiatique au Ghana

Il nous a paru essentiel de décrire la scène médiatique au Ghana pour bien pouvoir connaître son rôle dans le pays (voir annexe XIII et annexe XIV). Le Ghana dispose d'une presse dynamique qui joue un rôle clé dans le discours politique, l'identité nationale et la culture populaire. Les médias ghanéens ont émergé au 19^e siècle et ont donné une voix aux campagnes populaires pour l'indépendance, le développement et la démocratie au 20^e siècle. Le Ghana a été gouverné par une série de régimes militaires et de Républiques démocratiques depuis la fin des années 1960. Au milieu de cette oscillation politique, les médias ont fait l'objet d'alternance de politiques éditoriales stratégiquement formé pour répondre aux intérêts du régime du jour. Au cours des années 1980, l'appareil médiatique de l'État a appliqué de nombreuses techniques de censure, y compris l'adoption de lois répressives, de l'intimidation et de harcèlement public, des interdictions quant aux publications oppositionnelles et enfin, l'arrestation et la détention des journalistes dissidents (Press Reference, 2015). De nombreux journaux ont pratiqué

l'autocensure pour éviter les représailles de l'État. Ce ne fut qu'au tournant du siècle, avec l'élection de Kufuor en 2000 que le président du Ghana exhorte les médias d'être responsables, tout en prônant la liberté d'expression, le pluralisme politique et les médias indépendants comme éléments importants de la démocratie libérale. À l'heure actuelle, le Ghana se retrouve avec un des médias les plus libres parmi les pays africains. Les médias ghanéens privés opèrent sans restriction considérable et critiquent souvent les politiques gouvernementales nationales (BBC, 2013).

Quoique la radio constitue le moyen le plus populaire pour obtenir des nouvelles au Ghana, les citoyens ont de plus en plus accès à la télévision. Géré par l'État, le *Ghana Broadcasting Corporation* (GBC) contrôle la télévision nationale et les réseaux de radios nationales. Selon les analyses de Freedom House (2014), en 2014 le statut de la presse ghanéenne est libre, avec un score de 28 sur 100 (1 étant le meilleur et 100 étant le pire). Le gouvernement ghanéen respecte généralement la liberté de la presse, ce qui est garanti par la loi. Malgré le fait que la diffamation criminelle et la sédition ont été abrogées en 2001, l'interdiction de publier de fausses nouvelles avec l'intention de provoquer la peur ou préjudice au public est occasionnellement utilisée contre les journalistes. Le *National Communications Authority* (NCA) est chargé de surveiller la performance et le respect de l'éthique professionnelle des médias. Toutefois, le NCA est critiqué de manquer souvent son coup en raison d'un financement insuffisant. Les salaires non adéquats ainsi que la conduite non professionnelle associée à la fabrication de reportages sensationnalistes demeurent des problèmes dans le secteur médiatique (Freedom House). En effet, bien que le GBC soit protégé contre l'ingérence du gouvernement par le Constitution, plusieurs partis politiques tentent tout de même d'influencer la couverture

médiatique. Selon Freedom House (2014), les médias privés sont confrontés à un certain degré de pression éditoriale qui provient souvent de leurs propriétaires avec des liens politiques.

Depuis les années 2000, le secteur de communications ghanéen est dominé par trois compagnies : *Mobile Telephone Network* (MTN), *Millicom Ghana Limited* et *Vodafone*. Le nombre total d'abonnés dans les pays est estimé à plus de 10 millions, soit près de 50 % de sa population (African Center for Economic Transformation, 2009). Le marché du secteur de l'information et des technologies de communications ghanéen est un secteur attrayant pour l'APD chinoise. En 2006, le Ghana a signé un prêt concessionnel de 30 millions \$ US accordé par le gouvernement chinois pour financer la première phase du *Backbone National Communications Network Project*, qui est une plateforme pour le projet visant à réduire les coûts et à augmenter l'accès à l'information et aux technologies de la communication (Tsikata et coll., 2010; Idun-Arkhurst, 2008). De plus, en 2007 le Ghana a obtenu un deuxième prêt de 30 millions \$ US de la Banque d'import-export de Chine pour le projet *Dedicated Communications Projet for Security Agencies* dédié aux agences de sécurité. L'objectif du projet est de développer des installations de technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les diverses agences de sécurité au Ghana, y compris les Agences d'immigration, les Agences de prisons et des services d'incendies, de douanes, des Forces armées au Ghana, du Service de police et aussi, pour le ministère de la Défense et de la Sécurité nationale (Tsikata et coll., 2010).

Bien que cette recherche se concentre plutôt sur les médias ghanéens privés, une recherche plus approfondie des perceptions des médias ghanéens de la relation sino-africaine sous la tutelle d'entreprise médiatique chinoise permettra d'approfondir la question davantage.

4.2.2 Perceptions des médias ghanéens

Les médias ghanéens dépeignent un portrait plutôt mixte de la relation sino-africaine, juxtaposant les profits des entreprises chinoises en Afrique contre les effets négatifs sur les citoyens africains. Cette représentation démontre que les médias ont dépeint la Chine comme un concurrent, dont la présence a provoqué une surdépendance à l'endroit des produits et services chinois. Malgré une grande présence d'articles soulignant les points négatifs de la relation sino-ghanéenne, les médias ghanéens ont aussi peint une image positive de cette relation, en mettant l'accent surtout sur la coopération mutuelle et des comparaisons avec le modèle de développement occidental. La Chine est ainsi vue comme un partenaire de développement, dans la mesure où elle n'impose aucune conditionnalité à ses investissements, ce qui est bien sûr fort apprécié. Il est important de ne pas confondre ces dernières comparaisons avec les principes idéologiques occidentaux qui sont perçus de la manière positive.

La méthodologie utilisée dans le cadre de ce mémoire est basée sur celle de Frontani et ses collaborateurs (2012). Ces auteurs ont consacré une partie de leur recherche à l'analyse médiatique des perceptions ghanéennes et chinoises de la relation sino-africaine. L'étude présente 72 articles (20 Chinois et 52 Ghanéens) retrouvés parmi les journaux d'État chinois (*China Daily* et *People's Daily*) et le journal d'État du Ghana (*Daily Graphic*) ainsi que des sources de nouvelles indépendantes de l'État (p. ex. *The Chronicle*, *Accra Daily*, *Joy FM radio*, *ModernGhana.com* et *GhanaWeb.com*). Des sites Internet du Ghana et de la Chine ont été analysés en fonction du ton et du contenu afin de mieux comprendre les perceptions de l'aide chinoise. Cette analyse a surtout fait ressortir la durabilité des projets financés, les mauvais traitements liés aux droits de l'homme ainsi que la variation de l'aide entre les régimes

démocratiques et non démocratiques du Ghana. En général, les critiques sur les sites Internet du Ghana mettent en évidence l'augmentation de la coopération économique et technique sino-ghanéenne, ce qui par conséquent augmente la dette nationale ghanéenne. D'ailleurs, certains Ghanéens perçoivent la relation sino-africaine comme étant une forme de néocolonialisme en raison des conditions appauvrissantes du site de construction du barrage de Bui et l'absence d'indemnisation aux déplacés (Frontani et coll., 2012). Néanmoins, l'étude souligne aussi le fait que la relation a engendré une relance économique qui est davantage axée sur le secteur des services.

Dans l'ensemble, nous avons remarqué quelques tendances dans les reportages médiatiques ghanéens sur la relation sino-africaine, surtout en ligne, avec ce qui a été démontré par la recherche de Frontani et ses collaborateurs (2012).

Nous avons trouvé que la Chine est souvent comparée aux autres acteurs étrangers présents en Afrique, notamment les pays occidentaux. Ces comparaisons soulignent les accords bilatéraux, les visites officielles et les formes d'investissements directs étrangers en Afrique, que ce soit avec la Chine ou les États-Unis. Par exemple, « Loan guarantees by the U.S. Export-Import Bank for American firms wishing to invest in Africa amounted to \$400 million in 2007. That year, China's Export-Import Bank guaranteed loans of \$13 billion to Chinese firms investing in Africa. Closing this gap would do much to project Africa as an investment-grade destination » (GNA, 2009). La présence des États-Unis au Ghana est ainsi perçue comme ayant joué un rôle clé dans l'industrialisation du pays et dans la création d'emplois. En effet, la création d'usines de fabrication et de production au Ghana apporte aux Ghanéens des emplois

décents et conformes avec la réglementation locale et des normes du travail et d'emploi. La promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de la primauté du droit sont des concepts que les médias ghanéens se servent pour étayer les principes communs entre les États-Unis et le Ghana. Toutefois, les médias ghanéens se sont penchés sur les causes possibles de l'absence de changements significatifs au Ghana à la suite de l'adoption du modèle occidental. En outre, au cœur de l'insertion rapide de la Chine sur les marchés africains est la promotion chinoise délibérée d'une politique étrangère avec le Ghana sans condition, la volonté chinoise de fournir des investissements rapides et des prêts concessionnels mais aussi sa faim pour les ressources au Ghana. De plus, la métamorphose de la Chine en une force économique mondiale présente au Ghana un modèle de développement à émuler et une source alternative au financement occidental. La Chine est félicitée d'avoir adopté une approche de non-ingérence politique et d'avoir promu la coopération mutuelle. La Chine est célébrée comme ayant aidé l'Afrique à échapper aux conséquences des crises économiques récentes à un moment où les sources occidentales traditionnelles se retiraient du continent. D'une autre part, les médias ghanéens émettent également un portrait plus négatif de l'engagement chinois au Ghana. Plus précisément, les coûts de cet engagement auraient favorisé l'effondrement du secteur de fabrication, la prolifération des armes légères dans les villes minières et enfin, l'augmentation du taux de chômage attribuable à la surdépendance des produits et des services chinois au Ghana.

L'historique de la relation sino-ghanéenne est aussi invoqué en conjonction avec les accords et les investissements chinois. Cette relation souhaite être durable, empreinte d'une collaboration bénéfique pour les deux partis, ce qui favoriserait une amitié traditionnelle. Bien que le contenu des reportages soit mixte, les bienfaits de la relation sino-ghanéenne sont

soulignés dans les accords signés entre ces pays. Par exemple, la découverte récente de pétrole au Ghana n'a que ravivé l'enthousiasme des investisseurs chinois dans le pays. Toutefois, l'octroi d'accord avec la Chine à financer les projets d'infrastructure ghanéenne, tels que le projet Western Corridor et les projets routiers, ferroviaires et de barrages a souvent été négocié avec la condition que les entreprises et les matériaux de la Chine soient exclusivement utilisés. De plus, il y a une inquiétude à savoir si le Ghana peut même se permettre à accepter tant de prêts chinois, vu que le pays a récemment bénéficié d'un programme d'allègement de la dette au titre de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettées (PPTE) du FMI et la BM. Un sujet récurrent lors de l'analyse des perceptions médiatiques de la relation sino-ghanéenne est l'accord d'un prêt de 3 milliards \$ US de la Banque de développement de Chine pour des projets d'infrastructures au Ghana. Bien que le prêt fût sujet de controverses pour ses conditions, plus précisément la garantie de l'octroi pétrolier contre l'accord, l'accord du prêt a été tout de même approuvé par le Parlement du Ghana en août 2011. L'article d'Ata (2014) a été très critique de l'accord sino-ghanéen en reprochant l'État ghanéen à expédier l'accord sans prendre en compte l'intérêt national : « If they (the loans) were drawn up and negotiated by parties from both sides, then, the Ghanaian representatives either fell asleep, have had too much to drink during the negotiations or the language of negotiations was Chinese, so the Ghanaians did not understand what was at stake » (The Ghanaian Chronicle, 14 janvier 2014). Les médias au Ghana ont aussi effectué des reportages sur le regard que portent les entreprises africaines et les divers responsables syndicaux au Ghana sur la présence chinoise en Afrique. On y note que la présence d'entreprises chinoises représente une forte concurrence pour les entreprises locales ghanéennes. Selon le secrétaire général adjoint du TUC, l'avenir du Ghana et de l'Afrique pour les prochaines décennies sera défini par leurs relations avec la Chine, ce qui relie les mêmes préoccupations mentionnées au

chapitre 3 quant à la sphère syndicale au Ghana. La structure des échanges entre le Ghana et la Chine a tendance à susciter une inquiétude chez les syndicats étant donné que la Chine importe les matières premières et les ressources naturelles africaines, alors que l'Afrique importe les produits manufacturiers chinois.

Il apparaît que la situation dite « gagnante — gagnante » est moins évidente que la Chine et ses partenaires ont encouragés. D'ailleurs, les activités d'extractions d'or illégales répandues par les commerçants chinois au Ghana attirent à la fois l'attention des médias et alimentent les débats sur l'impact néfaste de l'industrialisation ghanéenne chez les grands investissements chinois (p. ex., le manque de renforcement de la capacité locale et de l'emploi de Ghanéens). De plus, l'expulsion de mineurs chinois du Ghana fut aussi le sujet de nombreux articles. Les articles tournent non seulement sur les opérations illégales des mineurs chinois, et leurs effets sur la population locale, mais aussi l'effet sur la relation amicale entre la Chine et le Ghana, comme l'a dévoilé le ministre des terres et ressources naturelles, Hon. Fuseini : « [growing security and environmental challenges posed by illegal Chinese miners were creating] a bad public image for China in Ghana and it could damage the growing friendship between Ghana and China » (Wereko, 2013). Le rôle du gouvernement ghanéen dans les accords commerciaux et de ses politiques étrangères avec la Chine a été critiqué en raison de son manque de transparence et de sa négligence à la mise en œuvre de politiques de protection des citoyens ghanéens. En outre, les reportages médiatiques nomment certaines des retombées de cette négligence, telles que : les mauvaises conditions de travail et les emplois temporaires et sans contrats des travailleurs ghanéens. L'influx de produits chinois au pays, y compris les produits pharmaceutiques contrefaits, est aussi un enjeu décrit lors de notre analyse des perceptions syndicales. Or, les

reportages expliquent aussi le revers de la médaille, où les gestionnaires ghanéens ont embauché des travailleurs chinois à coût moins élevé. Bien que le projet du barrage de Bui fût au centre de controverses, surtout liés aux conditions de travailleurs chinois (c.-à-d. les longues heures de travail sous-rémunérées), les articles trouvés relèvent les bienfaits en encadrant ce projet comme étant la quintessence de la coopération entre les deux pays dans les secteurs de l'infrastructure et les télécommunications.

En outre, il y a une forte critique parmi les journalistes en ce qui a trait à l'importance du gouvernement ghanéen à articuler sa propre politique étrangère pour la Chine. Ceci permettrait de favoriser la croissance et le développement économique ainsi que de réduire la pauvreté et le chômage. Les médias reportent la nécessité du gouvernement ghanéen à développer des politiques de travail, et ce, tout en considérant l'expérience vécue des employés ghanéens au sein d'entreprises chinoises afin d'assurer le respect de la réglementation locale et des normes du travail et d'emploi.

4.3 Médias nigériens

4.3.1 Paysage médiatique au Nigéria

Pour bien faire ressortir les perceptions des médias au Nigéria sur la relation sino-nigérienne, il est d'abord essentiel de décrire le paysage médiatique (voir annexe XII et annexe XV). Le Nigéria est connu pour avoir l'une des scènes médiatiques les plus dynamiques en Afrique, avec une presse animée où plus de 100 titres nationaux et locaux y figurent. Les postes de radios et de télévision ont une couverture quasi nationale et opèrent à l'échelle régionale et fédérale. Une source primaire et importante d'information au Nigéria est la radio. Quoique les

radiodiffusions internationales telles que le *British Broadcasting Corporation* (BBC) soient populaires, la retransmission des radios étrangères est interdite. Or, les citoyens nigériens ont de plus en plus accès à la télévision.

Au cours de son histoire, le Nigéria a connu divers degrés de liberté de la presse et regroupe une multiplicité de voix médiatiques. Les régimes militaires incessants au Nigéria ont eu des conséquences néfastes sur les médias et ont compromis l'objectivité de la presse. Cela dit, après son accession à l'indépendance, les médias nigériens sont devenus partisans, ce qui est décrit par Umejei (2013) : « Logically partisan in its reportage, agitation and agenda setting that it was easier to associate the role of the press with objective or positive nationalism in the context of the struggle against colonial rule » (Umejei, 2013).

La violence au pays fait en sorte que le Nigéria demeure un endroit dangereux pour les journalistes. Alors que la Constitution garantit la liberté d'expression et de la presse, le harcèlement, l'obstruction et l'intimidation des médias font que certains journalistes s'autocensurent et s'abstiennent de couvrir des questions politiques, sociales, ethniques ou religieuses. Contrairement au Ghana, les infractions de sédition, la diffamation criminelle et la publication de nouvelles erronées sont toujours applicables au Nigéria. De plus, dans les 12 états au nord du pays, les tribunaux charia pratiquant la loi islamique ont imposé des peines sévères aux membres de la presse, ce qui relève un signe de réticence envers la liberté d'expression.

Malgré le fait que la presse soit partiellement libre, avec un score de 51 sur 100 en 2014 (1 étant le meilleur et 100 étant le pire) (Freedom House, 2014), le secteur de l'impression est

explicite dans sa critique des politiques gouvernementales impopulaires. Plusieurs actions conséquentes peuvent illustrer ce courant, telles que le refus à quelques reprises en 2013 aux journalistes de rencontrer des représentants du gouvernement et l'interdiction aux ministères et aux hauts dirigeants de donner des entrevues sans une autorisation préalable fournie par le ministère de l'information. Selon Freedom House (2014), la corruption et la subornation demeurent problématiques dans le secteur médiatique nigérian. Une enquête en 2009 auprès de 184 représentants médiatiques à Lagos dénonce que 61 % d'entre eux ont reçu des « enveloppes brunes » contenant de l'argent lors d'une mission médiatique. Toutefois, 74 % d'entre eux nient que ces dons ont conduit à une couverture biaisée.

Comme au Ghana, les entreprises de communications chinoises ont aussi investi au pays. Par exemple, en 2005, *China Great Wall Industry Corporation*, a gagné un contrat de 311 millions \$ US du gouvernement nigérian pour fabriquer et lancer un satellite de communications (NigComSat-1). *Huawei Technologies*, un des principaux fournisseurs chinois d'équipements réseautiques et de télécommunications a remporté un contrat de 100 millions \$ US pour devenir un des principaux fournisseurs pour le réseau *Multi-Links*, c'est-à-dire l'opérateur téléphonique privé nigérian (Umejei, 2013). Toujours en 2006, *Huawei* a annoncé que *Starcomms Nigeria Limited* allait déployer le premier réseau haut débit mobile au Nigéria, ce qui à l'époque devait permettre aux abonnés de visionner des vidéos, des films et des émissions courtes sur leurs téléphones mobiles 3G (New Media and Development Communication, 2015). *Huawei* a investi 10 millions \$ US pour ouvrir un Centre d'appui technologique et a élargi son Centre de formation pour l'Afrique de l'Ouest à Abuja. L'entreprise chinoise a aussi annoncé un protocole

d'entente de 200 millions \$ US pour la phase téléphonique rural au Nigéria (New Media and Development Communication, 2015).

4.3.2 Perceptions de médias nigériens

Les médias nigériens ont tendance à dépeindre un portrait plus positif de la relation sino-nigérienne que les médias ghanéens. Les articles nigériens, basés sur une coopération mutuelle entre le Nigéria et la Chine, soulignent le rapprochement entre les élites ces deux pays comme étant bénéfiques pour le Nigéria. Cependant, les médias nigériens ont aussi dressé les aspects néfastes, tels que : l'influx de produits chinois de qualité inférieurs à ceux du Nigéria. Comme mentionnés avec les médias ghanéens, les médias nigériens présentent également la relation sino-nigérienne en terme binaire, c'est-à-dire de façon uniquement positive ou négative.

La présente section de ce mémoire inclut une revue d'articles de journaux retrouvés dans *Vanguard* afin de mieux illustrer les perceptions des médias nigériens de la relation sino-nigérienne. La prochaine section a utilisé la recherche d'Umejei (2013) comme base. L'étude d'Umejei (2013) a identifié les cadres des médias dominants la couverture du journal *Thisday* lié à la relation sino-nigérienne. Faisant preuve d'une approche inductive pour encadrer son analyse, Umejei (2013) a identifié deux cadres généraux reflétant la caractérisation générale répandue dans la littérature académique sur la Chine en Afrique. Cette caractérisation générale inclut deux perceptions de la Chine, soit qu'elle est une partenaire ou un bon exemple pour le Nigéria, soit qu'elle est un prédateur ou une exploiteuse (Umejei, 2013). L'étude dévoile que le cadre le plus important dans la couverture de la relation sino-nigérienne est celui du partenaire et bon exemple, puisqu'elle accorde plus d'importance à l'économie que sur la politique, les droits de l'homme et les bienfaits sociaux. Ainsi, la relation sino-nigérienne est conçue comme étant un partenariat

mutuel entre la Chine et le Nigéria plutôt qu'un simple partenariat d'exploitation. Umejei (2013) mentionne que le journalisme au sein du *Thisday* ne peut pas résister aux forces des élites promouvant les opinions positives de la Chine dans les médias, ce qui par conséquent exclut la voix populaire des citoyens nigériens.

Afin de bien présenter les perceptions des médias nigériens de la relation sino-africaine, une revue d'articles sur la relation sino-nigérienne dans le *Vanguard* au Nigéria entre 2009-2014 a été faite. Toutefois, quelques articles touchent aussi sur la relation sino-africaine. Le contenu de nombreux articles soulève le commerce accru entre la Chine et le Nigéria.

À la lumière de la revue d'articles, la représentation de la relation entre la Chine et le Nigéria est surtout basée sur les accords commerciaux et les investissements d'entreprises chinoises au Nigéria. Dans l'article *Nigeria China trade hits N540bn in second quarter 2010* (Ibiwoye, 2010), l'ambassadeur de la Chine au Nigéria explique que le Nigéria est le deuxième plus grand partenaire commercial et le deuxième plus grand marché d'exportation en Afrique, ce qui démontre la portée et l'ampleur de la coopération économique sino-nigérienne. Les accords commerciaux entre les dirigeants étatiques sino-nigériens sont aussi positivement représentés. Par exemple, la signature de cinq accords dans l'optique de renforcer les relations financières, économiques, techniques et culturelles entre la Chine et le Nigéria a été présentée comme étant bénéfique pour ces deux pays. De plus, l'idée d'une coopération bénéfique à la communauté d'affaires chinoises et nigériennes fait souvent sujet dans les médias nigériens : « Mutually beneficial cooperation between the business communities has yielded more fruitful results. With the support of favorable policies from both governments, Chinese companies established in

Nigerian businesses since early 1980s » (Ibiwoye, 2010). Les articles nigériens ont relevé que le Nigéria recherche les investissements chinois dans le but de transformer son économie, par ailleurs soulignant que la Chine soit vue comme étant un partenaire économique important au Nigéria : « Nigeria is indeed on an aggressive campaign for FDI and Chinese Government was also seeking for markets for inputs especially raw materials as well as markets for finished products » (Nnabugwu, 2011). La Chine est ainsi perçue comme étant l'un des plus grands investisseurs dans l'économie nigérienne, où le Nigéria cherche à lui plaire. Par exemple, l'article *China's investment in Nigeria hits \$7.24bn mark, Consul General* (Vanguard, 21 juin 2010) démontre que les investissements chinois aient stimulé l'économie du Nigéria par l'entremise de la création d'emploi. Toutefois, ces investissements viennent avec un coût pour le Nigéria, c'est-à-dire que la Chine peut avoir accès aux ressources nigériennes.

La Chine est également perçue comme étant un investisseur et un développeur d'infrastructures fiable, étant toujours prête à aider le Nigéria à surmonter ses défis d'infrastructure; tels que les routes, les chemins de fer et les aéroports. D'ailleurs, un article paru dans le *Stanbic IBTC : Nigeria, China strengthen ties* donne un exemple d'une telle situation : « Nigeria has a high growth rate, but with considerable infrastructure development needs which will benefit from ICBC [*Industrial and Commercial Bank of China*]'s long association and expertise in infrastructure financing especially in developing countries » (Vanugard, 11 juin 2009). Le ministre nigérien du Commerce et de l'investissement, Olusegun Aganga, a même appelé le gouvernement chinois à encourager les entreprises chinoises à investir davantage dans les projets électriques, ferroviaires et routiers afin de réduire le déficit d'infrastructure au Nigéria (Vanguard, 9 novembre 2011). Toutefois, le ministre Aganga a aussi imploré les deux pays à

signer un protocole d'entente sur les échanges de produits de qualité inférieure dans l'optique d'attaquer le problème d'afflux de marchandises de qualité inférieure importées au Nigéria.

La rhétorique officielle chinoise que la Chine est un pays en développement s'insère aussi dans la représentation de partenariat entre les deux pays. Quelques exemples illustrent cette rhétorique que la Chine devrait être considérée comme étant un partenaire dans le développement du pays nigérian (Brautigam, 2009). La coopération Sud-Sud et la vision que la Chine est toujours en développement elle-même sont évoquées dans les médias nigériens choisis. L'article de Nwokpoku et ses collaborateurs (2012) explique le protocole d'entente entre le gouvernement nigérian et une entreprise chinoise visant à faciliter le transfert de compétences et de technologies. Les auteurs font ressortir un fait saillant de la relation sino-nigérienne, c'est-à-dire que les entreprises chinoises comparent l'économie chinoise à celle du Nigéria (Nwokpoku, 2012). Les similarités entre la Chine et le Nigéria sont souvent évoquées. Par exemple, l'ambassadeur de la Chine Boqing soulève les points communs entre la Chine et le Nigéria; les deux pays jouissent de leurs anciennes civilisations et cultures et ont trouvé des similitudes dans leurs valeurs et leurs visions du monde (Ojeme, 2013). Le président chinois Jinping a aussi présenté la Chine comme étant sur la même vague de développement que le Nigéria, et ce, tout en assurant le président du Nigéria Jonathan de son intention à travailler ensemble pour poursuivre leurs buts de développement communs (Agande, 2013).

La plupart des articles trouvés dépeignent la Chine comme nation ayant un modèle économique et politique qui a à la fois engendré une croissance soutenue et aussi une stabilité au sein de son système politique (Umejei, 2013). Il appert que la majorité des articles idéalisent la

Chine, ce qui en revanche promeut la rhétorique de la Chine comme étant un succès économique que l'Afrique devrait émuler. Par exemple, le consul général de la Chine, M. Kun, proclame :

« (...) China would like to share some experience with Nigerians as they hope that under the leadership of the Nigerian government, with great efforts of all Nigerians, this nation will be making greater progress in the years to come. Enhancing solidarity and cooperation with African countries has always been an important component of China's independent foreign policy of peace. China will unswerving carry forward the tradition of China-Africa friendship, and proceeding from the fundamental interests of both the Chinese and African peoples » (Uzor, 2010).

Alors que la majorité de la couverture médiatique nigériane ressort les bienfaits de la relation sino-nigériane, il y a tout de même des articles plus critiques sur la présence chinoise au Nigéria. Contrairement aux médias du Ghana, le *Vanguard* a davantage publié des articles sur la qualité inférieure des produits chinois importés que les aspects des droits de travailleurs et les salaires bas. D'ailleurs, l'inondation de produits chinois sur les marchés nigériens continue à poser problème, surtout en conjonction avec l'importation de produits chinois à qualité inférieure au Nigéria. De plus, les critiques portent sur l'importation de produits finis (p. ex. les produits en aluminium), ce qui a engendré l'exportation d'emplois en Chine et la crainte des conséquences sur le secteur industriel nigérien. De plus, il existe quelques articles qui critiquent fortement le gouvernement nigérien d'avoir accordé une plus grande importance aux accords et aux investissements chinois qu'à sa propre population. Il y a ainsi eu une poussée vers la redéfinition des relations commerciales entre le Nigéria et la Chine mettant l'accent sur l'avancement de l'intérêt national nigérien afin d'accomplir les objectifs sociaux et économiques. L'article propose que le Nigéria gagne à tirer des leçons de la montée chinoise telles que : leurs politiques stables, leurs investissements agressifs, leur défense pour leurs industries locales et leur mise en œuvre de lois strictes (Vanguard, 18 décembre 2014).

4.4 Conclusion

Tout en reconnaissant qu'il serait erroné de déduire que la perception des médias ghanéens et africains peut être simplifiée à une question de reportages positifs et négatifs, la présente recherche souligne la perception partagée par les médias ghanéens et nigériens, c'est-à-dire de représenter la Chine soit comme un partenaire, soit comme un compétiteur à leurs économies.

En général, les médias dans les deux pays africains semblent favorablement peigner la présence chinoise en Afrique puisqu'elle représente un modèle de développement à émuler, ce qui favorise en revanche une non-ingérence et une coopération à bénéfice mutuelle. Bien que la scène médiatique nigérienne semble avoir mis un plus grand accent sur les aspects économiques de leur relation avec la Chine, l'importance accordée au commerce et aux investissements chinois au Ghana et au Nigéria est évidente. L'accent cible les importations et les exportations, ainsi que le financement d'infrastructures importantes y compris de barrage de Bui au Ghana et aussi les routes et les chemins de fer au Nigéria. Malgré les bienfaits ressentis dans les pays africains, les médias ont reporté que la balance commerciale favorise considérablement la Chine et donc ont suggéré aux pays africains de mettre en place des politiques pour accroître leur part dans le marché chinois. Bien que les investissements chinois dans le secteur de l'infrastructure bénéficient des Ghanéens et des Nigériens, la concurrence chinoise avec les entreprises africaines et l'exclusion de la main-d'œuvre locale sont dépeintes comme étant susceptibles de créer une tension dans la relation sino-africaine. Alors que la question de main d'œuvre est moins prononcée au Nigéria, plusieurs articles nigériens ont dénoncé la qualité inférieure des biens importés chinois.

Il est important à souligner que les critiques gouvernementales ghanéennes et nigérianes liées à la présence chinoise figurent parmi les médias ghanéens et nigériens. Alors qu'il est vrai que les critiques ghanéennes ont apparu plus souvent dans les médias que celles du Nigéria, tous les deux ont dressé l'importance d'avoir un gouvernement national en place prête à adopter des lois, notamment des lois commerciales, afin de protéger les intérêts de ses citoyens contre les effets négatifs des entreprises chinoises.

Chapitre 5 : Conclusion

L'objectif de cette recherche était de faire ressortir les représentations que se font différents secteurs sociopolitiques ghanéens et nigériens de la relation sino-africaine entre 2000 – 2014, en nous concentrant principalement sur les perceptions des dirigeants étatiques, des groupes syndicaux, et des médias au Ghana et au Nigéria.

Ce mémoire a pu démontrer que les dirigeants étatiques au Ghana et au Nigéria perçoivent la relation sino-africaine de façon positive, en appelant même à un renforcement des liens avec la Chine. La présence chinoise est perçue comme étant mutuellement bénéfique, un partenariat entre États. Toutefois, il semble que le Ghana, en tant que régime démocratique à économie diversifiée, est plus sensible aux pressions de l'opinion publique, et doit davantage en tenir compte, en comparaison d'un régime hybride aux forts accents autoritaires, comme le Nigéria. Par exemple, les dirigeants ghanéens ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'application, ou l'absence de l'application, des lois limitant la participation étrangère au commerce. Si les lois n'y sont pas respectées, cela pourrait permettre aux entreprises chinoises de concurrencer les entreprises locales. Il y a donc une tension entre la nécessité d'acquiescer davantage d'investissements et de faire fleurir le commerce avec la Chine, d'une part, et les effets que peuvent avoir ces investissements sur la population locale, d'autre part. Bien sûr, la nécessité de bien tenir compte des intérêts des citoyens, qui peuvent expulser le gouvernement en place aux prochaines élections, est une question complexe, dans la mesure où tous les citoyens n'ont pas les mêmes intérêts (par exemple, un citoyen peut être à la fois un consommateur cherchant un bien au moindre coût, et un travailleur désirant de meilleures conditions de travail). Il ne s'agit donc pas de caricaturer la notion de 'régime démocratique', mais de reconnaître qu'il

y a tout de même une plus grande sensibilité aux perceptions des citoyens, lesquels bénéficient d'une plus grande marge de manœuvre que dans les régimes hybrides ou autoritaires.

Dans le cas du Nigéria, les dirigeants étatiques étaient plus aptes à voir la Chine comme un partenaire influent, offrant une nouvelle source de financement, et moins sensibles aux conséquences négatives que peuvent entraîner les investissements chinois (Alden, 2007). Ceci peut être attribué au fait que le régime nigérian est moins perméable aux préférences citoyennes, davantage centré sur les intérêts des dirigeants politiques et économiques, avec un système de pratiques clientélistes et de corruption nettement plus développé, et enfin peut-être, se considérant comme un partenaire semblable à la Chine, en tant que géant démographique et économique de tout un continent.

L'analyse des perceptions des syndicats africains a démontré qu'il y a nombreuses tensions quant à la présence chinoise dans les pays étudiés, surtout liés aux activités commerciales chinoises et aux droits de travailleurs. Les syndicats ghanéens et nigériens ont reproché les entreprises chinoises d'avoir négligé de mettre en place de bonnes conditions de travail parmi les travailleurs africains. Malgré les différences entre leur situation politique, économique et sociale, nous devons souligner que les inquiétudes et perceptions furent constantes au sein des deux pays étudiés. En général, les syndicats africains ont perçu la relation de manière négative. Néanmoins, certains ont vu la création d'emplois, même à de très faibles salaires et avec de piètres conditions de travail, comme étant une meilleure situation que l'alternative (à savoir, aucun salaire). Certains voient la baisse des prix engendrés par la concurrence comme ayant permis la hausse du pouvoir d'achat des populations appauvries. En

outre, il est a souligné que de nombreux syndicats africains reprochent à l'État de n'avoir pas pu, ou pis encore, pas voulu, créer un environnement juridique pour réglementer les activités des investisseurs chinois, ni même offrir un système de redistribution des ressources qui à la faveur des travailleurs locaux.

En général, il s'avère que la relation sino-africaine est présentée plus positivement qu'attendu dans les médias ghanéens et nigériens analysés. Les médias africains ont représenté la Chine d'une façon assez simpliste (même en stéréotypes binaires) soit comme un partenaire, soit comme compétition pour leurs économies. Les médias africains ont accordé une grande importance au commerce et aux investissements dans leur reportage. Comme les dirigeants, les médias ont tendance à voir la Chine comme un modèle de développement à suivre où le principe de coopération à bénéfice mutuelle et celui de la non-ingérence sont célébrés. Alors que le côté positif est plus évident, les médias ghanéens sont surtout signalés la nécessité des gouvernements nationaux de mettre en place des dispositifs juridiques pour protéger les intérêts de la population de ses citoyens contre les effets négatifs de la présence chinoise.

Plusieurs études sur les perceptions de la relation sino-africaine sont focalisées sur les opinions occidentales de la relation, surtout représentée dans les médias. Alors qu'il y a une tendance à se concentrer sur les cas négatifs de la relation sino-africaine, ce mémoire nous a permis d'étudier ce que les Africains pensent de cette relation émergente, donnant une voix à ceux qui sont directement concernés.

Bien que ce travail fût principalement inductif et descriptif, certaines lacunes peuvent y être apportées. Toutefois, compte tenu de la diversité des pays africains, il est important de continuer à contribuer à la littérature de ce sujet pour illustrer comment les acteurs africains perçoivent la relation sino-africaine. Les études de cas du Ghana et du Nigéria ont permis de voir qu'un petit morceau des perceptions africaines, alors qu'une recherche plus empirique, par étude terrain, est voulue et est bien nécessaire.

Bibliographie

African Center for Economic Transformation. (2009). *Looking East: China-Africa Engagements – Ghana Country Case Study*. Repéré à : <http://acetforafrica.org/wp-content/uploads/2010/08/Looking-East-Ghana-China-Case-Study-2010.pdf>

Agande, B. (2013, 10 juillet). *Nigeria, China sign deal on financial co-operation, others*. Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2013/07/nigeria-china-sign-deal-on-financial-co-operation-others/>

Agubamah, E. (2014). Bilateral Relations: Periscoping Nigeria and China Relations. *European Scientific Journal*, 10(14), 63-70

Aidoo, R. (2010). *China-Ghana Engagement : An Alternative Economic Liberalization in SubSaharan Africa*. Repéré à : https://etd.ohiolink.edu/ap/10?0::NO:10:P10_ACCESSION_NUM:miami1279069734

Akorsu, A.D. et Cooke, F.L. (2011). Labour standards application among Chinese and Indian firms in Ghana: typical or atypical? *The International Journal of Human Resource Management*, 22(13), 2730–2748

Alden, C. (2006, octobre). *Through African Eyes: Representations of China on the African continent*. Recherche présentée au SciPo/Fudan/LSE conference.

Alden, C. (2007). *China in Africa*. London : Zed Books

Alden, C. et Hughes, C. R. (2009). Harmony and discord in China's Africa strategy: some implications for foreign policy, *China Quarterly* 199: 563–84.

Alden, C., et Large, D. (2011). China's exceptionalism and the challenges of delivering difference in Africa. *Journal of Contemporary China*, 20(68), 21 — 38.

Alao, A. (2011). *Nigeria and the Global Powers: Continuity and Change in Policy and Perceptions*, South African Institute of International Affairs: Occasional Paper No. 96, 28 p.

Alessi, C. et Hanson, S. (2012). *Expanding China-Africa Oil Ties*”, *Council on Foreign Relations*. Repéré à : <http://www.cfr.org/china/expanding-china-africa-oil-ties/p9557>

Alike, E. (2012, 14 août). *China Replaces United States as Nigeria's Crude Oil Importer*. ThisDayLive. Repéré à : <http://www.thisdaylive.com/articles/china-replaces-united-states-as-nigeria-s-crude-oil-importer/122325/>

Ameyaw, D. (2007). *Ghana : Nigerian Traders want Fair Treatment*. Modern Ghana, Repéré à : <http://www.modernghana.com/news/149116/22/nigerian-traders-want-fair-treatment.html>

Anshan, L. (2008). China's New Policy toward Africa. Dans Robert I. Rotberg (Ed.) *China into Africa: Trade, Aid, and Influence*. Washington D.C. : Brookings Institution Press.

Arnold, W., et Hinshaw, D. (2014). *China Takes Wary Steps Into New Africa Deals*. The Wall Street Journal. Repéré à : <http://www.wsj.com/articles/SB10001424052702303647204579545813194873656>

Askouri, A. (2007). China's Investment in Sudan: displacing villages and destroying communities. Firoze Manji and Stephen Marks (Ed). Dar es Salaam: Fahamu.

Ata, K. (2014, 14 janvier). *\$3 Billion Loan : Is China Defrauding Ghana?*The Ghanaian Chronicle. Repéré à : <http://thechronicle.com.gh/3-billion-loan-is-china-defrauding-ghana/>

Ayee, J., Soreide, T., Shukla, G.P., et Le, T.M. (2011) *Political Economy of the Mining Sector in Ghana*, The World Bank: Policy Working Paper 5730, 52 p.

Ayodele, T., et Sotola, O. (2014). *China in Africa : An Evaluation of Chinese Investment*. Initiative for Public Policy Analysis Working Paper Series. Repéré à : www.ippanigeria.org/china_africa_working.pdf

Ayoola, T.J. (2013). Nigeria-China Trade Relations : Implication on the Nigerian Domestic Economy. *Research Journal of Finance and Accounting*, 4(17), pp. 98-104.

Baah, A. Y. et Jauch, H. (2009). *Chinese Investments in Africa : A Labour Perspective*. African Labour Research Network.

Banda, F. (2009). China in the African Mediascape. *Rhodes Journalism Review*, 29, 52-53.

Barungi, B., Ogunleye, E., et Zamba, C. (2015). *Nigeria 2015; African Economic Outlook*. Repéré à : http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2015/CN_data/CN_Long_EN/Nigeria_GB_2015.pdf

BBC. (2013, le 12 septembre). *Ghana Profile – Media*. BBC News : World – Africa. Repéré à <http://www.bbc.com/news/world-africa-13433793>

BBC. (2013, le 12 septembre). *Nigeria Profile – Media*. BBC News : World – Africa. Repéré à : <http://www.bbc.com/news/world-africa-13949549>

Bergesen, A. J. (2008, juillet). *The New Surgical Colonialism: China, Africa, and Oil*. Communication présentée à la conférence annuelle American Sociological Association Annual Meeting, Sheraton Boston and the Boston Marriott Copley Place, Boston, MA

Berthélemy, J-C. (2009). *Impact of China's Engagement on the Sectoral Allocation of Resources and Aid Effectiveness in Africa*. Recherche présentée au African Economic Conference 2009.

Beuret M. et Serge, M. (2008). La Chine a-t-elle un plan en Afrique ? *Afrique contemporaine*, 4 (228), 49-68.

Bodomo, A.B. (2012, le 8 novembre). *China in Ghana's 2012 Electioneering Discourse*. ModernGhana. Repéré à : <http://www.modernghana.com/news/428517/1/china-in-ghanas-2012-electioneering-discourse.html>

Bourdarias, F. (2010). Chinese Migrants and Society in Mali: Local Constructions of Globalization. *African and Asian Studies*, 9(3), 269–285.

Brautigam, D. (2009). *The Dragon's Gift : The Real Story of China in Africa*. Oxford : Oxford University Press.

Broadman, H.G. (2007). *Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier*. World Bank, Washington D.C.

Brookes, P., et Shin, J. H. (2006). *China's influence in Africa : Implications for the United States*. Repéré à : <http://www.heritage.org/research/reports/2006/02/chinas-influence-in-africa-implications-for-the-united-states>.

Campbell, H. (2008). China in Africa: Challenging US global hegemony, *Third World Quarterly*, 29(1), 89-105

Caniglia, L. (2011). Western ostracism and China's presence in Africa, *China Information*, 25(2), 165-184

Centre for Chinese Studies. (2007). *China's interest and activity in Africa's Construction and Infrastructure sectors*. CCS, Stellenbosch University.

Chapman, D. (2008). China, Angola, and South Africa: An Investigation of Developing Sino-African Relationships. Hampshire College. Repéré à : https://dspace.hampshire.edu/bitstream/10009/838/1/Chapman_Drew_2003F_Div%20III.pdf

Chêne, M. (2010). *Overview of corruption and anti-corruption in Angola*. Transparency International, Repéré à : <http://www.u4.no/publications/overview-of-corruption-and-anti-corruption-in-angola/>

CIA World Factbook (2014). *Ghana*. Repéré à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/gh.html>

Copley, A., Maret-Rakotondrazaka, F. et Sy, A. (2014). *The U.S.-Africa Leaders Summit : A Focus on Foreign Direct Investment*. Répéré à : <http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2014/07/11-foreign-direct-investment-us-africa-leaders-summit>

- Cramer-Flood, E. (2009). Chinese Oil Investment in Angola and The Quest to Evade the Resource Curse. *Perspectives on Global Issues – Energy & Environment*, 4 (1), 18-22.
- Davies, P. (2007). China and the End of Poverty in Africa – towards Mutual Benefit?, Diakonia, Suède.
- Davies, M., Edinger, H, Tay, N. et Naidu, S. (2008). *How China delivers development assistance to Africa*. Repéré à http://www.ccs.org.za/wp-content/uploads/2009/04/dfid_fa_final.pdf
- Day, A. (2013). *China's African media footprint*. Consultancy Africa Intelligence. Repéré à : http://www.consultancyafrica.com/index.php?option=com_content&view=article&id=1259:china-as-african-media-footprint&catid=58:asia-dimension-discussion-papers&Itemid=264
- De Beer, A. & Schreiner, W. (2009). *Of 'ominous dragons' and flying geese: South African media coverage of China in Africa*. Recherche présentée à la réunion annuelle the Association for Education in Journalism and Mass Communication, Sheraton Boston, Boston. Repéré à : http://citation.allacademic.com/meta/p_mla_apa_research_citation/3/7/5/4/4/pages375444/p375444-1.php
- Desta, A. (2009). China's South-South Cooperative Investments and Co-Development Modalities in Africa. *International Journal of Business Research*, 9 (6), 19
- Dijk, M.P. (2009). *New Presence of China in Africa*. Amsterdam, NLD: Amsterdam University Press.
- Downey, L., Bonds, E., et Clark, K. (2010). Natural Resource Extraction, Armed Violence, and Environmental Degradation. *Organization & Environment* 23(4), pp. 417 –445.
- Drummond, P. et Xue Liu, E. (2013). *Africa's Rising Exposure to China: How Large Are Spillovers Through Trade?* IMF Working Paper. Repéré à : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp13250.pdf>
- Egbula, M., et Zheng, Q. (2011). China and Nigeria : A Powerful South-South Alliance. *West African Challenges*, No. 5, 20
- Falayi, K. (2014, 8 février). *We're treated like slaves but we're afraid of losing our jobs – Nigerians in Chinese, Indian companies*. Punch. Repéré à : <http://www.punchng.com/news/nigerians-who-work-in-chinese-indian-lebanese-companies-were-treated-like-slaves-but-were-afraid-of-losing-our-jobs/>
- Faujas, A. (2007, 17 décembre). *La Chine s'associe à une aide de 41,6 milliards de dollars aux pays pauvres*. Le Monde. Repéré à : http://www.lemonde.fr/idees/article/2008/01/03/que-ferions-nous-sans-la-chine-par-alain-faujas_995622_3232.html
- Fillingham, Z. (2010, 15 décembre). *Ghana Emerges on the Oil Radar*. Geopolitical Monitor. Repéré à : <http://www.geopoliticalmonitor.com/ghana-emerges-on-the-oil-radar-4248/>

Fonds monétaire international (2015). *Direction of Trade Statistics (DOTS)*. Repéré à : <http://elibrary-data.imf.org/DataReport.aspx?c=1449337&d=33060&e=161901>

Franks, S. et Ribet, K. (2009). China-Africa media relations. *Global Media and Communication*, 5 (1), 129-136

French, H., et Wenxin, F. (2007, 25 janvier). *Chinese Leader to Visit Sudan for Talks on Darfur Conflicts*. New York Times. Repéré à : http://www.nytimes.com/2007/01/25/world/asia/25china.html?_r=0

Freedom House. (2014). *Freedom of the Press – Ghana*. Repéré à : <https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2014/ghana#.VbTYgflHQq4>

Freedom House. (2014). *Freedom of the Press – Nigeria*. Repéré à : <https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2014/nigeria#.VbZxzPIHQq5>

Frontani, H.G., et McCracken, A. (2012). China's Development Initiatives in Ghana, 1961-2011, *Journal of Sustainable Development in Africa*, 14(8), 275-286

Gagliardone, I., Stremlau, N., et Nkrumah, D. (2012). Partner, prototype or persuader? China's renewed media engagement with Ghana. *Communication, Politics and Culture*, 45(2), 174-196

Gagliardone, I. (2013). China as a persuader : CCTV Africa's first steps in the African mediasphere. *Ecquid Novi: African Journalism Studies*, 34(3), 25-40

Geerts, S., Xinwa, N. et Rossouw, D. (2014). *Africans's perception of Chinese business in Africa: A Survey*. Ethics Institute of South Africa. Repéré à : http://www.globethics.net/documents/4289936/13403252/GE_Focus_18_web_1.pdf/509a40fe-baa6-4704-814f-7d95dc5a16fa

Giovannetti, G., et Sanfilippo, M. (2009). Do Chinese Exports Crowd-Out African Goods? An econometric analysis by country and sector. *European Journal of Development Research Special Issue*, 24(1), 506-530.

Girouard, É. (2008). *China in Africa Neo-colonialism or a New Avenue for South-South Cooperation? A Review of Perspectives*. Conseil Canadien pour la Coopération Internationale (CCIC). Repéré à : http://www.ccic.ca/files/en/working_groups/003_acf_2008-04_china_in_africa.pdf

GlobeScan et BBC World Service Poll. (2013). *Views of China and India Slide in Global Poll, While UK's ratings climb*. Repéré à : http://www.globescan.com/images/images/pressreleases/bbc2013_country_ratings/2013_country_rating_poll_bbc_globescan.pdf

GNA. (2009, 9 août). *Africa seeks partnership not patronage – African Presidents*. GhanaWeb. Repéré à : <http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Africa-seeks-partnership-not-patronage-African-Presidents-166419>

Golding, P. et Murdock, G. (2000). Culture, Communications and Political Economy. Dans J. Curran and M. Gurevitch (Éds). *Mass Media and Society* (2e éd., pp. 60–81). London : Arnold.

Gonzalez-Vicente, R. (2011). China's Engagement in South America and Africa's extractive sectors: new perspectives for resource curse theories. *The Pacific Review*, 24(1), 65-87

Grimm, S., Rank, R., McDonald, M., et Schickerling, E. (2011). *Transparency of Chinese Aid: An analysis of the published information on Chinese external financial flows*. Centre for Chinese Studies. Repéré à : http://www.aidtransparency.net/wp-content/uploads/2011/08/Transparency-of-Chinese-Aid_final.pdf.

Groupe de la Banque africaine de développement (2011). *La Chine et l'Afrique : Un nouveau partenariat pour le développement?* Repéré à : www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/text-francais%20china.pdf

Groupe de la Banque africaine de développement (2012). *Republic of Ghana : Country Strategy Paper 2012-2016*. Repéré à : <http://www.afdb.org/en/documents/document/2012-2016-ghana-country-strategy-paper-27892/>

Groupe de la Banque africaine de développement (2014). *Avec un PIB de 509,9 milliards \$, le Nigéria devient la première économie d'Afrique*. Repéré à : <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/nigeria-becomes-largest-economy-in-africa-with-509-9-billion-gdp-12981/>

Groupe de la Banque africaine de développement. (2015). *Perspectives économiques au Nigéria*. Repéré à : <http://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/nigeria/nigeria-economic-outlook/>

Habia, J.K. (2009). *The Bui Dam Impact on Ghana-China Relations : Transparency, Accountability and Development outcomes from China's Sino Hydro Dam Project in Ghana*. Thèse de maîtrise, Massachusetts Institute of Technology.

Hanauer, L et Morris, L.J. (2014). *Chinese Engagement in Africa: Drivers, Reactions, and Implications for U.S. Policy*. RAND Corporation (RR-521). Repéré à : http://www.rand.org/pubs/research_reports/RR521.html

Hanson, S. (2008). *China, Africa, and Oil*. Council on Foreign Relations. Repéré à : http://www.cfr.org/publication/9557/china_africa_and_oil.html

Hanusch, M. (2012). African Perspectives on China-Africa: Modelling Popular Perceptions and their Economic and Political Determinants. *Oxford Development Studies*, 40 (4), 492-516

Ibiwoye, D. (2010, le 30 novembre). *Nigeria China trade hits N540bn in second quarter 2010*.

Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2010/11/nigeria-china-trade-hits-n540bn-in-second-quarter-2010/>

Idun-Arkhurst, I. (2008). *Ghana's Relations with China*. South African Institute of International Affairs (SAIIA). Repéré à : <http://dspace.africaportal.org/jspui/bitstream/123456789/30030/1/Ghana%27s%20relations%20with%20china.pdf?1>

Izuchukwu, O-O., et Ofori, D. (2014). Why South-South FDI is booming: Case study of China FDI in Nigeria. *Asian Economic and Financial Review*, 4(3), 361-376

Jaffe, A.M. et Lewis, S.W. (2002). Beijing's Oil Diplomacy. *Survival*, 44(1), 115–134.

Jasmamie, C. (2014, 20 août). *Ghana's new law could end illegal mining*. Mining.com. Repéré à : <http://www.mining.com/ghanas-new-law-could-end-illegal-mining-76021/>

Jauch, H. (2011). Chinese Investments in Africa: Twenty-First Century Colonialism? *New Labor Forum*, 20(2), 48-55

Jawako, K. (2014, 9 août). *U.S. Plays Catch-up in Africa: After China Gains New Ground*. New America Media. Repéré à : <http://newamericamedia.org/2014/08/us-plays-catch-up-in-africa-after-china-gains-new-ground.php>

Jize, Q. (2010, 23 septembre). *Ghana leader lauds China relations*. China Daily. Repéré à : http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2010-09/23/content_11338407.htm

Kalu, N.E. (2012). *Understanding Africa's China Policy: A Test of Dependency Theory and a Study of African Motivations in Increasing Engagement with China*. Political Science Department -- Theses, Dissertations, and Student Scholarship. Paper 21. Repéré à : <http://digitalcommons.unl.edu/poliscitheses/21>

Kaplinsky, R., McCormick, D. et Morris, M. (2007). *The Impact of China on Sub-Saharan Africa*. Institute of Development Studies: Working paper 291. Repéré à : <http://www.ids.ac.uk/files/Wp291.pdf>

Karumbidza, John B. (2007). Win-Win Economic Cooperation: Can China Save Zimbabwe's Economy? dans *African Perspectives on China in Africa*. Pambazuka : Nairobi.
Konings, P. (2007). China and Africa: Building a Strategic Partnership. *Journal of Developing Societies*, 23(3), 341–367.

Lafargue, F. (2006). La Chine : Stratégies d'influence en Côte d'Ivoire. *Monde chinois : nouvelle Asie*, 8, 39-48

Laleix, Gabrielle (2013, 9 juillet). *Le président nigérian Goodluck Jonathan se rend en Chine*. Radio France Internationale. Repéré à : <http://www.rfi.fr/afrique/20130709-nigeria-president-goodluck-jonathan-rend-chine/>

Lampert, B., et Mohan, G. (2014). Sino-African Encounters in Ghana and Nigeria: From Conflict to Conviviality and Mutual Benefit. *Journal of Current Chinese Affairs*, 43(1), 9–39.

Large, D. (2008). Beyond 'Dragon in the Bush': The Study of China-Africa Relations. *African Affairs*, 107(426), 45–61.

Li, J.C. (2007). China's Rising Demand for Minerals and Emerging Global Norms and Practices in the Mining Industry. *Minerals and Energy – Raw Materials Report*, 22(3-4), pp. 105–126

Lu, J. (2013, 15 mars). *Will western media report good news about the Chinese in Africa?* The China Africa Project. Repéré à <http://www.chinaafricaproject.com/china-africa-media-western-bias-bbc/>

Manji, F., et Marks, S. (2007). *African Perspectives on China in Africa*. Nairobi et Oxford : Fahamu

Marks, S. (2007). Introduction dans *African Perspectives on China in Africa*. Pambazuka : Nairobi.

Mawdsley, E. (2008). Fu Manchu versus Dr Livingstone in the Dark Continent: Representing China, Africa and the West in British Broadsheet Newspapers. *Political Geography* 27(5), 509–29.

Mohan, G. (2010). *China in Ghana : Easing the Shift from Aid Dependency to Oil Economy?* ARI. Repéré à : http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/web/rielcano_en/contenido?WCM_GLOBAL_CO NTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/sub-saharan+africa/ari149-2010#.Vbj08fIHQq5

Mohan, G., et Lampert, B. (2012). Negotiating China: Reinserting African agency into China–Africa relations. *African Affairs*, 112(446), 92–110.

Moyo, D. (2009). *Dead Aid: Why aid is not working and how there is a better way for Africa*. New York.

Mthembu-Salter, G. (2009). *Elephants, Ants and Superpowers: Nigeria's Relations with China*, South African Institute of International Affairs: Occasional Paper No. 42, 34 p.

Naidu, S., Corkin, L., et Herman, H. (2009). China's (Re)-Emerging Relations with Africa: Forging a New Consensus? *Politikon*, 36(1), 87–115

Naím, M. (2007, mars/avril). *Rogue Aid*. *Foreign Policy*. Repéré à http://www.foreignpolicy.com/articles/2007/02/14/rogue_aid

Nassanga, G., et Makara, S. (2014, septembre). Perceptions of chinese presence in africa as reflected in the african media : Case Study of Uganda. Communication présentée à la conférence internationale *China and Africa Media, Communications and Public Diplomacy*, Beijing.

New Media and Development Communication (2015). *China and ICT Investment in Africa*. Repéré à : <http://www.columbia.edu/itc/sipa/nelson/newmediadev/china.html>

Ngomba, T. (2007). “We are just trying to do something good”: Contending perspectives on contemporary sino-african relations. *Africa Files*, 6(2).

Nigeria Labour Congress. (2008). Affiliates. Repéré à <http://www.nlcng.org/affiliates.php>

Nnabugwu, F. (2011, 20 juin). *Nigeria, China sign accord on developing agriculture sector*. Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2011/06/nigeria-china-sign-accord-on-developing-agriculture-sector/>

Nwokpoku, J. (2014, 7 mai). *China, Nigeria sign N2trn railway deal*. Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2014/05/china-nigeria-sign-n2trn-railway-deal/>

Nyarku, F. (2013). *Ghana-China Bilateral Relations : A treasured fifty years of diplomatic, cultural, economic and trade relations*. University of Cape Town, PhD Candidate. Repéré à : http://www.academia.edu/9572990/Ghana_China_Bilateral_Relations_A_Treasured_Fifty_Years_of_Diplomatic_Cultural_Economic_and_Trade_Relations

Obiorah, N. (2007). Who’s Afraid of China in Africa? Towards an African Civil Society Perspective on China-Africa Relations. In : Manji, F. & Marks, S. (Eds.) *African Perspectives on China in Africa*. 35-55, Oxford : Fahamu.

Obiorah, N. (2008). *Rise and Rights in China-Africa Relations*. Working Papers in African Studies, 03-08. Repéré à : <http://www.sais-jhu.edu/sites/default/files/Rise-and-Rights-in-China-Africa-Relations.pdf>

Obiorah, N. (2011). Qui a peur de la Chine en Afrique ? De nouveaux défis pour la société civile africaine. *Alternatives Sud*, 18(113), 113-132

Ojeme, V. (2013, 14 juin). *Nigeria is China’s strategic partner – Amb. Boqing*. Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2013/07/nigeria-is-chinas-strategic-partner-amb-boqing/>

Okafor, C. (2015, 2 juin). *Nigeria-Trade Volume Rises to \$23.5bn*. ThisDayLive. Repéré à : <http://www.thisdaylive.com/articles/nigeria-china-trade-volume-rises-to-23-5bn/210947/>

Okeke, F. (2013, 18 novembre). *Africans should re-examine relations with China-labour unions*. Daily Trust. Repéré à : <http://www.dailytrust.com.ng/daily/index.php/labour/10191-africans-should-re-examine-relations-with-china-labour-unions>

- Okudzeto, E., Mariki, W. A., Senu, S.S., et Lal, R. (2015). *Ghana 2015; African Economic Outlook*. Repéré à : http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2015/CN_data/CN_Long_EN/Ghana_GB_2015.pdf
- Ojakorotu, V. et Whetho, A. (2008). Sino-African Relations : The Cold War Years and After. *Asia Journal of Global Studies*, 2 (2), 35-43
- Organisation des Nations Unies. (2007). *The United Nations and Darfur : Fact Sheet*. Repéré à : http://www.un.org/News/dh/infocus/sudan/fact_sheet.pdf
- Pan, E. (2006). *China, Africa, and Oil*. Council on Foreign Relations. Repéré à : <http://www.cfr.org/china/china-africa-oil/p10586>
- Parenti L., J. (2009). China-Africa Relations in the 21st Century. *Joint Forces Quarterly*, No.52, 118-124
- Perspectives Économiques en Afrique. (2015). *Ghana*. Repéré à : <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/notes-pays/afrique-de-louest/ghana/>
- Press Reference. (2015). *Ghana Press, Media, TV, Radio, Newspapers*. Repéré à : <http://www.pressreference.com/Fa-Gu/Ghana.html>
- Press Reference. (2015). *Nigeria Press, Media, TV, Radio, Newspapers*. Repéré à : <http://www.pressreference.com/Ma-No/Nigeria.html>
- Raine, S. (2009). China's African Challenges. *The Adelphi Papers*, 49 (404-405), 1-236.
- Rao, S. (2010). How to solve a problem like His Holiness the 14th Dailai Lama?: Studying Indian media coverage of China and India's evolving relationship. *Global Media and Communication* 6(3), 368-373
- Raposo, P.A. et Potter, D.M. (2010). Chinese and Japanese development co-operation: South-South, North-South, or what? *Journal of Contemporary African Studies*, 28 (2), 177-202
- Rebol, M. (2010). Public perceptions and reactions: Gauging African views of China in Africa. *African Journal of Agricultural Research*, 5 (25), 3524-3535
- Saferworld. (2011). China's growing role in African peace and security. Repéré à : <http://www.saferworld.org.uk/resources/view-resource/500-chinas-growing-role-in-african-peace-and-security>
- Sautman, B. et Hairong, Y. (2009). African Perspectives on China-Africa Links. *The China Quaterly*, 5, 728-759

Shambaugh, D. (2013). *China Goes Global: The Partial Power*. London : Oxford University Press.

State Council. (2013). *White Paper on China-Africa Economic and Trade Cooperation*, Xinhua/China's Information Office of the State Council. Repéré à : <http://www.scio.gov.cn/zxbd/wz/Document/1344818/1344818.htm>

Tan-Mullins, M., Mohan, G. et Power, M. (2010). Redefining 'Aid' in the China–Africa Context. *Development and Change*, 41(5), 857–881.

Taylor, D. *Chinese aid flows into Africa*, Voice of America, le 8 mai 2007.

Taylor, I. (2006). *China and Africa: Engagement and Compromise*. New York, Routledge Contemporary China Series, 240 p.

Taylor, I. (2009). *China's New Role In Africa*. Lynne Rienner Publishers : Boulder, 227 p.

Taylor, I. (2014). Chinese interest in Nigeria's oil and the American context. *Canadian Journal of African Studies*, 48(3), pp. 391-404.

Thompson, R. (2012). *Assessing the Chinese Influence in Ghana, Angola. And Zimbabwe: The Impact of Politics, Partners, and Petro*. Centre for International Security and Cooperation (CISAC), Stanford University.

The Pew Global Attitudes Project (2007). *Rising Environmental Concern in 47-Nation Survey: Global Unease with Major World Powers*. Repéré à : <http://www.pewglobal.org/2007/06/27/global-unease-with-major-world-powers/>

Tsikata, D., Pokuaa Fenny., et Aryeetey, E. (2010). *Impact of China-Africa Relations: An In-depth Analysis of the Case of Ghana*. Préparé pour African Economic Research Constorium – Institute of Statistical, Social and Economic Research, University of Ghana.

Tull, D. (2006). China's engagement in Africa : scope, significance and consequences. *Journal of Modern African Studies*, 44(3), 459-479

Uchegara, K. E. (2009). China-Africa Relations in the 21st Century: Engagement, Compromise and Controversy. *Uluslararası İlişkiler*, 6 (23), 95-111.

Udeala, S. O. (2010). Nigeria-China Economic Relations Under the South-South Cooperation. *African Journal of International Affairs*, 13(1 et 2), 61-88.

Umejei, E. L. (2013). *The framing of China in Nigeria: An analysis of the coverage of China's involvement in Nigeria by Thisday newspaper*. Rhodes University, Journalism and Media Studies. Repéré à : <http://contentpro.seals.ac.za/iii/cpro/DigitalItemPdfViewerPage.external?id=5356251804347647&itemId=1012974&lang=eng&file=%2Fiii%2Fcpro%2Fapp%3Fid%3D5356251804347647%26>

[itemId%3D1012974%26lang%3Deng%26nopassword%3Dtrue%26service%3Dblob%26suite%3Ddef#locale=eng&gridView=true](#)

United Nations Development Programme China. (2013). *China-Africa Trade And Investment Cooperation*. Repéré à : www.cn.undp.org/content/dam/china/docs/Publications/UNDP-CH-SSC%20China-Africa%20Trade%20and%20Investment%20Cooperation.pdf

United States Census Bureau, Foreign Trade. (2014). *Trade in Goods with Africa*. Repéré à : <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c0013.html>

U.S. Energy Information Administration. (2015). *China – International energy and data analysis*. Repéré à : <http://www.eia.gov/beta/international/analysis.cfm?iso=CHN>

Uzor, N. (2010, 18 juin). *Nigeria needs long term plan to succeed, China consul*. Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2010/06/nigeria-needs-long-term-plan-to-succeed-china-consul/>

Vanguard. (2010, 21 juin). *China's investment in Nigeria hits \$7.24bn mark, Consul General*. Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2010/06/china%E2%80%99s-investment-in-nigeria-hits-7-24bn-mark-consul-general/>

Vanguard. (2011, 9 novembre). *China-Nigeria trade set to hit \$10bn – Chinese Minister*. Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2011/11/china-nigeria-trade-set-to-hit-10bn-chinese-minister/>

Vanguard. (2009, 11 juin). *Stanbic IBTC: Nigeria, China strengthen ties*. Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2009/06/stanbic-ibtc-nigeria-china-strengthen-ties/>

Vanguard. (2014, 18 décembre). *Redefining Nigeria-China Trade Relations in the national interest*. Vanguard. Repéré à : <http://www.vanguardngr.com/2014/12/redefining-nigeria-china-trade-relations-national-interest/>

Wagner, D., et Cafiero, G. (2013, 19 juillet). *China and Nigeria: Neo-Colonialism, South-South Solidarity, or Both?* The World Post. Repéré à http://www.huffingtonpost.com/daniel-wagner/china-and-nigeria-neocolo_b_3624204.html

Wallis, W., et Barber, L. (2012, 26 avril). *Ghana's opposition targets Chinese loan*. Financial Times World. Repéré à : <http://www.ft.com/cms/s/0/7159e1be-8d29-11e1-9798-00144feab49a.html#axzz3hEqeYkK3>

Wang, F-L., et Elliot, E.A. (2014). *China in Africa : presence, perceptions and prospects*. *Journal of Contemporary China*, 23(90), 1012-1032.

Wasserman, H. (2012). *China in South Africa: media responses to a developing relationship*. *Chinese Journal of Communication*, 5(13), 336-354.

Wereko, C. (2013, 14 mars). *Illegal Chinese miners will be flushed out – Minister*. GhanaWeb. Repéré à : <http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Illegal-Chinese-miners-will-be-flushed-out-Minister-267620>

Winsor, M. (2015, 9 avril). *Nigeria Elections 2015 Considered "Peaceful" Despite Rising Death Toll And Violence*. International Business Times. Repéré à : <http://www.ibtimes.com/nigeria-elections-2015-considered-peaceful-despite-rising-death-toll-violence-1874714>

Woods, N. (2008). Whose aid? Whose influence? China, emerging donors and the silent revolution of development assistance. *International Affairs*, 84 (6), 1205-1221

Xiaomin, Z. et Chunfeng, X. (2007). The Late Qing Dynasty Diplomatic Transformation: Analysis from an Ideational Perspective. *Chinese Journal of International Politics*, 1(3), 405-445

York, G. (2013, 11 septembre). *Why China is making a big play to control Africa's media*. The Globe and Mail. Repéré à : <http://www.theglobeandmail.com/news/world/media-agenda-china-buys-newsrooms-influence-in-africa/article14269323/>

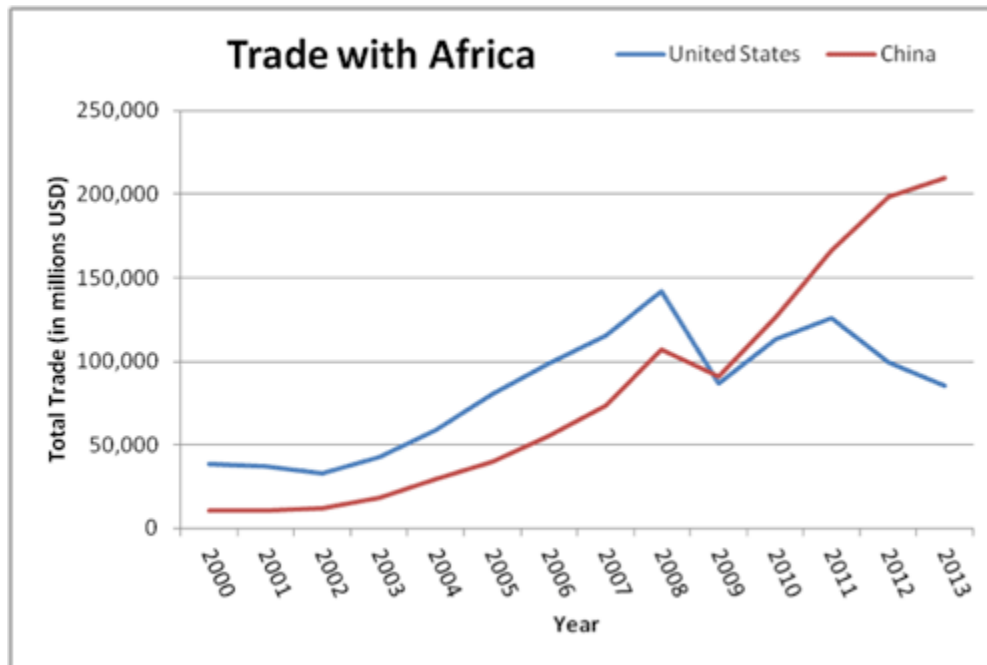
Zezeza, P. T. (2008). Dancing with the Dragon: Africa's courtship with China. *The Global South* 2(2),171-187

Zhang, W. (2006, 1 novembre). The Allure of the Chinese model. *International Herald Tribune*. Repéré à : http://www.nytimes.com/2006/11/01/opinion/01iht-edafrica.3357752.html?_r=2&

Zhenxing, L. (2013). *Conference Paper 4 and Responses: Perspectives on China-Africa Oil Ties*, A Trilateral Dialogue on the United States, Africa and China. Institute of American Studies, Chinese Academy of Social Sciences. Repéré à : <http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2013/08/us%20africa%20china%20trilateral%20dialogue/All%20China%20Oil%20Papers.pdf>

ANNEXE I

Figure 1 : Commerce sino-africain, 2000 – 2013



Source : United States Census Bureau, 2014

ANNEXE II

Tableau 1 : Aide au développement et investissement chinois au Ghana : 2000 – 2012.

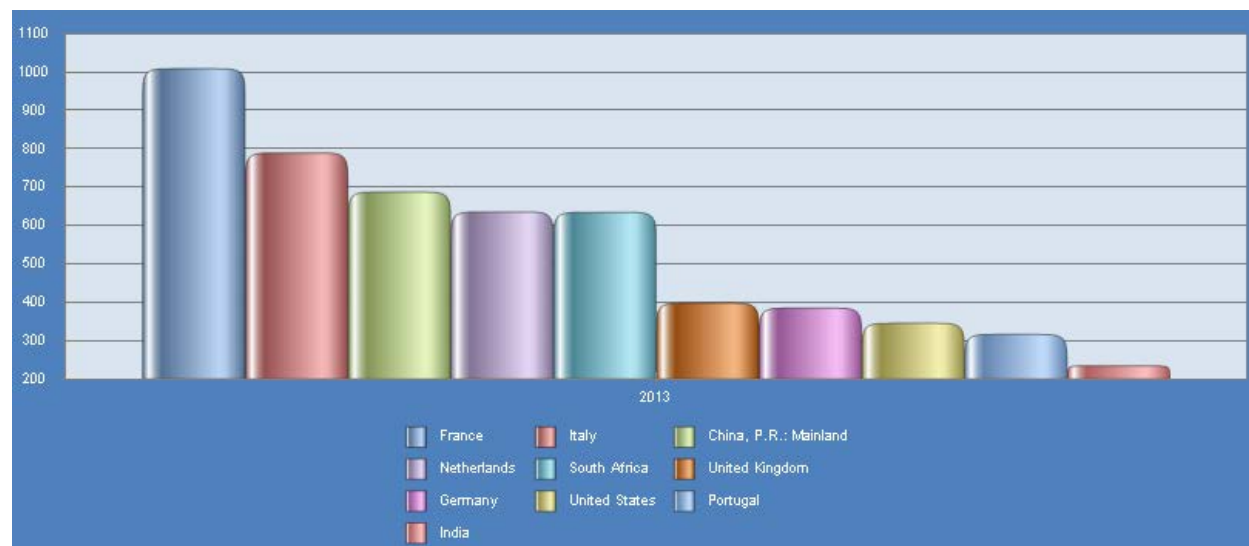
| Year | Type | Amount |
|-------------|---|--------------------------------|
| 2001 | Grant for economic development | \$3.6 million |
| 2003 | Grant for the construction of Burma Hall Complex | \$1.2 million |
| 2003 | Interest free loan by the Chinese government for the construction of the 17.4-km section of the Accra-Kumasi Road | \$28 million |
| 2003 | Military grant | \$0.963 million |
| 2003 | Grant for restorations of National Theatre | \$2 million |
| 2003 | Grant for Afefi Irrigation Project | \$3 million |
| 2003 | Chinese government grant for the construction of barracks for the military | \$3.9 million |
| 2003 | Debt cancellation | \$66 million |
| 2005 | Loan, telecommunications equipment (ZTE) | \$75 million |
| 2005 | Debt cancellation | \$53 million |
| 2006 | Grant for economic and technical cooperation projects | \$3.6 million |
| 2006 | Expansion and upgrading of telecommunications network construction of a primary school and a malaria centre | \$66 million |
| 2006 | Concessional loan for security communication between agencies | \$30 million |
| 2006 | Donation for treatment of malaria | \$0.25 million |
| 2006 | Grant to foster economic and technical cooperation | \$3.75 million |
| 2006 | Interest-free loan | \$3.75 million |
| 2006 | Loan, construction of two stadia (Takoradi/Sekondi and | \$275 million & \$38.5 million |

| | | |
|-------------|--|----------------|
| | Tamale) | |
| 2006 | Military grant | \$1.25 million |
| 2007 | Concessional loan to foster closer military ties, construction of the Ghanaian Ministry of Defense | \$30 million |
| 2007 | Export credit for Bui Dam | \$662 million |
| 2007 | 2 nd loan agreement for communications, contractor is ZTE | \$30 million |
| 2007 | Grant in kind of training of Ghanaian government officials in China | - |
| 2007 | Interest free loan and grant for various developmental projects | \$5.33 million |
| 2007 | Debt cancellation | \$24 million |
| 2008 | Interest free loan for landing sites for fishing communities | \$99 million |
| 2008 | Predause Presidents Lodge | \$1.34 million |
| 2009 | Loan for oil and natural gas development | \$3 billion |
| 2010 | Concessionary loan – Kumasi to Paga railway development, energy infrastructure, education | \$10.4 billion |
| 2011 | Grant for 100-bed hospital in Teshie | \$7.3 million |
| 2011 | Infrastructure projects | \$3 billion |

Source : Thompson, 2012.

ANNEXE III

Figure 4 : Top 10 partenaires d'exportations du Ghana (en millions \$ US)

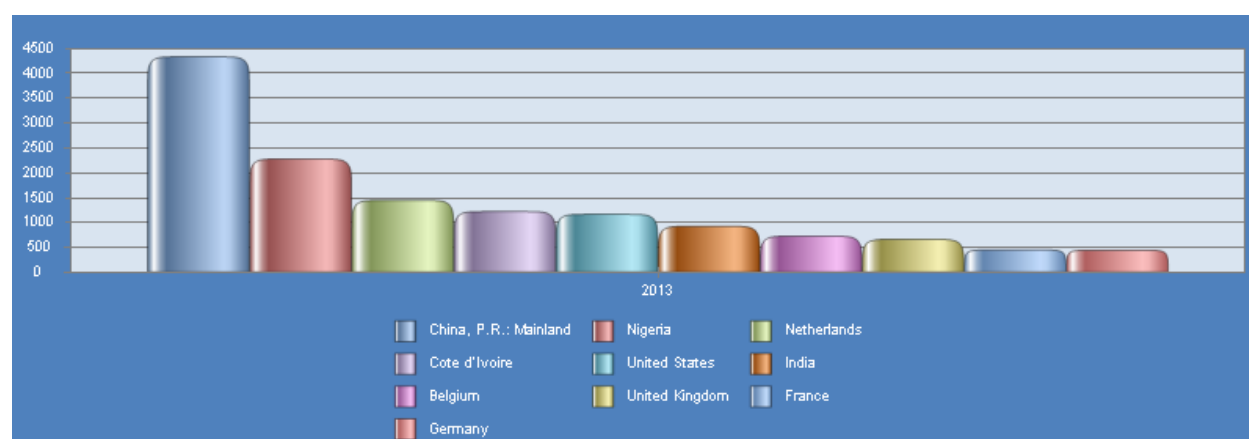


| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|
| France | 133.42 | 125.85 | 202.43 | 242.72 | 199.38 | 260.94 | 1622.25 | 1076.81 | 1009.17 |
| Italie | 87.15 | 80.31 | 81.81 | 83.94 | 63.48 | 80.23 | 689.45 | 980.60 | 790.22 |
| Chine | 86.87 | 72.67 | 48.16 | 85.02 | 72.41 | 111.96 | 329.93 | 584.36 | 688.37 |
| Pays-Bas | 295.77 | 320.61 | 357.18 | 576.47 | 458.67 | 533.91 | 885.86 | 702.34 | 636.79 |
| Afrique du Sud | 11.50 | 12.01 | 13.69 | 15.95 | 6.66 | 11.79 | 14.09 | 220.17 | 635.56 |
| Royaume-Uni | 233.21 | 229.98 | 292.85 | 340.81 | 268.29 | 326.51 | 407.61 | 310.36 | 399.56 |
| Allemagne | 105.12 | 109.16 | 148.79 | 121.69 | 125.35 | 155.44 | 154.24 | 343.79 | 386.56 |
| États-Unis | 157.64 | 190.55 | 192.73 | 219.36 | 131.27 | 257.18 | 728.45 | 277.18 | 347.09 |
| Portugal | 6.25 | 8.23 | 5.46 | 2.98 | 7.63 | 8.16 | 4.28 | 7.89 | 317.99 |
| Inde | 65.47 | 88.31 | 119.23 | 179.23 | 124.73 | 142.41 | 354.51 | 248.65 | 235.62 |

Source : Fonds monétaire international, 2015

ANNEXE IV

Figure 5 : Top 10 partenaires d'importations du Ghana (en millions \$ US)



| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|----------------------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Chine | 740.07 | 883.23 | 1346.51 | 1906.86 | 1687.64 | 2125.95 | 3423.45 | 5268.45 | 4340.08 |
| Nigeria | 899.77 | 1131.18 | 1364.63 | 1793.74 | 1249.30 | 1636.58 | 2078.46 | 2273.48 | 2285.64 |
| Pays-Bas | 237.11 | 268.56 | 351.61 | 429.98 | 314.34 | 500.84 | 1031.51 | 1650.05 | 1456.46 |
| Côte d'Ivoire | 162.80 | 175.61 | 181.25 | 500.12 | 630.23 | 874.07 | 333.79 | 472.35 | 1230.70 |
| États-Unis | 371.36 | 318.56 | 457.49 | 669.57 | 697.73 | 1080.97 | 1311.86 | 1440.45 | 1174.14 |
| Inde | 216.02 | 435.61 | 792.69 | 614.59 | 399.08 | 563.42 | 950.26 | 827.38 | 933.74 |
| Belgique | 134.95 | 322.14 | 350.86 | 315.55 | 280.68 | 323.89 | 417.70 | 403.34 | 736.29 |
| Royaume-Uni | 304.41 | 383.47 | 466.59 | 531.65 | 444.32 | 600.69 | 742.22 | 892.53 | 673.16 |
| France | 205.26 | 278.74 | 342.48 | 532.72 | 535.69 | 543.39 | 471.59 | 467.03 | 456.67 |
| Allemagne | 194.08 | 218.36 | 297.20 | 310.80 | 323.49 | 302.60 | 420.36 | 461.38 | 452.03 |

Source : Fonds monétaire international, 2015

ANNEXE V

Tableau 2 : Visites des officielles entre dirigeants ghanéens et chinois (2000-2012)

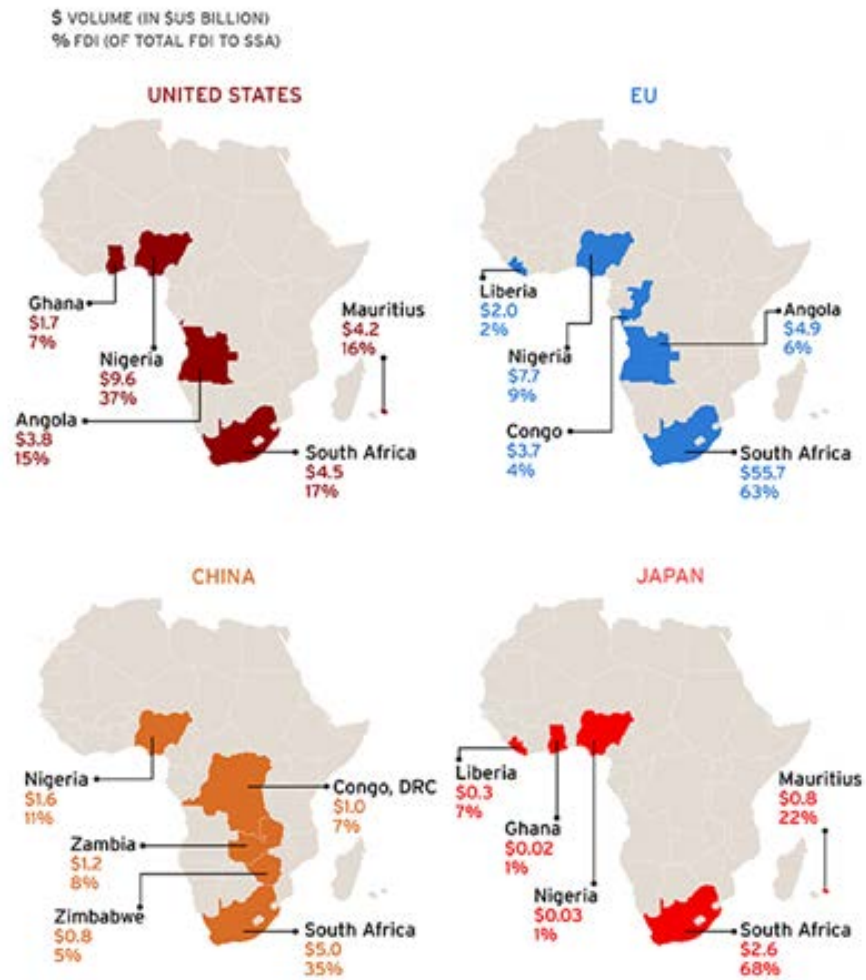
| Date | Personnel | Destination |
|-----------------------|--|--------------------|
| January 2000 | Chinese State Councilor Yi | Ghana |
| January 2000 | Ghanaian Foreign Minister Gbeho | China |
| July 2000 | Ghana Vice President Mills | China |
| June 2002 | Chinese Vice Foreign Minister Yang | China |
| August 2002 | Speaker of the Ghanaian National Assembly Adjetey | Ghana |
| October 2002 | Ghanaian President Kufuor | China |
| March 2004 | Chinese Vice Commerce Minister Wei | Ghana |
| March 2005 | Governor of the People's Bank of China to Ghana | Ghana |
| June 2005 | Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC) delegation | Ghana |
| June 2006 | Chinese Premier Wen Jiabao | Ghana |
| April 2007 | 70-member delegation of the Chinese National Standing Committee of the CPPCC | Ghana |
| 2008 | 63-member delegation from the Ghana Investment Promotion Center | China |
| September 2010 | Ghanaian President Mills | China |
| December 2011 | Chinese Hubei Provincial Sino-Africa Business Council | Ghana |
| February 2011 | Chinese parliamentary delegation of the CPPCC | Ghana |
| April, 2012 | Ghanaian Vice President Mahama | China |

Source : Thompson, 2012.

ANNEXE VI

Figure 2 : Top 5 récipiendaires d'IDE, 2001-2012

TOP 5 RECIPIENTS OF FOREIGN DIRECT INVESTMENT (TOTALS 2001 - 2012)

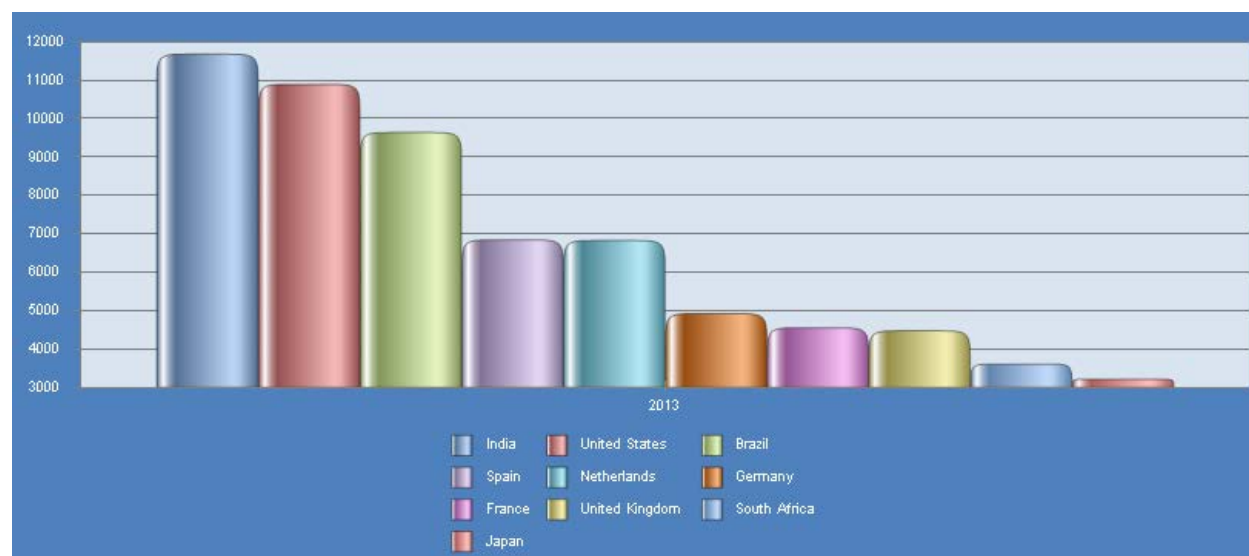


Source: United Nations Conference on Trade and Development, Bilateral FDI Statistics, 2014. FDI refers to each Partner Country's total "FDI flows abroad" to countries in SSA from 2001-2012. See UNCTAD for its definition of "FDI flows."

Source : Copley et coll., 2014.

ANNEXE VII

Figure 6 : Top 10 partenaires d'exportations du Nigéria en 2013 (en millions \$ US)

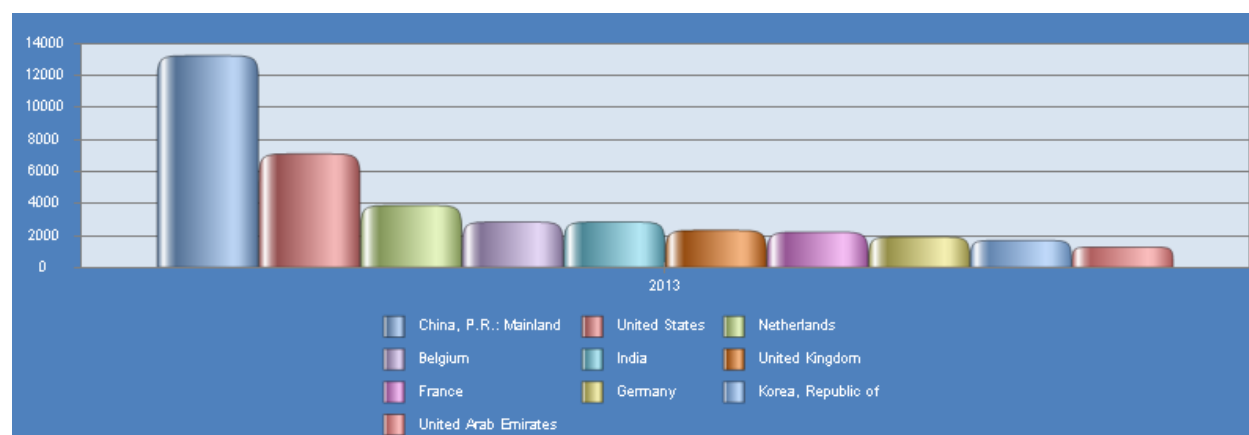


| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|-----------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Inde | 60.41 | 4807.56 | 6789.82 | 9175.46 | 5158.93 | 9361.45 | 12500.19 | 12163.62 | 11682.39 |
| États-Unis | 22826.64 | 26326.64 | 30673.18 | 35652.00 | 17943.00 | 28506.82 | 31225.64 | 17748.55 | 10895.27 |
| Brésil | 2651.76 | 3942.10 | 5273.25 | 6703.87 | 4765.94 | 5919.19 | 8386.13 | 8012.21 | 9647.54 |
| Espagne | 3548.22 | 4325.29 | 4574.36 | 6288.68 | 3566.12 | 5141.49 | 7668.59 | 8259.73 | 6853.75 |
| Pays-Bas | 1062.76 | 1313.50 | 1345.87 | 2079.19 | 1810.08 | 2881.67 | 4644.62 | 9114.75 | 6838.19 |
| Allemagne | 804.44 | 1585.32 | 1126.06 | 2408.06 | 1478.20 | 2303.10 | 4360.43 | 5155.36 | 4937.51 |
| France | 1338.85 | 2261.49 | 2418.75 | 4316.46 | 2378.73 | 3059.54 | 5447.24 | 4328.38 | 4567.90 |
| Royaume-Uni | 237.65 | 332.71 | 600.58 | 1389.73 | 891.71 | 1121.68 | 3294.20 | 5460.64 | 4490.80 |
| Afrique du Sud | 650.90 | 1322.70 | 1781.65 | 1856.41 | 1929.20 | 2203.93 | 3107.98 | 3745.55 | 3626.61 |
| Japon | 902.34 | 873.50 | 616.82 | 1606.31 | 483.65 | 503.65 | 1523.67 | 4332.49 | 3226.45 |

Source : Fonds monétaire international, 2015

ANNEX VIII

Figure 7 : Top 10 partenaires d'importations du Nigéria en 2013 (en millions \$ US)



| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|----------|
| Chine | 2535.80 | 3141.24 | 4180.21 | 7433.95 | 6025.34 | 7364.04 | 10120.79 | 10238.36 | 13249.83 |
| États-Unis | 1776.50 | 2453.88 | 3065.37 | 4512.31 | 4023.80 | 4443.67 | 5296.28 | 5625.51 | 7121.73 |
| Pays-Bas | 1479.12 | 1813.63 | 3104.72 | 5186.68 | 3708.55 | 4918.00 | 5901.70 | 3826.77 | 3909.81 |
| Belgique | 295.85 | 575.02 | 917.46 | 1343.44 | 1280.08 | 1000.16 | 2200.40 | 2100.24 | 2876.00 |
| Inde | 898.36 | 985.73 | 1142.22 | 1655.79 | 1536.13 | 2117.96 | 2918.59 | 3103.49 | 2875.21 |
| Royaume-Uni | 1604.68 | 1664.15 | 2202.30 | 2835.95 | 2079.30 | 2216.58 | 2608.33 | 2341.83 | 2349.31 |
| France | 1455.00 | 1632.69 | 1692.17 | 2342.60 | 1900.87 | 2306.66 | 2275.40 | 1916.67 | 2238.28 |
| Allemagne | 1032.29 | 1313.91 | 1617.19 | 2038.36 | 1666.51 | 1553.61 | 1950.83 | 1776.72 | 1939.48 |
| Corée du Sud | 914.18 | 890.42 | 2612.45 | 2789.59 | 898.17 | 886.18 | 2735.69 | 939.11 | 1727.74 |
| Émirats Arabes Unis | 583.11 | 698.09 | 823.48 | 1078.16 | 733.00 | 960.23 | 1238.69 | 1316.19 | 1303.98 |

Source : Fonds monétaire international, 2015

ANNEXE IX

Tableau 3 : Commerce des États-Unis avec le Nigéria (\$ million), 2000-2010

| Année | Exportations | Importations | Balance |
|--------------|---------------------|---------------------|----------------|
| 2000 | 721.9 | 10 537.6 | -9 815.7 |
| 2001 | 955.1 | 8 774.9 | -7 819.8 |
| 2002 | 1 0577.7 | 5 945.3 | -4 887.6 |
| 2003 | 1 016.9 | 10 393.6 | -9 376.7 |
| 2004 | 1 554.3 | 16 248.5 | -14 694.2 |
| 2005 | 1 619.8 | 24 239.4 | -22 619.6 |
| 2006 | 2 233.5 | 27 863.1 | -25 629.7 |
| 2007 | 2 777.9 | 32 770.2 | -29 992.3 |
| 2008 | 4 102.4 | 38 068.0 | -33 965.6 |
| 2009 | 3 687.1 | 19 128.2 | -15 441.1 |
| 2010 | 4 039.7 | 30 515.9 | -26 448.3 |

Source : Alao, 2011.

ANNEXE X

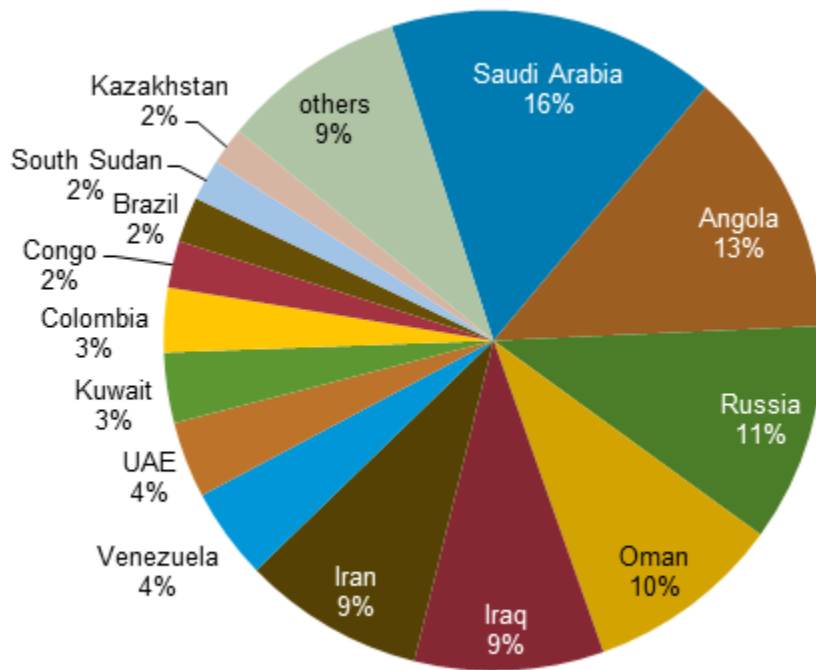
Tableau 4 : Les importations américaines de pétrole brut et produits africains (en milliers de barils), 2010-2012

| | 2010 | 2011 | 2012 |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Nigeria | 373,297 | 298,732 | 161,558 |
| Algeria | 186,019 | 130,723 | 88,487 |
| Angola | 143,512 | 126,259 | 85,335 |
| Libya | 25,595 | 5,542 | 22,281 |
| Gabon | 17,022 | 12,557 | 15,886 |
| Ivory Coast | 17,022 | 12,557 | 15,886 |
| Equatorial Guinea | 21,063 | 8,500 | 15,100 |
| Cameroon | 19,728 | 13,921 | 12,356 |
| Congo-Brazzaville | 26,276 | 19,275 | 11,341 |
| Chad | 11,312 | 18,473 | 11,004 |
| Ghana | 215 | 3,832 | 313 |
| DRC | 3,225 | 3,999 | 137 |
| Liberia | - | 20 | 1 |

Source : Taylor, 2014.

ANNEXE XI

Figure 3 : Les importations chinoises de pétrole brut, 2014



Source : U.S. Energy Information Administration, 2015

ANNEXE XII

Tableau 5 : Commerce de la Chine avec le Nigéria (\$ million), 2000 – 2010

| Année | Exportations | Importations | Balance |
|--------------|---------------------|---------------------|----------------|
| 2000 | 292.9 | 563.9 | -271 |
| 2001 | 227.4 | 917.2 | -227.4 |
| 2002 | 121.3 | 1 047.1 | -926.4 |
| 2003 | 71.7 | 1 787.5 | -1715.8 |
| 2004 | 462.6 | 1 719.3 | -1256.7 |
| 2005 | 527.1 | 2 305.3 | -1778.2 |
| 2006 | 280 | 2 855.7 | -2575.7 |
| 2007 | 537.5 | 3 800.2 | -3262.7 |
| 2008 | 509.9 | 6 758.1 | -6248.2 |
| 2009 | 897.0 | 5 476.0 | -4579 |
| 2010 | 962.5 | 6 737.5 | -5775 |

Source : Ayoola, 2013.

ANNEXE XIII

Tableau 6 : Données de base médiatique – Ghana et Nigéria

| | Ghana | Nigeria |
|---|---------------------------------------|---|
| Official Country Name | Republic of Ghana | Federal Republic of Nigeria |
| Region (Map name) | Africa | Africa |
| Population | 19,894,014 | 126,635,626 |
| Language(s) | English (official), African languages | English (official),Hausa, Yoruba, Igbo,Fulani |
| Literacy rate | 64.5 % | 57.1 % |
| Area | 238,540 sq km | 923,768 sq km |
| GDP | 5,190 (US\$ millions) | 41,085 (US\$ millions) |
| Number of Television Stations | 11 | 2 |
| Number of Television Sets | 1,730,000 | 6,900,000 |
| Television Sets per 1,000 | 87.0 | 54.5 |
| Number of Radio Stations | 21 | 128 |
| Number of Radio Receivers | 4,400,000 | 23,500,000 |
| Radio Receivers per 1,000 | 221.2 | 185.6 |
| Number of Individuals with Computers | 60,000 | 750,000 |
| Computers per 1,000 | 3.0 | 5.9 |
| Number of Individuals with Internet Access | 30,000 | 200,000 |
| Internet Access per 1,000 | 1.5 | 1.6 |

Source : Press Reference, 2015

ANNEXE XIV

Tableau 7 : Sources médiatiques au Ghana (2013)

| Presse | Télévision | Radio | Agences de nouvelles/Internet |
|---|--|--|---|
| The Ghanaian Chronicle – privé, au quotidien | Ghana Broadcasting Corporation (GBC) – géré par l’État, contrôle Ghana TV (GTV) et les réseaux numériques, y compris news channel GBC 24 | Ghana Broadcasting Corporation (GBC) – géré par l’État, opère Radio 1 en anglais et dans les langues vernaculaires ghanéens, service commercial de Radio 2 et les services locaux, y compris Uniiq FM en Accra | Ghana News Agency – géré par l’État |
| Daily Graphic – géré par l’État | Metro TV – propriété commune du gouvernement et une entreprise privée | Adom FM – privé | Ghana Web – portail d’information et de nouvelles |
| Daily Guide – privé | TV3 – privé | Peace FM – privé | - |
| The Ghanaian Times – géré par l’État, au quotidien | Visat1 – privé | Joy FM – privé | - |
| The Mirror, géré par l’État, hebdomadaire | - | Choice FM – privé | - |
| The Herald, privé | - | Space FM – privé | - |
| - | - | Gold FM – privé | - |
| - | - | Happy FM - privé | - |

Source : BBC, le 12 septembre 2013.

ANNEXE XV

Tableau 8 : Sources médiatiques au Nigéria (2013)

| Presse | Télévision | Radio | Agences de nouvelles/Internet |
|--|--|--|--|
| The Guardian - privé, national, quotidien | Nigerian Television Authority (NTA) – gérées par l'État, opèrent des dizaines de stations nationales et régionales, diffusées en anglais | Federal Radio Corporation of Nigeria (FRCN) – géré par l'État, opère 37 stations de radiodiffusion en 15 langues | News Agency of Nigeria (NAN) – géré par l'État |
| The Punch - privé, quotidien | AIT – privé, propriété de DAAR Communications, radiodiffusion à Lagos, Abuja et à l'internationale via satellite | Voice of Nigeria – service externe de la FRCN | - |
| New Nigerian - géré par l'État | Minaj TV – privé, à l'est du Nigéria et par câble et satellite | Ray Power – privé, propriété de DAAR Communications, musique et discours | - |
| Daily Independent – quotidien | Silverbird TV – privé, Lagos et Port Harcourt | Freedom Radio – privé, Kano | - |
| Daily Trust - quotidien | Galaxy TV – privé, ouest du Nigeria | - | - |
| Leadership - quotidien | Channels TV - privé | - | - |
| Vanguard – quotidien | - | - | - |
| This Day – quotidien | - | - | - |
| The Daily Sun | | - | |
| Newswatch – hebdomadaire | | - | |
| Tell - hebdomadaire | | - | |

Source : BBC, le 12 septembre 2013.